

Zbiór materiałów dotyczących  
Polski i Polaków w okresie  
II wojny światowej

1945-1996

sygn. 16

## SEPTEMBRE 1939

**C**ONTINUANT sa série d'agressions, le 1 Septembre 1939 l'Allemagne jeta sa puissance militaire contre la Pologne sans déclaration de guerre préalable. En dépit de nombreux avertissements et de la situation tendue qui devenait de plus en plus mauvaise, cette attaque n'avait pas été attendue et les forces polonaises n'avaient été que partiellement mobilisées afin « d'éviter de provoquer Hitler ». La position stratégique de la Pologne était très défavorable. Débordée au nord par les forces allemandes considérables de la Prusse Orientale et au sud par l'armée du Général List en Slovaquie, elle n'eut aucune communication avec ses alliés de l'Ouest et subit seule le choc brutal de la machine de guerre allemande, alors que des rêves d'apaisement continuaient à hanter le Quai d'Orsay et Downing Street. Le coup soudain infligé par la Luftwaffe aux aérodromes et aux communications polonaises prit au dépourvu les préparations de défense, alors qu'une large portion de l'armée de l'air polonaise se trouva détruite au sol. De plus, il n'y avait pas de plan réaliste à opposer à la conception débordante du Quartier Général allemand. Il fut même impossible de faire une mobilisation méthodique et une concentration des réserves disponibles. L'inégalité était grande en ce qui concerne les forces en présence et surtout l'équipement moderne. Contre trente divisions polonaises d'infanterie et un petit nombre de brigades volantes, l'Allemagne mit en action soixante divisions, en ayant 70 en réserve.

Onze brigades polonaises de cavalerie et deux brigades motorisées avec 200 chars légers eurent à supporter tout le poids de l'armée nazie, composée de 7 divisions blindées (400 chars chacune) et de 4 divisions d'infanterie motorisée, collaborant avec les premières. Dans l'air l'aviation allemande était onze fois plus forte.

Le courage ne put grand chose contre les machines bardées d'acier et tout ce que la Pologne put faire, fut de mener une action de retardement pour donner à la France et à la Grande-Bretagne le temps de mobiliser. Cela fut accompli au prix de



•  
 lourdes pertes. La résistance organisée cessa en octobre 1939, la base navale de Hel tenant jusqu'au bout, bien que coupée du reste du monde, pendant plus d'un mois, mais les opérations de guérilla continuèrent menées par des éléments isolés de l'armée régulière et des bandes de partisans paysans groupés plus tard sous un commandement unifié et un état-major spécial se trouvant en Pologne. Réorganisés et rééquipés, ces combattants sont devenus une force considérable, celle du « Maquis », en contact continu avec les autorités polonaises de Londres, et ont joué un rôle important dans la libération du pays.

D'après des sources neutres, les pertes allemandes en Pologne sont évaluées à 90.000 à 100.000 tués, 150.000 blessés, 800 à 1.000 avions abattus et environ 800 chars détruits.

La défense héroïque de Varsovie, qui, non fortifiée, résista pendant 27 jours à la puissance totale d'Hitler, enflamma l'imagination du monde et servit d'exemple moral à ceux qui luttent pour la liberté.



## LE GOUVERNEMENT POLONAIS

**A** PRES avoir reconquis son indépendance en 1918, la Pologne adopta une forme républicaine de gouvernement, basé sur une constitution démocratique et un pouvoir législatif exercé par deux Chambres, élues au suffrage universel pour une période de 5 ans. Ces Chambres portent le nom traditionnel de **Sejm** (Chambre des Députés) et **Sénat**. Le pouvoir exécutif restait entre les mains du Président de la République, élu pour 7 ans, et du Conseil des Ministres, nommé par lui après consultation avec les représentants du **Sejm**.

La constitution de mars 1921 subit, au cours des années qui suivirent, diverses modifications et, en particulier, les pouvoirs du Président furent considérablement étendus. Ces amen-

3

dements apportés à la Constitution, donnèrent au Président la prérogative de nommer son successeur par décret, dans le cas où son terme expirerait, à un moment critique où on ne pourrait procéder à des élections régulières.

C'est en faisant usage de cette prérogative que le Président Ignace Moscicki appela à cette haute fonction le Président de la République de Pologne actuel, M. Vladislas Raczkievicz, qui, à son tour, demanda au Général Vladislas Sikorski Commandant en Chef des Forces Polonaises, de former un nouveau gouvernement. Cela donna une pleine légalité conformément à la constitution au Gouvernement Polonais qui jouit actuellement de l'hospitalité britannique à Londres.

Le Général Sikorski a consacré toute son activité à la réorganisation des forces armées polonaises et à l'établissement de relations cordiales avec les Gouvernements Alliés, notamment avec celui de l'U. R. S. S. Il fut tué le 4 juillet 1943, dans un accident d'avion au large de Gibraltar. M. Stanislas Mikolajczyk lui succéda comme Président du Conseil et le Général Casimir Sosnkowski comme Commandant en Chef. Aujourd'hui, ce sont M. Thomas Arciszewski et le Général Vladislas Anders qui remplissent ces fonctions, ce dernier en tant que député du Général Bor, qui a été fait prisonnier au cours de l'insurrection de Varsovie en 1944.

Ce Gouvernement a été reconnu par tous les pays du monde et possède des représentants accrédités dans les principales capitales étrangères à l'exception de Moscou. Il dirigea la conduite de la guerre dans la mesure où la participation polonaise est en jeu et règle les nombreux problèmes que pose la présence d'un grand nombre de Polonais à l'étranger. En Pologne, l'armée du Maquis et l'organisation complète de l'Etat secret prêtes à entrer en action dès l'instant où le pays serait libéré, ont été, elles aussi, créées et dirigées par le Gouvernement Polonais à Londres. Ayant rempli leur rôle dans la lutte pour la libération de la Pologne, ces organisations furent démobilisées sur l'ordre du Gouvernement après l'occupation du pays par l'Armée Rouge.



4

Entretiens, le Gouvernement Polonais a pris part aux conférences et délibérations concernant la reconstruction et l'organisation de l'Europe d'après guerre.



## L'ARMÉE

DES que la résistance organisée eut cessé en Pologne, les Polonais du monde entier, de la Pologne même et des camps allemands de prisonniers, commencèrent à se frayer un chemin vers la France, souvent non sans péril, afin de rejoindre la nouvelle armée polonaise organisée par le Général Sikorski. Renforcés par les volontaires polonais, établis en France et en Belgique, ils constituèrent une force imposante, consistant en quatre divisions et demi d'infanterie, une brigade motorisée, une brigade de Chasseurs alpins et 9 batteries anti-char attachées à l'Armée française. Faute de matériel, seules deux des Divisions d'Infanterie se trouvèrent complètement équipées et purent prendre part à la Bataille de France. La Brigade des Chasseurs alpins se distingua dans la Campagne de Narvik en mai et juin 1940. L'attaque allemande, à l'Est, se heurta à la Première Division polonaise des Grenadiers, dans le secteur de Sarrebruck, où elle fut complètement encerclée après la chute de la France. Seuls petits groupes réussirent à passer et à gagner la Grande-Bretagne. La Deuxième Division d'Infanterie combattit aux environs de Belfort et de Besançon. Un détachement de cette division, fort de 2.000 hommes, fut chargée de couvrir l'évacuation de la population civile et fut anéanti au cours de combats sanglants. L'héroïsme de ces hom-

5

mes leur valut une citation spéciale du Haut-Commandement Militaire Français. Le reste de la Division traversa la frontière Suisse et fut interné. Les batteries anti-char et une partie de la Brigade motorisée furent perdues. Cette dernière qui avait tenu un secteur de la Marne se trouva encerclée par l'ennemi; la majeure partie réussit cependant à tromper l'ennemi et à parvenir en Grande-Bretagne.

L'évacuation en Grande-Bretagne, effectuée dans des conditions extrêmement difficiles sous la direction personnelle du Général Sikorski, concerna surtout les 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> Divisions d'Infanterie qui n'avaient pas pris part aux combats.

Environ 24.000 hommes purent être évacués en Grande-Bretagne, mais de petits groupes continuèrent à s'y rendre par des voies diverses, tandis que des volontaires venant d'Outre-Atlantique et des citoyens polonais, appelés sous les drapeaux, habitant des pays alliés et fournirent des renforts considérables.

Ainsi les forces de terre polonaises, réorganisées et rééquipées en Grande-Bretagne, sont-elles vite arrivées à comprendre un Corps d'Armée complet avec une division blindée, actuellement au combat sur le front de l'Ouest, une brigade d'infanterie, une brigade aéroportée, des commandos, des trains blindés et d'autres unités spéciales, qui ont tous reçu un entraînement des plus moderne.

En même temps qu'une armée se formait en France, s'organisait en Syrie la Brigade des Chasseurs des Carpathes qui, après l'armistice, fut transportée, non sans difficulté, en Palestine. Là, elle fut complètement réorganisée et rééquipée. En août 1941, elle fut attachée à la 8<sup>me</sup> Armée britannique et fit partie de l'héroïque garnison de Tobruk, durant les six mois de son siège. La Brigade participa ensuite à l'offensive du général Ritchie, se distingua à Ghazala, prenant 2.500 prisonniers, 30 canons, 100 mitrailleuses et annihilant le 7<sup>me</sup> régiment de Bersaglieri. L'artillerie de la Brigade participa à l'attaque contre Bardia et Halfaya.

Lorsque l'accord polono-russe fut signé en juillet 1941, une



partie des prisonniers de guerre et des civils polonais déportés de Pologne durant l'occupation soviétique fut relâchée. Ils formèrent les cadres d'une nouvelle armée sous les ordres du Général Anders, nommée « Brigade des Carpathes » et réorganisée et équipée avec un matériel nouveau. Maintenant elle fait partie de la 8me armée Britannique en Italie, où elle a participé à de nombreux et durs combats, et s'est particulièrement distinguée dans la prise du Mont-Cassin, du Mont-Cairo, pivot principal des lignes Gustave et Hitler, et du port d'Ancona.

La Première Division Blindée Polonaise, dont le noyau a été formé avec la « Brigade Noire » qui se couvrit de gloire lors des campagnes de Pologne et de France sous le commandement du Général de brigade Maczek, chef actuel de la Division. Au mois d'août 1944, elle débarqua en Normandie. Incorporée, le 7 août, à la 1re Armée Canadienne, elle prit part aux combats acharnés contre les meilleures unités de l'Armée Allemande de l'Ouest. En 11 jours, la Division avança de 470 km. faisant 5.063 prisonniers, y compris un général, 6 colonels et 80 officiers, capturant 55 chars d'assaut, 44 canons, 152 voitures blindées et d'autre matériel ennemi, franchit le 6 septembre la frontière belge aux environs d'Ypres où elle fut accueillie avec un enthousiasme qui est allé au cœur de ces soldats aguerris.

Depuis, cette Division a combattu en Hollande, et maintenant elle prend part à la grande offensive déclenchée en Allemagne.

L'Armée Polonaise s'accroît encore chaque jour des prisonniers libérés par l'avance alliée et a déjà dépassée cent mille hommes.

En même temps, une vaste Armée de l'Intérieur combattait en Pologne même, où elle s'attaqua particulièrement aux lignes de communication ennemies, aux postes isolés, aux dépôts de munitions, aux prisons et aux camps de concentration dans lesquels des patriotes polonais et alliés étaient retenus prison-

7

niers. Mais, des opérations de plus grande envergure ont aussi eu lieu, et, parmi elles, l'insurrection de Varsovie tient une place à part.

Le 1er août 1944, alors que les Russes étaient à quelques kilomètres de Varsovie, répondant aux appels des radio-stations alliées, le Commandant en Chef de l'Armée polonaise de l'Intérieur jugea le moment opportun pour donner le signal d'une insurrection générale à Varsovie, centre le plus important des communications allemandes avec le Front de l'Est. Il s'avéra, cependant, que l'aide apportée par les Alliés était insuffisante. Le Commandement Russe s'abstint d'apporter une aide directe aux insurgés, ne voulant pas, paraît-il, prendre la responsabilité de l'insurrection, déclenchée sans son approbation. En somme, après deux mois d'un héroïsme sans pareil les insurgés furent forcés d'abandonner le terrain saisi dans les opérations des premières journées de combat et, finalement, succombèrent aux forces supérieures de l'ennemi, qui comprenaient de nombreuses unités blindées et une flotte de bombardiers lourds, contre lesquels les armements des insurgés étaient impuissants. La majorité des membres du Maquis furent faits prisonniers, y compris le Général Bor, Commandant en Chef. Il est difficile d'évaluer les pertes subies par la population de la capitale. Les 80 % de la ville furent presque totalement détruits, tandis que des dizaines de milliers d'habitants furent tués et gravement blessés, sans compter ceux qui sont morts ensuite lors de l'évacuation de la ville que les Allemands avaient effectuée avec leur brutalité accoutumée. Seule la postérité pourra-t-elle approfondir l'énormité de ce désastre !

Trois fois au cours de cette guerre, Varsovie a donné l'exemple d'un suprême héroïsme et de sublimes souffrances : en septembre 1939; en avril et mai 1943, durant la « Bataille du Ghetto », où les Juifs opposèrent une résistance désespérée aux assassins-robots des SS et SA et enfin en août/septembre 1944. Aujourd'hui Varsovie est la ville des morts, des ruines et de la gloire. Le silence règne dans ses rues autrefois animées où



les cadavres gisent, ensevelis sous les décombres. Il faudra des années pour reconstruire ces quartiers; peut-être même n'y parviendra-t-on jamais; mais comment pourra-t-on jamais compenser la misère, l'angoisse, les tragédies humaines. Il se peut que des erreurs de stratégies aient été commises mais on n'a jamais manqué de cœur. Le monde entier a une dette envers cette ville martyre.

Il faut laisser à l'historien futur le soin d'établir la contribution de l'Armée de l'Intérieur Polonaise aux victoires russes, mais il nous est permis de considérer qu'elle ne saurait être inférieure à la constitution des Maquis français et belges dont les combattants étaient relativement moins nombreux que leurs camarades polonais.

En tous cas, on estime que les forces détachées par les Allemands pour combattre le Maquis en Pologne comprenaient plus de 140.000 hommes.

### MARINE

LA flotte polonaise au moment de l'attaque allemande comprenait deux contre-torpilleurs (2.177 tonnes), deux autres plus petits (1.570 tonnes), cinq sous-marins, des vedettes et des navires auxiliaires. Une partie de ces forces reçut l'ordre de prendre la mer avant l'attaque allemande contre la Pologne et réussit à rejoindre la « Royal Navy »; les autres se défendirent vaillamment mais sans espoir contre des forces écrasantes et reposent maintenant au fond de la mer polonaise. Une petite garnison de fusilliers marins polonais, quoique isolée, résista huit jours dans la Westerplatte, à Dantzig, malgré un violent bombardement naval et aérien et l'attaque simultanée, sur terre, d'une division allemande. Elle ne capitula que lorsque ses réserves de nourriture et de munitions se trouvèrent épuisés. Le sous-marin « Orzel » s'échappa à Tallinn, en Esthonie, où il fut désarmé et interné en violation des engagements pris



9

et du Droit international. Il réussit cependant à tromper la surveillance du port et à gagner la pleine mer. Malgré les bombes sous-marines et une poursuite de plusieurs jours, l'« Orzel » traversa sans cartes les détroits danois et atteignit sain et sauf un port britannique. Cet exploit fut répété par un autre sous-marin polonais « Wilk », qui s'échappa également de la Baltique et rejoignit la Marine Royale Britannique. Les trois autres sous-marins sont détenus à Stockholm.

Le vaillant « Orzel » a, depuis lors, été perdu au cours d'une patrouille, de l'Atlantique, après avoir rendu de grands services au cours de l'expédition de Norvège, mais son vaillant exemple restera toujours vivace dans la Flotte polonaise. Bien d'autres navires ont été perdus en mer, mais de nouveaux les ont remplacés et continuent la lutte avec une détermination croissante. Aujourd'hui la Flotte polonaise est d'un tiers supérieure à ce qu'elle était avant la guerre.

Les marins polonais ont pris part, à presque toutes les opérations importantes qui se sont déroulées dans les eaux septentrionales, y compris l'évacuation de Dunkerque, l'attaque contre le « Bismarck », le raid sur la côte française à Dieppe, les opérations d'invasion de l'Afrique du Nord et du débarquement des troupes alliés en Normandie. Leur tâche principale consiste, cependant, à surveiller, avec les flottes des Nations Unies, les routes maritimes de l'Atlantique et de la Méditerranée. Des navires polonais ont joué un rôle important en escortant les convois de matériel de guerre destiné à la Russie par la route arctique au Nord de la Norvège. C'est dans une de ces expéditions que le contre-torpilleur « Garland » s'est particulièrement distingué. Les prouesses des marins polonais leur ont acquis la haute estime des commandants britanniques, ainsi que plus de 60 décorations navales britanniques et 5 décorations françaises, dont 2 Légions d'Honneur.





## LES FORCES AERIENNES



L'AVIATION polonaise avait, avant la guerre, accompli de remarquables performances. C'est ainsi que Orłinski avait effectué le Varsovie-Tokio, en 1926; le Commandant Skarzynski qui avait traversé l'Atlantique Sud en 1933 sur un appareil de tourisme, et qu'un an plus tard, les frères Adamowicz réussissaient la traversée de l'Atlantique du Nord, d'Amérique en Pologne. Les Polonais gagnèrent deux fois la Coupe de l'Aviation. Mais ils excellèrent particulièrement dans le vol en ballon et le vol à voile. Les équipes polonaises remportèrent la Coupe Gordon-Bennet pendant trois ans de suite (1932-34); les planeurs polonais avaient acquis une excellente réputation, le « Salamander » par exemple est aujourd'hui fabriqué par les Etats-Unis et employé au transport des troupes.

La Pologne produisit également plusieurs bons appareils, parmi lesquels le bombardier moyen « Los » comparable au « Wellington ». Malheureusement, il y eut trop peu de machines de ce type et les avions de chasse étaient trop démodés. En réalité, à l'aube du 1er septembre 1939, la Pologne n'avait que 300 appareils de première ligne pour livrer bataille à un ennemi qui disposait d'une force aérienne onze fois plus grande et d'appareils plus récents et meilleurs. Malgré cela, les pilotes de chasse polonais remportèrent de nombreuses victoires et détruisirent plusieurs centaines d'avions allemands.

Après la chute de la Pologne, des escadrilles de chasse polonaises furent constitués en France, tandis que les équipages des bombardiers suivaient leur entraînement en Grande-Bretagne. Lorsque Hitler déclencha son offensive à l'Ouest, 133 pilotes de chasse polonais firent face à son armada aérienne aux côtés de leurs camarades français et britanniques. Ils remportèrent 55 victoires contre 15.

Cependant, la part la plus glorieuse revient aux petites forces aériennes polonaises, lors de la Bataille de Grande-Bretagne. Elles détruisirent 219 appareils ennemis sur



11

un total de 2.366 descendus par la R. A. F. Depuis lors, les escadrilles polonaises de chasse et de bombardement n'ont cessé d'être en action, jouant un rôle de premier plan dans l'offensive aérienne des Alliés contre l'Axe. Les escadrilles de chasse polonaises ont pris part aux opérations de « nettoyage » au-dessus de la France et des Pays-Bas; leur participation à l'expédition de Dieppe est très honorable.

Dès le commencement de la guerre aérienne à l'Ouest et jusqu'au 31 mars 1944, les aviateurs de chasse polonais, opérant depuis les bases anglaises, ont abattu 620 appareils ennemis, plus 160 probables et endommagé 201 autres. En même temps, les bombardiers polonais ont jeté sur le territoire ennemi plus de 6.000.000 kilos de bombes explosives et incendiaires. Formé en mai 1942, la Division polonaise aérienne de défense côtières a déjà détruit 6 sous-marins ennemis et en a endommagé 10 autres.

Il y a aussi des Escadrilles de Coopération avec l'Armée et des Unités polonaises de ballons de barrage, tandis que plus de 1.000 avions ont été pilotés par le personnel polonais engagé dans le service de ravitaillement en Afrique.

La guerre n'est point terminée, et, bien que les chiffres récents n'aient pas encore été publiés, il faut s'attendre à les voir monter avec chaque jour de combats incessants. Mais ce que nous venons de dire doit suffire à donner au lecteur une idée de l'effort polonais dans la guerre aérienne.

Ces résultats, cependant, n'ont pu être obtenus sans pertes, et plus de mille membres du personnel volant polonais ont été tués ou portés disparus.



L'habileté et l'audace des pilotes polonais leur a valu l'estime et l'admiration de leurs collègues britanniques. De nombreuses décorations leur ont été décernées pour leurs magnifiques exploits, y compris quatre D.S.O, 93 D.F.C. et 58 D.F.M.



# « LE NOUVEL ORDRE » EN POLOGNE



LE régime allemand en Pologne est l'exemple le plus écla- tant du « Satanisme scientifique » des Nazis. La clef de ce problème réside en un mot, appliqué à la Pologne dans les descriptions officielles allemandes celui de : **menschenleer**, c'est-à-dire inhabitée. Terme étrange à employer lorsqu'il s'agit d'un pays ayant une densité moyenne de 86 habitants au km<sup>2</sup>, c'est à dire plus que celle de la France, et jusqu'au 307 en Silésie; mais l'Allemagne désirait un « Lebensraum », ce qui veut dire des terres désertes qui pourraient être colonisés par les Allemands et comme il ne s'en trouvait point, la Pologne fut désignée à devenir ce « Lebensraum ». Idée ter- rifiante et cependant qui n'est pas nouvelle; déjà Bismarck avait parlé de l'extermination (**Ausrottung**) des Polonais, bien qu'il n'ait jamais osé pratiquer cette politique de crimes à découvert, chère aux Nazis. Cette politique peut être qualifiée comme étant le massacre du maximum d'étrangers indésira- bles, dans un minimum de temps et la réduction des survi- vants à l'état d'esclaves, destinés à des travaux forcés et ser- viles. Un programme extrêmement détaillé avait été élaboré, avec sang-froid, afin d'assurer le succès de cette politique.

Les Juifs, étant considérés comme les plus indésirables de tous, étaient condamnés à une extermination en masse. Toute ex- cuse était bonne pour les tuer. Ils avaient été isolés dans des ghettos entourés de murs, où on avait intentionnellement créé des conditions susceptibles de propager des maladies et de provoquer une grande mortalité, telles par exemple que le

manque de nourriture, d'hygiène, et l'entassement. Mais cela s'avéra trop lent au gré d'Hitler et on eut recours aux gaz et aux mitrailleuses pour accélérer leur extermination. Les Allemands avaient construits un établissement étrange et horrifant, conçu dans le moindre détail avec leur esprit habituel de minutieuse prévoyance, pour convertir sans délai de grandes masses d'hommes littéralement en cendres : c'est l'« abattoir humain », désormais célèbre, du camp de concentration de Majdanek, où plus d'un million de victimes, juifs et aryens, ont été exterminés — « entwesen » est le terme sataniquement scientifique du langage officiel allemand.

Presque aussi indésirables que les Juifs, sinon plus, étaient les classes intellectuelles polonaises et ceux qui pouvaient jouer le rôle de chefs. En conséquence, des arrestations en masse furent effectuées parmi elles, dès le début de l'occupation; des milliers de personnes avaient été fusillées sans jugement ou torturées dans des camps de concentration jusqu'à ce que la mort s'en suive. Un exemple excellent des méthodes allemandes est fourni par l'arrestation en novembre 1939, de 167 professeurs de l'Université de Cracovie sous le prétexte qu'ils « continuaient leurs activités sans l'autorisation des autorités allemandes ». Après plusieurs mois la plupart furent relâchés, mais 17 éminents professeurs de Cracovie avaient eu le temps de mourir par suite de privations tandis que les autres avaient une santé irrémédiablement ruinée et sans espoir de guérison. Quelques-uns se trouvent encore dans le camp de concentration de Dachau. Jusqu'ici, 137 professeurs d'Universités ont été victimes de ces procédés.

La troisième catégorie d'indésirables était formée par les paysans polonais qui occupaient les terres convoitées par les colons allemands; aussi étaient-ils assassinés à grande fournée dès qu'une opportunité se présentait, généralement sous prétexte de représailles contre le sabotage, l'hébergement des guerillas ou la non livraison du quota des produits de ferme qui leur avait été imposé. Mais les raisons invoquées importaient peu, la seule chose qui comptait c'est que ces paysans



14

étaient gênants et qu'ils devaient disparaître. Des centaines et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent tués ou conduits dans des endroits où il est peu probable qu'ils survivassent, des villages entiers furent brûlés et rasés « comme punition ». L'instruction, la culture et la religion étaient les trois grands ennemis du programme que les Nazis ont établi pour la Pologne. C'est pourquoi toutes les universités et les écoles secondaires polonaises furent fermées, l'éducation primaire fut restreinte et germanisée. Seules quelques écoles professionnelles restaient ouvertes, car le Reich avait besoin d'une main-d'œuvre polonaise qualifiée pour sa machine de guerre, du moins pour le moment. Les musées, les collections scientifiques, les galeries d'art et les bibliothèques furent pillés ou détruits — les Allemands s'efforçaient à transformer la Pologne en une région de colonisation arriérée. En Pologne Occidentale, étant donné que le programme allemand, procédait par étapes de l'Ouest à l'Est, presque toutes les églises avaient été fermées et ne pouvaient être réouvertes, puisque près de 90 % du clergé avait été tué, emprisonné ou expulsé. Depuis le début de l'occupation, 2.700 prêtres polonais furent arrêtés, dont 1.200, y compris sept évêques, se trouvent encore dans des camps de concentration. Ainsi le peuple avait été privé de tout secours religieux. En même temps, toute activité intellectuelle avait été supprimée. Aucun livre polonais ne pouvait être publié. La vente des chefs-d'œuvres de la littérature polonaise et même celle d'ouvrages classiques allemands était interdite aux Polonais et aux Juifs; de même que les concerts de musique classique et les représentations théâtrales avaient été supprimés.

En même temps, les Allemands inondaient la Pologne de publications obscènes et encourageaient l'ivrognerie et la vulgarité parmi la jeune génération.

Avec une malice diabolique, ils avaient conçu un plan détaillé pour intimider la population et la forcer à une obéissance complète à l'**Herrenvolk**. Des pancartes, telles que « Entrée interdite aux Polonais », « Pour les Allemands seulement »

etc. apparaissent dans tout le pays alors que dans certains districts de l'Ouest, les Polonais s'étaient vus interdire l'usage des trottoirs et des transports publics et imposer l'obligation de saluer les fonctionnaires allemands.

Ce régime, nous l'avons déjà dit, était particulièrement sévère dans l'Ouest du pays qui, se trouvant le plus proche de l'Allemagne, était destiné à devenir **Menschenleer** sans délai. Les habitants et des villes entières, comme Gdynia (120.000 h.) par exemple, furent expropriés sans formalités avec préavis d'une demi-heure, entassés dans des wagons à bestiaux et expédiés vers l'Est où ils furent débarqués souvent dans des champs déserts et obligés de « s'installer là » que les femmes et les enfants meurent d'épuisement ? Qu'importe ! Au contraire ! Il y aurait ainsi moins de Polonais dans la prochaine génération ! La Pologne était — pardon — devait être rendue **menschenleer** !

Ce n'est pas par accident, ou par fait de guerre que la ration alimentaire d'un Polonais était à peine le cinquième de ce qui avait été considéré, avant la guerre, comme nécessaire à la subsistance, mais cela faisait partie du « plan du maître ».

La ruine économique du pays peut sembler un bien moindre mal comparée à la mort et à la famine, mais elle va bien dans le tableau. Dans la partie occidentale de la Pologne annexée, toutes les propriétés industrielles polonaises avaient été confisquées. D'autre part, les grandes propriétés terriennes et les établissements de commerce importants avaient été « confiés » aux Allemands, tandis que les Polonais étaient parfois « autorisés » à travailler pour leurs « administrateurs ».

Une haine terrible emplissait les cœurs polonais. Ni terreur, ni torture ne pouvaient l'éteindre. La résistance augmentait avec la férocité des représailles. Des sociétés secrètes travaillaient à soutenir l'esprit de la nation et venaient en aide à ceux qui avaient été dépouillés par les Allemands. La jeunesse polonaise envoyée aux travaux forcés défiait la Gestapo en obéissant au mot d'ordre de la résistance « va lentement ». Une vaste organisation de presse clandestine s'occupait à propager



les nouvelles et les mots d'encouragement à tout le pays. Soixante-dix journaux clandestins étaient publiés et circulaient régulièrement, malgré la menace constante de mort qui pesait sur ceux qui seraient tombés aux mains des Allemands. Plus de 150 publications diverses, beaucoup d'entre elles suspendues, ont paru durant l'occupation.

Nous avons parlé ailleurs de l'armée du maquis, qui, vers la fin de l'occupation atteint le nombre de 250.000 hommes. Ces soldats combattirent, entourés des forces écrasantes de l'ennemi implacable et incapable de justice, sachant bien quel sort les attendaient s'ils étaient faits prisonniers. Des milliers de soldats du maquis furent fusillés par les Allemands, bien qu'ils portassent des uniformes de l'Armée Polonaise et aient obéi à une organisation militaire disciplinée. Le signe de la Pologne combattante apparaissait sur les murs et les trottoirs sous les yeux de l'ennemi, le tenant toujours en alerte. En 1943 une moyenne de 175 locomotives était détruite ou mise hors d'usage chaque mois par le maquis. En 1944, ce chiffre s'éleva à 245, tandis que 30 échelons allemands dérailèrent durant les six premiers mois de 1944.

Cette lutte sans relâche avait préparé le terrain pour l'avance victorieuse des armées russes.

Maintenant tout le territoire national polonais a été libéré des Allemands.

Mais la marque de cinq années de torture et de pillage systématique que le pays a souffert ne peut être effacée que par le travail soutenu des générations. Dix millions de gens ont été portés tués ou disparus. Il faut espérer qu'on réussira à sauver ceux d'entre eux qui se trouvent à présent dans des camps de prisonniers et de travaux forcés en Allemagne, mais le nombre de victimes de l'occupation doit être estimé à plus de cinq millions d'hommes, dont environ trois millions de Juifs polonais et il est impossible de se rendre compte de l'effet de ces années terribles sur la santé de la nation. C'est un crime sans pareil dans l'histoire de l'humanité !



Signe de la Résistance

61  
TEXTES de ALCUIN  
PUBLIÉS GRÂCE À DES INITIATIVES  
PRIVÉES... Impression UNION ORAICE  
1945 à BRUXELLES !



(Ce bulletin est destiné aux adhérents et sympathisants du groupe et ne peut être vendu.)

5 FEVRIER 1946

N° 1.

« ...le despotisme, en effet, ne peut durer qu'à une condition, c'est que tous les pays qui l'entourent soient à son unisson. Là est le motif d'espérer. »

E. RENAN.

## AU LECTEUR

En publiant cette première feuille de notre bulletin intérieur, nous sommes tenus, certes, de renseigner le lecteur sur son objet et sur la tâche que nous nous sommes proposée.

L'époque où nous vivons est, sans doute, une des plus sombres de l'histoire de l'Europe. Dès avant la guerre, dont elle est partie couronnée de ruines, ensanglantée et affamée, on désignait assez fréquemment le triste état où elle se trouvait du nom de crise. D'ailleurs, on discernait plusieurs sortes de crise : économique, morale, intellectuelle et qui, toutes ensemble, constituaient une crise de la civilisation européenne. Le phénomène le plus caractéristique et le plus inquiétant, dans ces années-là, était l'éclipse de la liberté. Dans maints pays on vit surgir des régimes, représentant non seulement une forme de réaction contre ce libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle que ses propres excès devaient ruiner, mais aussi une pure négation du concept traditionnel de la liberté politique, qui, issu de la Grèce, de Rome et du christianisme, faisait partie intégrante de la civilisation occidentale. On ne tarda pas à s'aviser qu'il y avait là un danger qui menaçait l'individu lui-même et, ainsi, on prit conscience de la signification de cette crise.

Vint la guerre. On y voyait, certes, un mal et un fléau, mais ce mal devait être largement, généreusement compensé par la victoire de la liberté. Cette guerre qui fut imposée à l'Europe par des puissances totalitaires semblait avoir, en effet, dans sa phase première, un sens idéaliste. Il s'agissait, en les écrasant, de faire triompher la justice, le droit des gens, la liberté et la démocratie (ce dernier mot étant entendu dans son acception occidentale telle que la façonnèrent de longs siècles d'histoire et telle que la définit Pie XII dans son allocution du 24 décembre 1944). Le but de cette guerre, officiellement proclamé, était de mettre fin aux procédés de violence et à la domination de la force non seulement dans les relations de peuple à peuple, mais aussi dans la gestion

intérieure des Etats. Il s'agissait, comme on le disait en haut lieu, de rendre la vie assez supportable pour les nations et pour les particuliers pour qu'elle valût bien la peine d'être vécue.

On se souvient d'une certaine « Charte de l'Atlantique » où ces beaux principes étaient solennellement formulés. On pouvait lire dans ce document ratifié par 26 nations unies :

« Leurs pays ne recherchent pas d'accroissement territorial, ni aucun autre avantage.

« Ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils désirent vivre. »

Mais avant même que les hostilités n'eussent pris fin, la « Charte » devint lettre morte. Elle fut remplacée par les accords de Yalta, et c'est leur esprit qui l'emporta dans l'établissement du nouvel ordre européen.

Les causes profondes de cette évolution, de cet échec de la liberté, il est superflu d'en faire ici l'examen. A l'heure présente, il apparaît avec la dernière évidence que ce sont précisément les principes qu'il s'agissait d'éliminer de la vie de l'Europe, qui y règnent généralement et qui pèsent d'un poids lourd sur les décisions des dirigeants des Etats qui, il y a peu de temps, faisaient effort pour le triomphe d'un autre idéal.

Il y a d'abord un fait qu'il n'est pas possible de méconnaître. Une grande partie de l'Europe vit actuellement sous un joug étranger. L'Europe centrale est, peut-on dire, « une chasse réservée ». Des peuples, comme la Pologne, dont l'attachement à la liberté sous toutes ses formes ne s'est jamais démenti, se voient imposer un régime incompatible avec leur esprit. Ailleurs, on est bien témoin des tentatives avancées d'asseoir l'ordre social sur la tyrannie de l'Etat.

Mais, ce qui aggrave le sort de l'Europe, et qui menace les faibles restes de son an-

cienne civilisation, ce sont certaines nouveautés dans son dictionnaire politique. L'oppression doit être appelée liberté, et le gouvernement d'une minorité, démocratie, enfin les défenseurs de la liberté doivent être taxés de « fascistes ». De telles contrefaçons ne peuvent être que des productions d'un esprit qui est étranger à l'Europe. Mais le fait même qu'elles se propagent denote une baisse intellectuelle dans notre continent.

Faut-il donc penser que cette cause de la liberté, qui fut sacrée pendant tant de siècles, et qui donna une marque particulière à la physionomie de l'Europe, soit perdue et qu'elle n'ait plus de partisans qui soient capables de s'y dévouer? Un tel pronostic serait sans nul doute prématuré, et d'ailleurs il est démenti par les faits. Il y a partout des foyers où le sentiment de la liberté reste vivace. Les peuples d'Europe balkanique et centrale résistent à la tyrannie qui prend l'apparence d'autonomie. Partout la vérité se fait jour et les mots mensongers ne trompent plus.

La tâche que nous assumons n'est autre que de défendre les nations qui ont perdu leur indépendance dans cette guerre et qui n'en ont que l'apparence officielle. A cet effet, nous publierons, à des intervalles réguliers, des renseignements bien triés et bien contrôlés sur leur vie, sur leurs efforts, en les rattachant aux événements de politique internationale.

Et, d'autre part, nous défendrons les principes qui ont été proclamés dans la Charte de l'Atlantique, persuadés que nous sommes que les rapports entre les peuples ne peuvent être améliorés que s'ils sont fondés sur le droit, sur la justice, sur le respect de leur personnalité, qui sont, peut-on dire, les vraies bases spirituelles de toute société civilisée. Nous sommes convaincus, en effet, que c'est par le retour à ces principes actuellement ébranlés et trop souvent bafoués qu'on peut préparer un meilleur avenir à l'Europe.



# LES VOIX DU PASSÉ

## L'EUROPE APRES 1815

Le prince Adam Czartoryski rappelle dans son « Essai sur la diplomatie », publié à Paris en 1830, que c'était au nom de la liberté et de l'indépendance que la coalition de 1814 prétendait combattre Napoléon.

Mais Napoléon une fois vaincu, « les gouvernements qui l'avaient brisé — écrit-il — oublièrent leurs proclamations et se crurent dégagés de leurs promesses. Tant qu'ils avaient eu besoin de l'enthousiasme

des peuples, ils avaient fait cause commune avec eux. Le besoin passé, ils s'imaginèrent avoir de nouveaux intérêts distincts. Les principes dont l'influence avait donné un si noble élan aux nations et qui avaient si fortement contribué aux succès de la coalition, apparurent sous un autre aspect aux vainqueurs et devinrent ce qu'on ne sait pourquoi l'objet des terreurs et des attaques des cabinets.

« Les diplomates de tous les congrès, à commencer par celui de Vienne, cher-

chèrent rarement à combiner l'utilité avec la justice; ils ne prirent pas en sérieuse considération les droits et les vœux des nations, mais d'abord ils s'occupèrent à les partager, puis à les contenir. La facilité de s'arrondir et de s'agrandir fit commettre en petit les mêmes injustices que Napoléon avait commises en grand.

« ...La cause de l'humanité reste donc stationnaire au milieu du bruit et du mouvement de cette grande catastrophe... »

## OU EN EST LA POLOGNE

Si, dans le premier numéro de ce bulletin, consacré à la défense de la liberté en Europe, nous commençons notre chronique par un examen général de la situation en Pologne, c'est que de tous les pays qui ont actuellement le malheur de se trouver dans la zone d'influence soviétique, derrière ce « rideau de fer » qui marque la limite de l'asservissement, la Pologne est celui qui a la plus profonde notion de la liberté, celui dont l'amour de la liberté est le plus ancien et le plus fort. Fidèles à leur devise : « Pour notre liberté et pour la vôtre », les Polonais se battirent durant les siècles de leur histoire à peu près partout où la cause de la liberté était menacée.

Fidèle à ce sentiment, fidèle aussi à l'honneur, la Pologne fut le premier pays qui, fort de son alliance avec la France et de la garantie britannique, osa opposer une résistance armée à l'agression hitlérienne, offrant ainsi le sang de ses fils pour que la cause de la liberté triomphât dans le monde. Terrassée dans une lutte inégale avec les divisions blindées allemandes, auxquelles les troupes de Staline sont venues se joindre, la Pologne n'abandonne pas la cause de la liberté, mais résiste, au prix d'immenses sacrifices, à l'opresseur, retenant ainsi sur son territoire des effectifs considérables de l'armée et de la police allemandes. Les divisions polonaises exilées prennent part à la défense de la Norvège, de la France, de l'Angleterre. Elles combattent en Egypte, en Tripolitaine, en Italie, en Normandie, en Hollande; elles se couvrent de gloire à Narvik comme à Tobrouk, à Monte-Cassino comme à Falaise.

Tel est l'apport de la Pologne dans la lutte pour la liberté du monde. Quelle en est la récompense? Voilà plus de deux ans que l'armée rouge, poursuivant les Allemands, franchit les frontières de la Pologne; il y a 18 mois qu'un Comité de la Libération nationale, constitué sous les auspices du Kremlin, prit théoriquement le pouvoir en Pologne, voilà un an qu'il s'octroya le nom de « gouvernement provisoire »; il y a six mois que ce gouvernement, par un jeu subtil de diplomatie, se colla l'étiquette de « gouvernement de l'unité nationale » et se fit ainsi reconnaître par les grandes puissances occidentales.

Seraient-ce là les étapes de la marche de la Pologne vers la liberté, vers une démocratie véritable? La Pologne a-t-elle recouvré son indépendance, son intégrité territoriale, détruite par le pacte Molotov-

Ribbentrop, sa souveraineté? — Si jamais les apparences les plus trompeuses ont dissimulé la réalité la plus tragique, si jamais le mensonge le plus éhonté a caché la vérité, c'est bien le cas de la Pologne d'aujourd'hui.

Peut-on parler de l'intégrité territoriale d'un pays qui, à l'issue d'une guerre victorieuse, a perdu plus d'un tiers de son territoire? On objectera peut-être : oui, mais la Pologne a pourtant reçu à l'Ouest des compensations territoriales qui, aux dires de doctes experts, contrebalancent du point de vue économique, avec un solde nettement créditeur, les amputations subies à l'Est. — A quoi nous répondrons : Le problème d'un territoire, aussi lié à l'histoire d'un peuple, peut-on le réduire à une question de comptabilité? — peut-on le résoudre au moyen d'une simple équation économique? Une nation — victorieuse, rappelons-nous — n'est pas un marchand ambulant qui plie sa boutique ici pour la rouvrir ailleurs, à quelques 300 ou mille kilomètres plus loin. Imaginons qu'à l'issue d'une guerre victorieuse avec l'Espagne, dans laquelle la France aurait été l'allié des Allemands et des Italiens, ceux-ci lui tiennent ce langage : « Nous vous prenons l'Alsace, la Lorraine et la Savoie qui, à une époque de l'histoire, nous ont appartenu; nous vous prenons, bien que ces pays ne nous aient jamais appartenu, la Flandre et la Provence, parce que les Flamands et les Provençaux parlent une langue rapprochée de la nôtre, et que nos peuples respectifs demandent qu'ils nous soient rattachés. Pour vous dédommager, nous vous offrons de larges compensations en Espagne. Les habitants des territoires que nous vous prenons auront à opter : ou bien devenir respectivement allemands et italiens, ou bien quitter leurs demeures en emportant, si nos conditions de transport le permettent, 1.000 kilos de bagages par familles. Libre à vous de leur donner en Espagne, pour les biens qu'ils auront abandonnés « chez nous », des compensations telles que vous les jugerez opportunes. » Encore, pour l'exactitude du tableau, faudrait-il admettre que les territoires espagnols « adjugés » à la France fussent auparavant soigneusement pillés et dévastés par ses alliés.

Sans aborder la question de la frontière sur l'Oder, que nous étudierons une autre fois, sans sous-estimer le retour à la Pologne de la Silésie, de la Poméranie et de la Prusse orientale, qui d'ailleurs ne saurait servir de prétexte à aucune puissance pour lui arracher des territoires qui lui

ont toujours appartenu et qui font partie intégrale de son patrimoine national, — bornons-nous à constater que la Pologne sort de cette guerre avec un territoire fort amoindri, malgré les « compensations » (320.000 kilomètres carrés au lieu de 390.000 en 1939).

Jouit-elle sur ce territoire, au moins, d'une souveraineté, d'une indépendance réelle? Ses citoyens y vivent-ils dans une atmosphère de liberté et de démocratie?

Le pouvoir législatif en Pologne appartient en principe à un Conseil national, le pouvoir exécutif : au Gouvernement provisoire de l'Unité nationale. Faut-il ajouter qu'aucun membre de ce conseil et de ce gouvernement ne doit sa charge à une élection, à un suffrage exprimant la volonté du peuple polonais. La « légalité » de ces autorités ne repose que sur la force militaire soviétique et sur une reconnaissance consentie par les puissances occidentales pour des raisons d'opportunisme. A la tête de l'Etat polonais se trouve un citoyen soviétique, M. Bierut, fait sans précédent dans l'histoire de tout autre pays en Europe. Les maîtres du Kremlin craignaient évidemment de confier à un citoyen polonais même les apparences d'un pouvoir en Pologne. Le gouvernement de Varsovie maintient donc les traditions du Gouvernement général, M. Bierut est l'héritier direct du Dr Frank, et ceci, comme nous le verrons par la suite, sans bénéfice d'inventaire.

L'élargissement des bases du gouvernement provisoire, prévu par les accords de Moscou, ne fait plus d'illusions à personne. Malgré la diversité apparente des partis, qui se partagent en théorie les portefeuilles de ce gouvernement et les sièges au Conseil, les communistes seuls (Parti Ouvrier Polonais) tiennent tous les leviers de commande. Trois autres partis (le faux Parti Agraire, le faux Parti Socialiste et le Parti Démocratique), qui avec le Parti Ouvrier forment le bloc « démocratique », ne sont, malgré leurs masques différents, que des pantins communistes. Le Parti Travailleuse Polonais, rétabli depuis peu, est déjà miné de l'intérieur et menacé de l'extérieur par les communistes.

Selon les estimations communistes, les partisans du bloc « démocratique » ne représentent que 10 % de la population du pays, et encore ces estimations tendencieuses sont-elles sujettes à caution. Si le Parti Agraire Polonais, parti de Miko-



lajczyk, peut compter actuellement sur l'appui d'une fraction un peu plus importante de l'opinion publique polonaise, c'est uniquement grâce aux velléités d'opposition au régime actuel, qu'il essaye de marquer de temps à autre, avec une extrême prudence bien entendu. Encore ce parti disputerait-il volontiers aux communistes le monopole de servilité à l'égard de la Russie. En effet, n'avons-nous pas été témoins, tout dernièrement, d'un phénomène bien singulier dans l'histoire d'un pays, que l'on s'obstine d'appeler libre? Le Conseil national, cette parodie grotesque du parlement polonais, commet un crime de haute trahison en ratifiant, contre la volonté du pays, l'annexion à la Russie d'un tiers du territoire polonais, sans qu'un seul « député » ose protester contre ce nouveau partage de la Pologne, sans qu'aucune discussion le précède. Bien au contraire, les usurpateurs de Varsovie, après avoir commis ce crime, osent se féliciter de cet « heureux règlement » des relations avec leur puissant voisin. On voit bien que l'opinion du pays ne compte point dans ce Conseil « national », mannequin docile entre les mains des dirigeants de la Russie.

Car les communistes, maîtres apparents de la Pologne, ne sont pas les seuls responsables de sa situation actuelle, du moins ne le sont-ils que comme agents d'exécution. Ce n'est ni au palais du Belvédère, résidence de Bierut, ni rue Wilenska où se trouvent tous les ministères, mais à l'ambassade soviétique que siège le vrai gouvernement de la Pologne. M. Lébiédiév, ambassadeur, et ses 400 conseillers, secrétaires, attachés et employés, transmettent les ordres du Kremlin au Gouvernement provisoire, au Conseil national, aux administrations locales même, et veillent à leur exécution. Les commandants de place soviétiques, disséminés dans tous le pays, d'une part, et les citoyens soviétiques, occupant au sein même de l'administration polonaise — surtout dans l'armée — tous les postes de commande, exercent sur toute la vie polonaise, jusque dans ses moindres détails, un contrôle minutieux et sévère.

Faut-il ajouter que, dans ces conditions, aucune des quatre libertés préchées par Roosevelt n'existe en Pologne et que, du point de vue économique, la Pologne n'est qu'une colonie saignée à blanc par l'Union

Soviétique? Faut-il ajouter que dans ce pays où l'existence légale d'un parti est subordonnée à une « autorisation » du gouvernement, aucun des grands partis d'avant-guerre ne peut reprendre son activité pour parler au nom du peuple polonais?

Le pays souffre sous la double oppression des Russes et de leurs agents. Ceux qui ne pensent pas selon les principes stalinien, ceux qui cherchent à l'Occident les modèles de démocratie et de liberté — donc, selon l'estimation du gouvernement de Varsovie lui-même, 90 % de la population du pays — sont traités de « fascistes » et de « réactionnaires ». Un service de sûreté, trois fois plus fort que les effectifs de la police polonaise d'avant-guerre, veille à ce que les sentiments et la volonté du peuple ne se manifestent pas librement. Plus de cent camps de concentration, placés sous la surveillance de l'N.K.V.D. soviétique, et disposés dans tout le pays, maintiennent la tradition d'Auschwitz ou de Maidanek. A en juger d'après une déclaration officielle du gouvernement de Varsovie, cent mille détenus politiques y attendent, dans des conditions que l'on imagine, leur jugement; sans compter, bien entendu, les milliers et les milliers de ceux qui y sont déjà morts, massacrés ou qui ont été déportés en Russie sans aucun jugement.

Quels sont les « locataires » de ces camps? Seraient-ce peut-être des collaborationnistes du temps de l'occupation allemande? Non! Le collaborationnisme est, aux yeux des bolcheviques, un crime bien moins grave que l'amour de la liberté. Les communistes, d'ailleurs, n'ont-ils pas été collaborationnistes jusqu'en 1941? Ainsi, ce sont des patriotes polonais, des résistants qui remplissent aujourd'hui les camps de concentration soviéto-polonais, comme ils remplissaient hier les camps de concentration allemands.

Car, le peuple polonais ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais cet état d'esclavage auquel il est réduit, ni le régime qui lui est imposé de force par une décision arbitraire, sans tenir aucun compte de ses vœux et de ses aspirations. Paysans, ouvriers, bourgeois, travailleurs manuels et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes, plus unis que jamais, tous ils résistent à l'opresseur russe, comme ils ont résisté à l'opresseur allemand.

Qu'on ne se fasse point d'illusions! Ceux qui prétendent représenter le peuple polonais aux assises internationales, ceux qui, au nom de ce peuple, se permettent aujourd'hui de mener des campagnes dirigées contre certains autres pays d'Europe, n'y ont aucun droit. Ils ne peuvent représenter que ceux qui leur ont donné leur mandat. Que M. Rzymowski, délégué « polonais » à l'O.N.U., se rétracte; quand, par mégarde, il n'a pas voté dans le même sens que M. Gromyko — cela n'étonnera personne: le mandataire ne peut agir que selon la volonté de son mandant. Mais, quand il prétendra parler au nom de la Pologne, la Pologne toute entière se dressera pour lui crier: Non!

La Pologne a pourtant un gouvernement légal qui, bien qu'exilé depuis plus de six ans, n'en est pas moins l'expression même de la volonté du peuple polonais. Symbole vivant de l'indépendance polonaise pendant cinq ans de lutte contre l'agresseur allemand, le gouvernement polonais exilé à Londres reste, aux yeux des Polonais et de tous les peuples épris de liberté, l'image de la Pologne libre.

Si l'U.R.S.S. a le front de demander à l'O. N. U. le retrait des forces britanniques de la Grèce, parce qu'elles gênent une minorité communiste dans ses troubles desseins, pourquoi la Grande-Bretagne ne demande-t-elle pas à son tour le retrait de Pologne des troupes soviétiques, qui réduisent en esclavage une nation toute entière?

Le peuple polonais continue la lutte pour sa liberté et celle des autres nations opprimées. Il combat, confiant dans l'avenir; il croit fermement que le jour viendra où la vérité triomphera du mensonge, où une justice universelle et égale pour tous balayera tous les vestiges du nazisme rouge. Le peuple polonais lutte, confiant dans les paroles du Premier Ministre de Sa Majesté Britannique, prononcées le 24 août 1941, paroles qui engagent l'honneur du gouvernement, de la nation et de tout l'Empire britannique:

« Polonais, l'héroïsme de votre peuple, la vaillance de vos soldats, de vos marins, de vos aviateurs ne seront jamais oubliés; votre nation ressuscitera et jouera le rôle qui lui revient de droit dans la nouvelle organisation de l'Europe. ...Des forces puissantes s'arment pour vous délivrer. Conservez l'espérance et la foi. La délivrance est certaine! »

## A la recherche du Temps Présent

### LE « CHIEN ROUGE »

Vous avez lu ces jours-ci cette histoire dépassant les visions de Wells: « Le chien rouge », avion « robot » dirigé par radio, a échappé au contrôle des ondes. Parti vendredi de la piste de New-Jersey, il vogue maintenant tout seul... »

« Lorsque l'avion fut perdu de vue, il ne restait dans ses réservoirs que deux heures de carburant ». Voilà le grand problème du monde entier enfermé dans ces quelques lignes.

L'O.N.U., ce « robot » de la paix, sera-t-il encore longtemps contrôlé par les ondes? Echappera-t-il à ce contrôle? Quand et comment? Que lui restera-t-il de carburant pour s'abattre sur le monde et le mettre en flammes?

Dans l'évolution de la société humaine, il fallait bien passer, en poursuivant une fin idéaliste, par cette « construction de la paix » tellement artificielle. Sur trois ondes repose son fragile équilibre. Ce sont elles — ce sont les courants d'opinion américaine, la sécurité de la route des Indes, les rêves d'Hitler repris par Staline — qui décideront du degré de la docilité du « robot » dans l'espace... et le temps.

Mais l'action de ces ondes puissantes, quand sera-t-elle viciée au point de le voir docile à une loi seulement — à la loi de la pesanteur, à la gravitation qui fait tomber du sommet de l'idéal sur cette terre qui a déjà été le tombeau de tant d'illusions pacifistes?

Il est clair que notre « robot » échappera aux ondes quand elles se seront croisées, et notamment de manière à mettre en jeu le fameux article de la charte — le droit de véto. Quelqu'un dira « non » et nous apprendrons que notre « robot de la paix », comme ce fut le cas pour le « Chien rouge » — « mû par un pouvoir démoniaque se joue de toutes les ruses », et surtout de celle qui fut la plus grande entre les Grands — de défendre la paix contre un agresseur soi-disant inconnu!

Les détroits et le canal de Suez. Voilà des ondes qui se croisent depuis des siècles. Clef égéenne — clef iranienne. Le robot est à son baptême de feu. Ecoutez la radio du bord.



« Par suite de l'intervention des fonctionnaires et des forces armées de l'Union soviétique dans les affaires intérieures de l'Iran, une situation a été créée qui risque de mener à une crise internationale. Comme le prévoit l'article 33 de la charte, le gouvernement iranien a essayé à plusieurs reprises de négocier avec le gouvernement de l'Union soviétique, mais l'a fait sans succès ».

On attend « un règlement approprié ». Voilà de la naïveté voulue. L'U.R.S.S. suivant les recommandations de l'O.N.U. ? Et le veto ? Ce serait alors l'histoire du « Chien rouge » !

Mais il y a encore d'autres ondes qui frappent les ailes du géant mécanique. Ecoutez ! « Ici Moscou » :

« Le maintien des troupes britanniques en Grèce après la fin de la guerre ne peut plus être expliqué par la nécessité de protéger les communications des troupes britanniques dans les pays vaincus.

« De plus, le maintien des troupes britanniques en Grèce devient un instrument de pression sur la situation politique intérieure de ce pays qui est souvent utilisé par les éléments réactionnaires contre les forces démocratiques ».

C'est la signature de M. Gromyko qui se trouve au-dessous du texte dont ces lignes sont extraites. Changez dans ce texte les mots « troupes britanniques en Grèce » en « troupes soviétiques en Pologne », changez « éléments réactionnaires » en « éléments totalitaires » et ce sera bien un texte sous lequel on aurait dû voir depuis longtemps les signatures de M. Bevin et de M. Byrnes.

L'avant-poste de la politique britannique n'est plus sur la Vistule. Il se trouve sur la mer Egée. « L'ordre règne à Varsovie ! » Il règne même, sous la botte russe, à Dantzig.

# DERRIERE LE RIDEAU DE FER

AVEUX DE M. OSOBKA-MORAWSKI

Une grave accusation vient d'être portée contre le gouvernement de Varsovie à la Chambre des Communes, à l'occasion d'une interpellation du prof. Savory « sur le nombre croissant des assassinats politiques perpétrés en Pologne ».

« M. Bevin, confirmant le fait, précisa que les victimes appartenaient au parti paysan d'opposition et que les meurtres étaient commis avec la complicité de la police politique. Un document secret, signé par M. Radkiewicz, ministre de la Sécurité publique et membre du parti communiste, en administrerait la preuve.

D'après les délégués du gouvernement de Varsovie à l'O.N.U., qui réfutèrent les accusations de M. Bevin, ces assassinats « seraient l'œuvre :

« 1° d'éléments terroristes ayant appartenu à l'armée Vlassov ;

« 2° d'agents à la solde des éléments réactionnaires polonais ».

Cependant, M. Osobka-Morawski, chef du gouvernement de Varsovie, a prononcé dernièrement, à un banquet donné à l'occasion d'un congrès des coopératives polonaises, un discours dont voici quelques extraits :

« ...Rien n'a changé chez nous et rien ne peut changer... Ne croyez pas, citoyens, que ceux qui rentrent de l'exil puissent changer quoique ce soit dans notre programme. Personne ne pourra le changer... *Quiconque voudrait s'y opposer sera sup-*

*primé. Et nous aurons raison de lui bien que nous ne soyons que cinquante mille. Car nous sommes de vrais démocrates...*

« Citoyens, chacun de ceux qui rentrent de l'étranger se trouve sous une surveillance telle que vous ne sauriez l'imaginer. *Quiconque* se sera trouvé sur notre chemin pour s'opposer à nous, sera supprimé.

A qui donc le gouvernement de Varsovie confie-t-il la mission de « supprimer » ceux qui s'opposent à son programme ? Aux « éléments terroristes ayant appartenu à l'armée Vlassov », aux « agents à la solde des éléments réactionnaires polonais » ou à sa police politique ?

Une autre question. Quel est cet état de choses, que M. Osobka-Morawski veut préserver de tout changement et qu'il se fait fort de protéger avec ses cinquante mille partisans contre dix-neuf millions neuf cent cinquante mille opposants ?

Serait-ce celui que M. Bliss-Lane, ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie, définit, en disant dans son rapport du 10 décembre 1945 à son gouvernement, qu'en Pologne « il n'y a pas une ombre d'indépendance (these is not a shadow of independence) » ? Et M. Bliss-Lane de conclure son rapport, en demandant qu'aucune aide financière ou économique, en dehors de l'U.N.R.R.A., ne soit accordée au gouvernement de Varsovie « aussi longtemps que dureront les conditions actuelles (as long as present conditions prevail) ».

té, le général Gligo Manditch, était la plus caractéristique. Analysant ce problème, à savoir si le droit à la grève devait ou ne devait pas être garanti par la constitution, M. Manditch déclara :

« Notre constitution garantit entièrement les droits de la classe ouvrière. Je considère donc la proposition tendant à garantir la liberté de grèves comme extrêmement réactionnaire et antinationale ».

## LES PERSECUTIONS DE L'EGLISE EN LITHUANIE

Monseigneur Skwireckas, archevêque de Kovno, et deux autres évêques lithuaniens : Monseigneur Brizgis et Monseigneur Padowski, viennent d'adresser aux évêques catholiques du monde entier une lettre conçue en termes énergiques, où ils protestent contre les persécutions de l'église catholique par le régime soviétique.

« L'esclavage bolchevique, constatent-ils, est un défi aux lois divines et humaines.

Il représente le triomphe du mensonge et de la brutalité, ainsi que la négation du droit naturel élémentaire ».

## LIBERTE DE LA PRESSE EN TCHECOSLOVAQUIE ?

Un périodique tchèque „Obzory” vient de publier le communiqué suivant :

« Les éditeurs et rédacteurs du périodique „Obzory” remercient sincèrement le Ministre de l'Information de ne pas les avoir poursuivis en justice pour la publication d'une lettre qui contenait une critique de l'armée tchécoslovaque. Les rédacteurs reconnaissent que la publication du périodique ne sera autorisée à l'avenir qu'à condition de se soumettre aux exigences du programme gouvernemental, aux intérêts de l'unité nationale et de poursuivre la ligne politique du Front National.

En un mot, en Tchécoslovaquie la presse est libre à condition d'être soumise...

## ENCORE LA TCHECOSLOVAQUIE ?

« La production industrielle tchécoslovaque sera englobée par le plan quinquennal soviétique » — déclara M. Lausman, ministre tchécoslovaque de l'industrie, lors de son retour de Moscou.

Et M. Kopecky, ministre de l'information, de définir ainsi le rôle de son pays :

« Il est grand temps de rompre avec politique néfaste de « trait d'union » entre l'Orient et l'Occident... Nous voulons que notre république devienne un état purement slave. Notre avenir ne dépend que de notre collaboration avec les Soviets ».

Faut-il s'étonner que la Tchécoslovaquie ratifie, elle aussi, sans broncher l'annexion à « l'Ukraine » de la Russie Subcarpathique ? Quant à demander son libre avis à la population intéressée, personne n'y songerait évidemment...

\*\*

Meurtres politiques, persécutions des églises, suppression de libertés, asservissement politique et économique. Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Lithuanie — victimes hier de l'agression allemande, aujourd'hui de l'impérialisme bolchevique.

## PROPAGANDE, EDUCATION NATIONALE ET PENSIONS

L'exécution du budget polonais pour le mois de juillet 1945 révèle les dépenses suivantes :

Propagande (presse et radiodiffusion) : 15.940.116 (quinze millions de zlotys).

Education nationale, y compris les dépenses de toutes sortes d'écoles de tous les degrés d'instruction : 8.019.789 (huit millions de zlotys).

Pensions et retraites des vieux et des mutilés du travail : 16.805 (seize mille zlotys).

## GREVES - ARME DE LA REACTION

Lors de la session du 19 janvier 1946, consacrée à l'étude des problèmes de la future constitution yougoslave, la Skupstehina s'est occupée, entre autres, de la liberté de grèves. L'intervention d'un dépu-



**N**ADCHODZI znów wrzesień. Po raz trzydziesty od owego korszarnego września, w którym dymy płonących osad polskich przesłoniły nam niebo i słońce naszej wolności. Choć w ciągu tych 30 lat spadły na nas nowe ciosy i choć ostatni, pomyślny rozdział naszego dramatu jeszcze nie jest napisany, rocznica ta budzi nie tylko przygnębiające wspomnienia i każe szukać prawdy wśród legend i mitów, które dokoła klęsk jeszcze łatwiej powstają niż dokoła zwycięstw.

Łatwiej ją obecnie znaleźć niż przed laty. Z jednej strony dlatego, że opierać się można na monumentalnym dziele Komisji Historycznej Sztabu Głównego w Londynie, bogato udokumentowanym, rzeczowym, wnikliwym i beznamietnym, a z drugiej strony dlatego, że duży „dystans historyczny“ ułatwia spokojniejszą ocenę. O taką ocenę trudno było bezpośrednio po katastrofie, gdy bielmo rozpaczy i otępienia mąciło wzrok a pokłeskowa psychoza, pogłębianą przez propagandę wroga i krótkowzroczną akcję odgrywających się rodaków, oraz niedostateczną znajomość związków przyczynowych powodowały przejawianie niedociągnięć, uogólnianie załamań i przeczekanie fatalnych i od nas przeważnie niezależnych warunków podstawowych.

Przebieg późniejszych kampanii, norweskiej, francusko-belgijskiej, bałkańskiej, libijskiej i rosyjskiej w latach 1941/42, spowodował wprawdzie znaczne otrzeźwienie i złagodzenie zbyt pochopnych i krzywdzących sądów (ostatnio nawet wśród historyków krajowych), jednak wciąż jeszcze odnawiane są różne wyolbrzymione oskarżenia lub fantastyczne koncepcje, (strategicznej, operacyjnej, politycznej czy gospodarczej natury), których zastosowanie rzekomo by naszą klęskę zmniejszyło, odwlekło, ba — nawet w zwycięstwo zamienić mogło.

Nie chcę przez to bynajmniej powiedzieć, że po naszej stronie nie było błędów, zaniedbań czy załamań. Były niewątpliwie i to istotne, bolesne i nawet wstydlive. Idzie jedynie o to, by o historii myśleć, mówić, a zwłaszcza pisać, bez histerii, by odróżniać rzeczy ważne od mniej ważnych oraz liczyć się z rzeczywistością i możliwościami.

**KAZIMIERZ GLABISZ**

## Wrzesień — wstęp do

Gdy się „sine ira“ i wnikliwie prze-myśli warunki przygotowania oraz przebiegu naszego śmiertelnego boju, utrudnionego dodatkowo przez zdradziecką napaść naszego wschodniego sąsiada, nie można nie dojść do przeświadczenia i wniosku, że nasza klęska była nieuchronną nawet w razie niepopelnienia jakiegokolwiek błędu czy zaniedbania. Stwierdził to m.in. gen. Fuller, najwybitniejszy brytyjski pisarz wojskowy, a generał, późniejszy marszałek Rundstedt, dowódca południowej grupy armii niemieckich, powiedział jeszcze przed wojną do swego szefa sztabu, gen. Blumentritta: „Nie chciałbym być w skórze marszałka Śmigłego-Rydza, bo cokolwiek on zrobi, klęski Polski uniknąć nie może, choć posiada dzielnego żołnierza. Wobec całkowitego otoczenia i eksploatowanego położenia głównych polskich wytwórni i spichlerzy przegrał on już wojnę, zanim spadnie pierwsza bomba i pierwszy czołg niemiecki przekroczy granicę, bo jego wojska albo zostaną odcięte albo pozbawione bez walki źródeł siły. Dysproporcja położenia i sił jest zbyt duża“.

Tę dysproporcję położenia i sił można było zmniejszyć tylko nieznacznie i w stopniu absolutnie niewystarczającym, albowiem:

— nie można było wygrać wyścigu zbrojeń z sąsiadem wysoce uprzemysłowionym, który w ciągu 6 lat rządów Hitlera zdołał upłynnić na zbrojenia równowartość ok. 180 miliardów złotych i ponadto zagarnął bogaty arsenał czeski, gdy Polska zdołała z trudem zmobilizować tylko 8 miliardów złotych, choć przeznaczala na obronę 1/3 swego wyśrubowanego budżetu i uzyskała pożyczkę francuską, zresztą tylko częściowo zrealizowaną;

— nie można było (wobec bierności mocarstw zachodnich) **zapobiec kapitulacji Czechosłowacji** a następnie kooperacji Słowaków z Niemcami, a tym samym dwustronnemu otoczeniu;

— nie można było **stoperdować porozumienia Hitlera ze Stalinem** inaczej niż kapitulacją przed jed-

nym lub drugim z tych zbrodniarzy, którą cały naród odrzucał;

— nie można było **przeszkodzić Niemcom**, którzy trafnie ocenili małoduszność gen. Gamelina, w skierowaniu przeciw Polsce gros sił lądowych, bo ponad 60 dywizji, w tym wszystkich pancernych i szybkich, oraz 100% „Stukasów“ i 70% bombowców;

— nie można było **ufortyfikować naszej wielokrotnie dłuższej granicy** w stylu linii Maginota, która zresztą też łatwo pękła;

— nie można było **popsuć pogody**, która wybitnie sprzyjała wykostaniu głównych taranów niemieckich (lotnictwa i wojsk szybkich);

— nie można było, nie mając inicjatywy i przewagi, ani **wcześniej opracować wstępnego planu działań**, ani przygotować choćby tylko ramowych planów dla ich późniejszych faz;

— nie można było **oddać bez walki całego przedpola Wisły i Sanu**, przynajmniej przed choćby częściowym zakończeniem mobilizacji, bo tam było gros wytwórni zbrojeniowych i ludności polskiej oraz 16 dywizyjnych ośrodków zapasowych;

— nie można było **zmusić naszych sojuszników do spełnienia ich zobowiązań**;

— wreszcie nie można było **zamknąć całej piątej kolumny niemieckiej i ukraińskiej**, liczącej setki tysięcy fanatycznych wrogów.

Te i jeszcze inne, fatalne dla nas, a zarazem od nas niezależne okoliczności zaważyły na szansach i przebiegu kampanii wrześniowej nieporównanie silniej niż własne zaniedbania i błędy. One wytworzyły ową ogromną dysproporcję sił, spotęgowaną jeszcze śmiałym i barbarzyńskim użyciem swych rewolucyjnych środków działania przez napastnika, a pod koniec zdradzieckim wkroczeniem około 50 dywizji i brygad sowieckich.

Błędy i zaniedbania strony polskiej odegrały daleko mniejszą rolę i nie one zadecydowały o tragicznym wyniku zmagania. Podkreślając i przypominając, że stokrotnie łatwiej je po latach zauważyć, niż można było wówczas uniknąć, wymienię kilka



# naszego dramatu

bodaj najistotniejszych i na ogół niekwestionowanych. Wydaje się, że należało i można było:

— nieco wcześniej podjąć unowocześnianie wojska, telekomunikacji i lotnictwa, choć — wobec bardzo szczupłych środków, konieczności ujednolicenia podstawowego uzbrojenia naszego wojska, odmiennych potrzeb wschodniego frontu, przez długie lata bardziej zagrożonego, oraz braku własnych wytwórni — rezultat mógł być tylko bardzo skromny;

— trzejwiej oceniać zaborcze dążenia Hitlera, ujawnione w jego zlekceważonej przez świat książce „Mein Kampf“, oraz przewrotność Stalina, którego wolta zaskoczyła zresztą nie tylko nas;

— zrewidować i trzebić niektóre pojęcia i kompleksy, wytworzone przez zwycięską kampanię 1920 roku, a nieaktualne wobec nowoczesnie uzbrojonego przeciwnika;

— zmontować i odpowiednio wyposażyć wywiad i dywersję na terenach zajętych przez nieprzyjaciela;

— usuwać dowódców niedostatecznie sprężystych lub obowiązkowych, a podczas kampanii nie powierzać nowych funkcji dowódcom, których poprzednie klęski słusznie czy niesłusznie w oczach żołnierza skompromitowały;

— nie ludzić się możliwością przeprowadzenia izolowanej akcji „korpusu interwencyjnego“ przeciw Gdańskowi i w związku z tym przyjmując mniej eksponowane ugrupowanie w korytarzu pomorskim;

— wobec dostatecznie wczesnego rozpoznania głównego zagrożenia z kierunku Śląska nastawić armię „Poznań“ głównie albo wyłącznie na działanie odciążające na korzyść armii „Łódź“, tej armii na przedpolu Warty i Widawki nie wypuszczać i armię „Kraków“, która miała być „pivot“ całego frontu, dodatkowo wzmocnić i lepiej od strony Słowacji ubezpieczyć;

— a przede wszystkim (mimo sprzeciwów i pogróżek sojuszników zachodnich) zarządzić mobilizację powszechną choćby o kilka dni wcześniej;

Późne i jeszcze o jeden dzień co-

fnięte jej zarządzenie sprawiło, że w chwili wybuchu wojny mieliśmy w wyznaczonych rejonach koncentracji wstępnej zaledwie 66% przewidzianej tam piechoty, 74% kawalerii i zaledwie 58% artylerii, a reszta bądź była w transportach, bądź jeszcze się mobilizowała. Z armii frontowych były tym opóźnieniem najbardziej dotknięte akurat armie „Łódź“ i „Kraków“, na które zważyło się główne uderzenie niemieckie. Jeszcze gorzej i wręcz rozpaczliwie przedstawiał się stan koncentracji odwodów Naczelnego Wodza, bo zaledwie 17% ich piechoty, stanowiącej niemal 1/3 całości, było na miejscu. Umożliwiło to Niemcom kolejne bicie naszych izolowanych zgrupowań.

Gdyby uderzyli już 26 sierpnia, jak było pierwotnie przez Hitlera nakazane, stosunek sił byłby dla nas jeszcze gorszy, choć mieli wówczas tylko 37 dywizji w pobliżu naszej granicy.

Oczywiście, trzeba pamiętać o tym, że do tego fatalnego dla nas opóźnienia mobilizacji i koncentracji, które jedynie nie doknęło lotnictwa, chyba by nie doszło, gdyby już wówczas było wiadome, że sojusznicy tak czy inaczej nam nie pomogą.

Inne zarzuty, a wysunięto ich sporo, nie wydają się istotne lub uzasadnione. Tak np. nie można było zrezygnować z tworzenia marynarki wojennej czy z posiadania kawalerii, bo do 1938 roku groźniejsze były Sowiety, mające słabą flotę a liczną kawalerię.

Nie sposób również zgodzić się z poglądem, że tworzenie C.O.P.-u było niepotrzebne, a jego umieszczenie niefortunne. Przecież niemal nie można było otrzymać broni z zagranicy i przecież aż do kapitulacji Czechosłowacji — bezpieczniejszego miejsca w Polsce nie było. Wreszcie, twierdzenia niektórych komentatorów, że — w razie użycia całej kawalerii w masie jako odwodu lub pozostawienia tylko jej i jednostek zmotoryzowanych na przedpolu Wisły i Sanu lub, przeciwnie, zamknięcia tam naszych sił głównych w trzech dużych, odpowiednio umoc-

nionych i zaopatrzonych obozach warownych — można było do wiosny przetrwać i doczekać się odciążającej ofensywy sojuszników, trzeba między bajki włożyć. Bo dziś już nie może ulegać wątpliwości, że napaść sowiecka tak czy inaczej nastąpiłaby 17 września i że Gamelin, który już w roku 1936 wypowiedział się przeciw przepędzeniu słabutkich oddziałów „Wehrmachtu“ z Nadrenii, także na wiosnę 1940 roku nie zaatakowałby linii Siegfrieda, wówczas już silnie obsadzonej i rozbudowanej, skoro nie zaatakował jej we wrześniu, gdy miał ogromną przewagę. W tych warunkach takie czy inne użycie kawalerii, wprowadzie bohaterskiej, ale ogniowo słabej i od motorów wolniejszej, nie mogłoby poważniejszej roli odegrać. Jeśli zaś idzie o koncepcję zamknięcia się w obozach warownych, to los Modlina i Warszawy, w obóz warowny zamienionej, wykazuje, że i to rozwiązanie nie przedłużyłoby oporu do wiosny.

Reasumując, jedynie prewencyjna interwencja państw zachodnich, Polski i Czechosłowacji w latach 1933-1936 mogła groźnej rozbudowie „Wehrmachtu“ zapobiec i jedynie generalna i zdecydowana ofensywa francuska we wrześniu 1939 r. mogła nas przed zagładą uratować. Jak (wbrew umowie i wbrew interesom Francji) ta „ofensywa“ de facto się przedstawiała, o tym świadczy najlepiej fakt, że Niemcy stracili na zachodnim froncie do połowy października 1939 r. zaledwie 196 zabitych, 356 rannych i 144 zaginionych, że pierwsi dwaj żołnierze brytyjscy polegali dopiero w grudniu 1939 r. i że na Niemcy nie spadła ani jedna bomba.

## POSTAWA

### ODDZIAŁÓW I DOWÓDZTW

Wobec takiej postawy naszych sojuszników nie zdołałaby też odwrócić naszej klęski ani jeszcze większa dzielność, sprawność i twardość naszego żołnierza, ani najgenialniejsze plany, ani zupełnie bezbłędna praca naszych dowództw frontowych w czasie kampanii. Choć tu i tam doszło do przedwczesnych załamania i panik, o które w tego typu walkach łatwo i które później zdarzały się we wszystkich wojskach,



i choć (zwłaszcza z oddziałów niezgranych jeszcze lub mających sporo mniejszości odrywało się b. dużo łazików i dezertów), olbrzymia większość naszych batalionów, szwadronów i baterii (nie mówiąc już o naszych bohaterskich lotnikach) walczyła do upadłego, zażarcie i umiejętnie. Mimo, że nasz żołnierz już po kilku dniach zrozumiał swoją bezsilność w walce z daleko szybszymi i groźnymi maszynami oraz z przeciwnikiem śmiało prowadzonym, bezwzględnym, liczniejszym, lepiej uzbrojonym, zaopatrzonym i orientowanym, często przewożonym, rządko zaskakiwanym, w nocy wyczuwającym, a nie maszerującym) i także męznym. Nie wolno przy tym zapominać, że ta różnoraka przewaga niemiecka na ziemi rosła z każdym dniem i że przestworza zostały już po kilku dniach opanowane całkowicie przez potężną „Luftwaffe“, która podług źródeł niemieckich skierowała przeciw Polsce 2.255 samolotów, nie licząc łącznikowych wojska, a straciła 564, w tym 285 całkowicie.

Jeśli mimo tej miażdżącej przewagi niemieckiej i zalania wschodniej Polski przez wojska sowieckie, ostatnie ogniska walk dopiero w pierwszych dniach października wygasły, to tylko dlatego, że żołnierz polski chciał i umiał walczyć, a uległ ostatecznie tylko daleko większej szybkości i potężniejszej technice przeciwnika, prowadzonego śmiało i nie na ślepo.

Toteż mimo ostatecznej katastrofy nazwy wielu bitew stoczonych podczas kampanii wrześniowej powinny się znaleźć na honorowych miejscach historii polskiego oręża. Nie tylko Westerplatte czy Mława czy Mokra czy Borowa Góra czy Miłków. I nie tylko Wizna, Celestynów, Łowicz, Oksywie, Mużyłowice, Ochota czy Kock. A obok nich powinny znaleźć poczesne miejsce w naszym Panteonie nazwy naszych najbitniejszych dywizji i brygad.

A wyższe i średnie dowództwa? Czy istotnie w większości zawiodyły, jak orzekł Hitler po triumfalnym wjeździe do Gdańska? Nie może ulegać wątpliwości, że per saldo nie pracowały tak sprawnie jak niemieckie i że niektóre z nich nawet w przybliżeniu nie sprostają zadaniu m.in. wskutek niefortunnego i niezgranego

składu. Że per saldo nie funkcjonowały tak wydajnie i skutecznie jak niemieckie, tłumaczy się nie tylko słabszym przygotowaniem do nowego typu działań, którego skuteczność nawet Niemców zaskoczyła, ale także i przede wszystkim tym, że były daleko gorzej wyposażone w środki telekomunikacyjne, rozpoznawcze i transportowe, często zaskakiwane i wystraszone zagonami lub nalotami i w rezultacie nieraz pozbawione zarówno meldunków z dołu jak rozkazów z góry. W tych warunkach ich decyzje musiały być często pobierane po omacku, a rozkazy bądź błędne bądź spóźnione. Dotyczy to nawet Naczelnego Dowództwa po jego przesunięciu do Brześcia, przygotowanego tylko jako centrala dla frontu wschodniego, a tym bardziej po jego wymuszonych przeskokach do Włodzimierza, Młynowa i Kut. Brak dostatecznego wyposażenia w sprzęt radiowy przyczynił się walenie do tego niemal powszechnego operowania po omacku instrumentem coraz słabszym. Że w takich warunkach powstawało tu i tam bezhołowie, można zrozumieć. Wszak rutynowane i daleko lepiej wyposażone sztaby francuskie i (pod koniec wojny) także niemieckie również zawodziły, gdy się znalazły w podobnej sytuacji. Gorsze i naprawdę kompromitujące przejawy załamania czy nawet tchórzostwa, jak opuszczanie podległych oddziałów lub przedwczesne kapitulowanie, były na szczęście nieliczne. Równoważyła je z nawiązką ofiarna i wzorowa postawa ogromnej większości dowódców i sztabowców oraz żołnierska śmierć na polu walki wielu z nich, w tym 5 generałów.

Przejście Naczelnego Dowództwa do Rumunii w dniu 18 września nie było, jak się nieraz czytało i słyszy, „haniebnym opuszczeniem walczącego żołnierza“, lecz próbą montowania nowego instrumentu walki przy boku sojuszników. Zwłaszcza, że było wymuszone zbliżaniem się oddziałów sowieckich, których nie było można zatrzymać. Pozostanie w Kutach, z których tak czy inaczej nie można było dowodzić, zaprowadziłyby do Starobielska i Łubianki. Porót Naczelnego Wodza do Lwowa czy samolotem do Warszawy byłby wprawdzie pięknym gestem, ale miast tych by nie uratował a skoń-

czyłyby się bądź także trafieniem d niewoli bądź samobójstwem. Powiekszyłoby to triumf wrogów i byłoby interpretowane jako dowód ostatecznej kapitulacji i rezygnowania dalszej walki. Że to przejście do sojuszniczej Rumunii skończyło się ucieczką z miejsc internowania później chyba pierwszym w dziejach przedarciem się b. naczelnego wodza do zajętej przez wroga stolicy jego kraju, świadczy dobitnie o jego hańbie ducha, wykazany zresztą wcześniej w niezliczonych bitwach i potwierdzonym, jeśli idzie o kampanię wrześniową, przez ówczesnego szefa francuskiej misji wojskowej, gen. Faurya w jego książce. Naczelnik wojsk norweskich, holenderskich, jugosłowiańskich i greckich też opuścili swoje kraje, a nikt ich imienia dlatego nie szarpał i nie szarpie.

Świat, który był początkowo zaskoczony naszą szybką klęską i w którego opinii wskutek tego prestiż polskiego oręża raptownie się obniżył, zrewidował już dawno tę zbyt pochopną i krytyczną ocenę. Nie tylko wskutek późniejszych triumfów polskiego żołnierza, lotnika i marynarza, ale także wskutek spokojnego przeanalizowania przyczyn naszej klęski i jej porównania z klęskami potężniejszych ofiar hitlerowskiej napaści. Zrozumiał, że już po kilku dniach zmagania nie wola polskiego dowódcy i żołnierza się załamała, lecz możliwość opierania decyzji na jako tako pewnych elementach ostatecznie szybkiego ich przekazania i wykonywania. Zrozumiał także, że w biednej i ze wszystkimi stron otoczonej Polsce możliwości produkcyjne i taktyczne nie mogły nawet w przybliżeniu sprostać wymogom strategii. Zwłaszcza wobec braku jakiegokolwiek odciążenia.

Nawet historiografia krajowa wprawdzie nadal przemilczała lub minimalizuje znaczenie wkroczenia wojsk sowieckich w dniu 17 września, fałszując równocześnie jego motyw, ale bardzo już zrewidowała swą ocenę przygotowania i prowadzenia naszych walk z niemieckimi najeźdźcą.

W rzeczy samej tragiczna kampania wrześniowa okryła nasze sztabdary tylko kirem żałobnym a nie wawrzynem, ale ich nie pohańbiła

(dokończenie obok)



# PRZED TRZYDZIESTU LATY

WRZESIEŃ 1939 zastał nas na moskiewskiej placówce. Śledził mi wprawdzie z niepokojem wzrastającą agresywność Hitlera, ale odległość od Kraju i niewzruszony optymizm naszych, wielonarodowościowych przyjaciół dyplomatycznych, osłabiały groźbę niebezpieczeństwa. I nagle uderzył grom wypadków pierwszorzędnych. Nadeły pychą bezkarności, krwawy szaleniec wyruszył na podbój świata, aby siać po drodze śmierć i zniszczenie. Otworzyły się czeluście piekielnych warstwatów, skąd zaczęły wychodzić twory zbrodniczych mózgów w postaci „tajemnej broni“, która miała w możliwie jak najkrótszym czasie wytepić wszelką nie-hitlerowską i nie-aryjską ludność.

Westerplatte... Słowo to, jak żelazna obręcz zaciskało się dokoła serca, krzyżało rozpacz każdym uderzeniem tętna... Natężony do bólu słuch czekał na wiadomości z radia... Ochrypiły od wzruszenia, przyciemniony poczuciem beznadziejności, dochodził nas głos ministra Becka. Słowa jego brzmią jak wyrok śmierci, od którego nie ma odwołania...

Nareszcie trzeciego września promyk nadziei. Przychodzi wiadomość, że Anglia i Francja dotrzymały sojuszniczej umowy, wypowiadając wojnę panoszącemu się dotąd bezkarnie zbrodniarstwu... Nadzieja rozjaśnia skupione w ponurym wyczekiwaniu twarze... Optymizm najzdrowsze ze wszystkich uczuć podsuwa ludzkie nadzieje słowa. „Linia Maginota“, „wojska niemieckie muszą bronić drugiego frontu...“

Zaczynamy znów schodzić się w zaprzyjazznionych ambasadach. Nastroje poważne, lecz pełne wiary w zwycięstwo słusznej sprawy.

Tymczasem na mieście dzieją się jakieś dziwne rzeczy. Atmosfera jakby naładowana elektrycznością. Ulicami

przejeżdżają wojskowe tanki, żołnierze maszerują w maskach gazowych.

Redaktor Haczyński, przedstawiciel PATa, który mieszkając prywatnie, miał większy kontakt z sowiecką rzeczywistością, niż my w murach ambasady, telefonuje codziennie późną nocą o coraz bardziej niepokojących symptomach.

I tak nadeszła noc z 16 na 17 września. Około godziny pierwszej zadzwonił nasz stojący przy kółku telefon.

„Mój Boże“ — pomyślałam, patrząc z żalem na wymizerowaną zmęczeniem twarz męża, dlaczego ten redaktor dzwoni zawsze tak późno? Przecież i tak wpada każdego dnia po kilka razy do ambasady.

Tym razem nie dzwonił redaktor. Był to ambasador Grzybowski, który telefonował ze swego, w drugim skrydle znajdującego się apartamentu, że właśnie otrzymał wiadomość, iż Potiomkin, zastępca Mołotowa, ówczesnego ministra spraw zagranicznych, prosi go o jak najszybsze przybycie do „Narko-mindiełu“.

W samym fakcie tego nocnego wezwania nie było nic niezwykłego, gdyż sowieckie ministerstwo spraw zagranicznych urzędowało przeważnie dość późno, a jednak serce moje zmartwiało w nagłym przecuciu, że za chwilę rozegra się ostatni akt tragedii.

Kiedy ambasador wrócił po dwóch godzinach, wiadomości jakie przywiózł potwierdziły moje przecucia.

Potiomkin oświadczył naszemu ambasadorowi, że „państwo polskie przestało istnieć, ponieważ rząd jego opuścił Warszawę. Wobec tego armia sowiecka otrzymała rozkaz wkroczenia na terytorium Polski, aby miejscową ludność uchronić przed niebezpieczeństwem wojennych wypadków“. Po czym wręczył

ambasadorowi Grzybowskiemu notę tej samej treści.

Ambasador odmówił przyjęcia noty, stwierdzając, że rząd polski istnieje w pełnym składzie, mimo iż był zmuszony zmienić miejsce urzędowania, a wojska polskie walczą nadal na wszystkich odcinkach. Wobec tego pakt o nieagrasji powinien trwać dalej w całej swej mocy.

I tak ta historyczna rozmowa ciągnęła się bez końca, choć z góry można było przewidzieć, że żadne argumenty naszego ambasadora nie zmienią raz powziętej przez stronę przeciwną decyzji.

Zaczynało już świtać, kiedy wreszcie zmorzył nas ciężki sen oszołomienia. Nagle, gwałtowne dobijanie się do drzwi wyrwało nas z błogosławionej martwoty. — „Przyszli... Idą tutaj...“ — doleciał nas wzburzony głos p. Komoskiego kierownika ambasadzkiej kancelarii. I niemal równocześnie usłyszeliśmy stukot licznych kroków...

— „Wywiozą nas... Sołowki...“ przeleciała błyskawica panicznego lęku... A tymczasem spoza szerokich pleców Komoskiego wysunęła się dobrze nam znana twarz amerykańskiego dziennikarza, a za nim cisnęli się inni, przydzieleni do Moskwy przedstawiciele prasy zagranicznej. Przyszli dowiedzieć się bliższych szczegółów nocnej rozmowy ambasadora Grzybowskiego i rozesać czym prędzej depesze do swoich pism. Chwilowa ulga nie trwała długo...

Nasze losy były wciąż niepewne. Choć rzeczy mieliśmy spakowane, nikt nie umiał nam powiedzieć, kiedy ani dokąd będziemy mogli wyjechać. Zresztą musieliśmy czekać na przyjazd naszych zespołów konsularnych z Kijowa, Mińska i Leningradu, a wszystkie związane z tym formalności trwały bardzo długo.

Kiedy z Kijowa przyszła wiadomość, że konsul Matusiński, wyjechawszy nocą samochodem, przepadł wraz z dwoma szoferami, którzy mu towarzyszyli, na próżno szukano rozwiązania tej zagadki.

Dziekanem korpusu był hr. Schulenburg, który jako Niemiec nie mógł się zajmować naszymi sprawami. (W 1944 roku został on rozstrzelany za udział w spisku przeciw Hitlerowi). Zastępował go włoski ambasador, Augusto Rosso, który był gorliwym i pomocnym łącznikiem między naszą ambasadą a sowieckimi władzami, od których „bezzaństwowość“ odzierała polski zespół dyplomatyczny. Rosso był najwidoczniej bardzo zaniepokojony o nasze bezpieczeństwo, gdyż zapewniał mnie często z naciskiem, że „w razie potrzeby“, mo-

## WRZESIEŃ...

bo nasza szybka i zupełna klęska nie była następstwem tchórzostwa, ignorancji, małoduszności czy opieszałości, lecz rezultatem nieuniknionej i miażdżącej przewagi technicznej, strategicznej, liczebnej, transportowej i produkcyjnej naszych wrogów i opuszczenia nas przez sojuszników. Tę przewagę mogliśmy nieco zmniejszyć, ale przenigdy w stopniu dostatecznym. Bierności i niegotowości sprzymierzonych nie mogliśmy w żaden sposób usunąć.

Dlatego musimy wspominać tra-

giczny nasz Wrzesień z bólem najgłębszym, ale możemy go wspominać bez zażenowania, z podniesionym czołem. Zwłaszcza, że zgodną wolą rządu i całego narodu, kochającego honor nie mniej niż wolność, Polska jako pierwsza do nierównej walki stanęła, najliczniejsze i (mimo różnych niedociągnięć) najlepiej w naszej historii wyszkolone i uzbrojone siły przygotowała i częściowo skoncentrowała, do upadłego walczyła i mimo klęski nie uznała się za pokonaną.

Kazimierz Glabisz



ADAM BIELNICKI

## JAŁTA, CZYLI JASEŁKA U KOLEBKI PEERELU

Niezauważona, minęła w początkach lutego kolejna rocznica konferencji jałtańskiej, owego punktu zwrotnego w dziejach Europy, a już specjalnie w naszej historii najnowszej. Nie warta byłaby wspomnienia, jako że to żadna „okrągła” rocznica, wszelako obserwując polityczne i dyplomatyczne gry wokół konfliktu bałkańskiego, trudno się opędzić myśli, że zachodni gracze odziedziczyli niemało po dziadkach rządzących świat przy jałtańskim stole.

Owo ostatnie wojenne spotkanie Wielkiej Trójki — Stalina, Roosevelta i Churchilla — rozpoczęło się 4 lutego 1945 w krymskiej rezydencji carów, albowiem tylko tam gotów był udać się gospodarz, sowiecki dyktator, główny beneficjent i prima-donna ówczesnej sceny politycznej. Ryzykując oskarżenie o polonocentryzm czy wyciąganie niestawnego słonia towarzyszącego polskiej „sprawie” przypomnijmy jednakże, iż owe, tak brzemiennie w skutki narady, dotyczyły niemal wyłącznie spraw polskich. Spraw owego niesfornego narodu, co tak nieporęcznie usadowił się między Niemcami i Rosją. W zamierzeniu Anglo-sasów spotkanie zaowocować miało wygładzeniem niewygodnego problemu polskiego, tak odstającego od przyjaznej i łatwej, jak im się wówczas wydawało, współpracy z Sowietami. Słaba pociecha, że to nie my sami musieliśmy przez następnych lat 40 żyć w „zjałciałym” świecie, dzięki uprzejmości dwóch mocarzy i przedstawiciela wydmuszki po niegdysiejszym imperium. Jałta stworzyła swój specyficzny system myślenia, uformowała mentalność tak wrogów, jak entuzjastów komunizmu, a z jej skutkami zmagać się będziemy jeszcze długo po demontażu sowieckiej potęgi.

Przełom lat 1944/45 zapowiadał bliski już upadek hitlerowskich Niemiec, ujawniając przy okazji cały szereg słabych stron zachodnich Aliantów. To, co Hitler zdobywał w ciągu tygodni,



połączone siły reszty świata odzyskiwały całymi latami, a co najgorsze, główny ciężar walki, największe straty, ale i najważniejsze łupy stawały się nieodmiennie udziałem kolejnego pretendenta do panowania nad światem. Prestiżu i dogodnej pozycji przetargowej Aliantów nie wzmacniały doniesienia o grudniowej kontrofensywie v. Rundstedta w Ardenach, mimo iż było to skazany od początku na fiasko epizod. Wszak gdyby nawet udało się Niemcom dotrzeć do Antwerpii, a innego celu sobie nawet nie stawiali, i przerwać na jakiś czas alianckie linie zaopatrzeniowe, to rezultatem owego ostatniego wysiłku upadającej Rzeszy mogło być co najwyżej jakieś czasowe opóźnienie marszu przeciwnika w głąb Niemiec. Poza tym zdzieranie ostatnich rezerw na przedpolu właściwej linii obrony sprawiało, że zabrakło ich później do obrony ostatniej wielkiej przeszkody naturalnej — Renu. Natomiast innym, nieuniknionym skutkiem opóźniania Aliantów na froncie zachodnim musiało być ułatwienie zadania sowieckiemu walcowi toczącemu się w głąb Europy od wschodu.

Nie trzeba też było na to długo czekać, chociaż zaniepokojony Churchill zabiegał u Stalina o przyspieszenie działań odciążających. Kto wie czy okupacja Krakowa, Kielc, Katowic oraz ruina Warszawy nie zostały skrócone o kilkanaście godzin dzięki owym gorącym apelom premiera rządu Króla Jegomości? Żywiona od początku wojny gorąca sympatia Polaków do legendarnego sojusznika okazała się nie być daremna! Oczekiwana od 1 lipca generalna ofensywa zmasowanych sił sowieckich ruszyła 12 stycznia na całej długości frontu, od Bałtyku do Karpat, docierając w ciągu kilku tygodni do Odry, ostatniej przeszkody przed Berlinem. Łatwość sowieckich postępów nie powinna w zasadzie dziwić. Mieli oni wszak do czynienia z przeciwnikiem, który spodziewając się nieuchronnego ataku śmiertelnego wroga, poświęcił czas i środki na wysadzanie w powietrze resztek zabytków w zmiążdżonej Warszawie — tylko po to, by uradować niezrównoważonego po lipcowej przygodzie Führera.

W takiej to właśnie sytuacji, kiedy wszystko zdawało się sprzyjać opromienionym sukcesami Sowietom, dochodziło do spotkania trzech przywódców owej, jakże niejednorodnej, koalicji. Trudno się przeto dziwić, że odbywało się ono w miejscu wyznaczonym przez Stalina, i że on też wyszedł z niego obdarowany niczym panna młoda w nowobogackiej rodzinie, że zaspokoiono wszystkie jego życzenia i zachcianki. Wybór miejsca podyktowany był oczywiście strachem sowieckiego



wodza przed opuszczeniem granic państwa. Wystarczyło zaświadczenie kremlowskich lekarzy, a w owych czasach cieszyli się oni jeszcze tzw. „pełnym zaufaniem kierownictwa” — że tow. Stalinowi zagraniczne podróże nie służą, by na wpół żywy Roosevelt pofatygował się na drugi koniec świata. Panując całkowicie nad sytuacją, Sowieci nie szczędzili przejawów gościnności i dobrej woli. Gości ulokowano w pałacach przedrewolucyjnej elity. Churchilla w rezydencji Woronców, a Roosevelta w z lekka tylko odremontowanym na tę okazję carskim pałacu Liwadia, gdzie też, ze względu na katastrofalny stan jego zdrowia, toczyły się same obrady. Obydwie rezydencje zostały oczywiście tak spreparowane, by sowiecka *rozwiadka* nie uroniła bodaj jednego słowa dostojnych gości. Takie niegodne gentlemana procedury jak przeszukiwanie przygotowanych przez NKWD lokali leżały jeszcze w odległej przyszłości. Pozostawmy zatem bez komentarzy zdziwienie Churchilla, kiedy nazajutrz po jakiejś wymianie uwag z Edenem w pomieszczeniu wyłożonym białymi kafelkami Mołotow był w stanie czynić na ich temat kpiące uwagi. Każde niechcący rzucone słowo docierało bezzwłocznie gdzie należy. Po przypadkowej uwadze jednego z brytyjskich sztabowców o braku skórki cytrynowej w umiłowanych przez Anglosasów koktajlach, w pałacowym hallu pojawiło się niezwłocznie dorodne drzewo cytrusowe obwieszone dojrzewającymi owocami. Czyż to nie dalekie echo słynnych zapewnień sowieckich politruków odpowiadających na złośliwe zapytania o bolszewicki dobrobyt: *U nas i limonów mnogo. Zawody diety jut...!*

Główne teatrum odbywało się jednak za pilne strzeżonymi przez wszechobecnych NKWD-zistów drzwiami. Jowialny i pewny swego Stalin — nie zapominajmy, że mając swych ludzi w najtajniejszych ośrodkach brytyjskiego wywiadu czy amerykańskich ośrodkach badawczych patrzył swym rozmówcom w karty i znając pojawiające się między nimi rozdzwięki, mógł zręcznie i w miarę potrzeby dozować pochlebstwa, oburzenie, ustępliwość a nade wszystko piramidalne fantazje, by nie użyć dosadniejszego określenia. Chytry i doświadczony w wyprowadzaniu w pole przeciwników Gruzin zdawał sobie doskonale sprawę z faktu, że jest niezbędny ze swoim gigantycznym frontem wschodnim; że będzie pożądanym partnerem do pokonania Japonii; że niezupełnie sprawny Roosevelt i jego mało rozgarnięte otoczenie zdecydowani są wynieść się z Europy niemal natychmiast po rozgromieniu Hitlera; że goniąca resztkami



sił Anglia, zapatrzona w fatamorganę swego rozłazącego się Imperium, nie będzie żadnym przeciwnikiem dla sowieckiej potęgi, która raz postawiwszy stopę w sercu zdewastowanej Europy będzie w stanie wypełnić wreszcie połączone testamenty Dżyngis-chana, carów i Władimira Iljicza. Nic też dziwnego, że węsząc takie możliwości Stalin nie miał najmniejszego zamiaru pozbywać się nieograniczonej kontroli nad zdobytą z 20-letnim opóźnieniem Polską. Nie było zresztą po temu żadnych obaw, mimo iż sprawie tej poświęcono aż siedem z ośmiu posiedzeń plenarnych, a „Trzej wielcy” wymienili ponoć na jej temat 18.000 słów. Nie obliczono tylko, ile z nich było pozbawionych sensu, a ile uczciwości.

Niemal ostantacyjny brak zainteresowania sprawą ze strony Roosevelta i nieukrywana niechęć Churchilla wobec — jak ich nazywał — „londyńskich Polaków”, a także deklarowana z góry gotowość do ustępstw, nie mogły nie usztywniać i tak z góry nieustępliwego Stalina. Dotyczyło to dwóch podstawowych tematów konferencji: zagadnienia granic Polski i jej przyszłego rządu. Alianci uznawali wszak nadal rząd uchodźczy w Londynie, a Sowieci — uznany niedawno za rząd lubelski PKWN. Na roztrząsaniu tych kwestii w niemałym stopniu zaważył fakt, że trzej rozmówcy byli w wielu zagadnieniach całkowicie zgodni. Oto np. odkrywcze spostrzeżenie Roosevelta, że Polska była od 500 lat źródłem nieustannych kłopotów Europy n... wiele od opinii Stalina, że była ona korytarzem, p... ciągnęły wyprawy na nieszczęsną Rosję. Wprawdzie złow... roli Polaków w rozbiorach lub pakcie Ribbentrop-Mołotow... e precyzowano, ale obradujący zgodni byli, że problem ten należy raz na zawsze rozwiązać. Marszałek Stalin pośpieszył w tym miejscu z życzliwie przyjętym zapewnieniem, iż pragnie oczywiście Polski „wolnej, silnej i niepodległej”. Zadowolilo to zwłaszcza Churchilla, który przypomniał, że dla Anglii jest to sprawa honoru niezmiennie od roku 1939, i że o to, by Polska nie utraciła wolności, gotów jest walczyć w westminsterskim parlamencie. Pragnie jednak takiej wolnej Polski, w której żadne ugrupowanie antysowieckie nie mogłoby intrygować wspólnie z Niemcami. Na zakończenie pożałił się tylko, że nie bardzo wie, co się w Polsce dzieje i uprzejmie prosił o ewentualne wpuszczenie tam alianckiej misji łącznikowej. Nie należał jednak zbyt, poinformowany przez Mołotowa, że taka zgoda ze strony Sowieców mogłaby naruszyć suwerenność władz pp. Bieruta i Osóbki. Onże brak rozeznania — również Roosevelt



przyznawał bez ogródek, że na sprawie się nie zna — nie przeszkodził naszym sojusznikom ani w ustalaniu granic, ani formy rządu dla pechowego sojusznika. O szczegóły zadbała już dawniej strona sowiecka, a do ich akceptacji wystarczyło przecież samo zaufanie. Nie dziw też, że łatwo — i bez zagładania do map (!) — uporano się z problemem polskiej granicy wschodniej. Ustalił ją był przecież wcześniej obecny w Jalcie minister Mołotow, w harmonijnej współpracy z von Ribbentropem, tym razem nieobecnym, ze względów, nazwijmy to — merytorycznych. Budującej zgody wokół konferencyjnego stołu nie zmąciło nieśmiałe przedłożenie Roosevelta, że choć większość mieszkających w USA Polaków opowiada się za linią Curzona, to on sądzi, że pozostawienie Polsce Lwowa byłoby przejawem rosyjskiej wielkoduszności. Zaznaczył jednak natychmiast, że nie będzie na to nalegał, a ostatecznie przekonała go odpowiedź Stalina, że nie mógłby się pokazać na oczy swoim wyborcom, gdyby się dla nich okazał mniej hojny od angielskiego lorda. Do osiągnięcia pełnej zgody i harmonii przyczyniło się wreszcie oświadczenie Churchilla, iż z uwagi na wielkie cierpienia Sowietów, od dawna deklarował się jako zwolennik curzonowskiej granicy (zapewne dlatego, by i Polacy też sobie trochę pocierpieli!). Ani chybi dla dokładniejszego podziału cierpień wszystkie strony zaakceptowały też gest Mołotowa dopuszczającego rewizję curzonowskiej linii o pięć do ośmiu kilometrów.

By jednak owych kłopotliwych Polaków zbytnio nie rozpuszcząć, zachodni potentaci zapragnęli okazać siłę woli i zdecydowanie w kwestii zachodnich granic Polski, broniąc stanu posiadania Niemiec z uporem godnym lepszej sprawy. Nie przeczuwając, że walczą o wielkość przyszłej tzw. NRD, upierali się, by ograniczyć „pierwszego sojusznika” i „sumienie świata” do rozmiarów jakiegoś Księstwa Warszawskiego. Symbolicznym przedmiotem sporu stała się kwestia, która Nysa stanie się rzeką graniczą. Zachodni rozmówcy uważali, że Polaków winny zadowolić nabytki w postaci Gdańska, części Prus Wschodnich i Opolszczyzny, w skrajnym przypadku aż po Nysę Kłodzką. Zwłaszcza Churchilla przerażała perspektywa ustanowienia granicy na Odrze i Nysie Łużyckiej, zwanej przezeń Zachodnią. Twierdził wtedy — i później — że byłby to nabytek zbyt dla Polaków hojny, i że nigdy zagospodarować go nie potrafią. Wraz z Rooseveltem wzdrali się na myśl o przesiedleniu kilku milionów Niemców uważając widocznie, że los taki przystoi jedynie Polakom zza curzonowskiego kordonu. Nie



przekonywały ich dobroduszne zapewnienia Stalina, znającego doskonale reputację swej armii, że wszyscy Niemcy zapewne już dawno przed nią uciekli. Ponieważ jednak w tym czasie i miejscu opinie Aliantów niewiele wadzyły, więc jednak upór Stalina, dbającego o trwałe poróżnienie Polaków z Niemcami, zdecydował o ostatecznym kształcie peerelu i Polski dzisiejszej.

Większych tarć i kłopotów nie przysporzyła natomiast kwestia, kto ma ową „wolną, silną i niepodległą” Polską władać. Również i tu zachodni Alianci przyszli — by tak rzec — na gotowe. Generalissimus dawno już był to ustalił. Wprawdzie w tym przypadku radził się nie von Ribbentropa lecz Wandy Wasilewskiej, ale działał bez wahań i sentymentów. Obecnie pozostawało tylko przywieść na hak swych gości tak, by nie tylko się z jego wyborem zgodzili, ale wręcz stali się jego adwokatami. Ot, coś jak Zagłoba z marszałkiem Lubomirskim... Inna rzecz, że cele szacownych rozmówców od początku nazbyt rozbieżne nie były. Roosevelt już na wstępie zadeklarował, że nigdy nie udzieli poparcia polskiemu rządowi, który odnosiłby się wrogo do ZSSR. Ciągłość i legalność polskich rządów jest mu obojętna, a poza tym pamięta czasy, kiedy świat obywatel się bez jakiegokolwiek polskiego rządu. Jeśli byłoby to wskazane, należy wezwać po dwóch Polaków z emigracji oraz z Lublina, by tu, na miejscu, utworzyli rząd dla Polski, dbając tylko o to, by emigracyjni Polacy byli wystarczająco demokratyczni. Za demokratyczność PKWN-u ręczył sam marszałek Stalin, który poza tym osobiście sprawdził, że rząd Bieruta i Osóbki jest w Polsce popularny. Kto wie czy nie popularniejszy, niż np. de Gaulle we Francji. Znając sentymenty anglosaskich przywódców, można być pewnym, że przypomnienie hardego generała ubodło ich niemile, i że w takim kontekście jakiś Bierut czy inny mogli byli im się wydać cośkolwiek sympatyczniejsi. Churchill usłużnie przypomniał, że nigdy nie żywił specjalnej sympatii dla polskiego rządu emigracyjnego, który „robi same głupstwa”, zaś samo słowo emigrant przypomina mu francuskich arystokratów zmykających przed gilotyńą, i że może lepiej byłoby używać określenia: „zagraniczni Polacy”. Zważywszy, że angielski arystokrata mówił to do organizatora terroru, wobec którego szaleństwa sankiulotów przypominają grę w pchełki, można sobie uświadomić stopień sponiewierania zdrowego rozsądku na jałtańskim sabacie.

Mając takich partnerów, mógł Stalin dopiąć swego nawet specjalnie się nie wysilając i rezultatem tygodniowej gadaniny pozostał scenariusz zaprezentowany na wstępie przez Mołotowa.



31

Nasuwa się tylko pytanie czy całe to jałtańskie przedstawienie nie było właściwie zbyteczne. Bo czyż ledwo żywy Roosevelt potrzebował tryndać się, na kilka tygodni przed śmiercią, przez pół świata po to, by zaakceptować stare, żądania Stalina odnośnie linii Curzona, „z poprawkami od pięciu do ośmiu kilometrów”? By zaproponować udział Grabskiego, Witosa i innych „antyfaszystowskich” Polaków w bierutowym Komitecie? By powołać komitet Mołotow-Kerr-Harriman z zadaniem nobilitowania PKWN-u? By uzyskać zapewnienie Stalina, że wolne wybory mogą się odbyć w Polsce choćby za miesiąc? Innymi słowy po to, by przyłożyć oficjalną pieczęć i zalegalizować sowieckie podboje nie tracąc, broń Boże, nic z reputacji prawdziwego gentlemana i tytułu ostoji światowej demokracji i wolności?

Poza dominującą nad obradami „sprawą polską” (o słoniu mowy nie było), zgodzono się łatwo, to znaczy zgodził się Stalin, by w nagrodę za napaść na dogorywającą Japonię Sowiety odzyskały z nawiązką straty poniesione przez Rosję w wyniku wojny roku 1905. Innym, wysoce cenionym osiągnięciem, wymagającym najwidoczniej osobistego udziału trzech przywódców, było zapewnienie Ukrainie i Białorusi miejsca w montowanym właśnie, umiłowanym tworze Anglosasów, ONZ-cie.

Jednak niezależnie od faktu, że owo spotkanie wodzów zapewnić miało jedynie listek figowy dla nieświeżych poczynań zwycięzców, jego ustalenia, ba, samo jego imię, legło cieniem na „zjałciałych” stosunkach międzynarodowych na lat blisko 50. Nie dziw też, że przypomina się w pół wieku później, gdy kolejne pokolenia zachodnich mediatorów, wysłanników, negocjatorów i pośredników kręci się po świecie w dyplomatycznym kadrylu, dziś w „sprawie” bałkańskiej. A podobnie jak niegdyś, by za cenę ugłaskiwania napastników i legalizacji zaborów zachować twarz demokratycznych przywódców wolnego świata. Ale, czyż już przed wiekami nie powiedziano, że świat chce być oszukiwany?

Jeśli chodzi o ten wolny — to z całą pewnością!

Kopenhaga

Autor był przez wiele lat współpracownikiem „Tygodnia”.  
Witamy go na naszych łamach.

11  
ORZEŁ BIAŁY

N<sup>o</sup> 1487 Lwów

Kwiecień 1993



La DOCTRINE STRATEGIQUE des Forces ARMEES polonaise  
dans les années 1930... 39

Exposé fait par le Maj.Général Klemens S. RUDNICKI le 29 mars 1981  
au Symposium militaire international à Washington - USA. *le lendemain*  
*de ses 84 ans*

Je suis très honoré par l'invitation qui m'a été faite de présenter la doctrine stratégique polonaise dans les années 1930. Accepter cette invitation demandait du courage et ceci pour deux raisons:

- Je n'ai jamais professé en langue anglaise, donc mes expressions pourront parfois vous surprendre.
- Ma vue est très très mauvaise. Je ne puis compter sur des notes; je suis âgé et une déficience de mémoire est toujours possible... mais je suis soldat. Le soldat doit être courageux - donc me voici devant vous.

Une pomme tombe de l'arbre quand elle est mûre, le politicien et un vieu général- mûrissent quand ils sont tombés! C'est précisément, mon cas.

Avec le temps, je puis mieux juger. Je ne me propose pas de vous exposer une vue détaillée mais plutôt un aperçu général.

Il importe, tout d'abord de s'entendre sur le terme "doctrine stratégique". Est-ce quelque chose de fixe, établi d'avance dans un bureau ou bien autre chose?

Il y a beaucoup de bonnes doctrines stratégiques de part le monde. On serait tenté d'adopter l'une ou l'autre. Celle, par exemple de Napoléon, de Moltke, de Clausewitz, voire, mieux encore, on peut remonter à Hannibal et à son mouvement de pinces, si célèbre. Mais tout cela sera inefficace. Une doctrine stratégique universelle n'existe pas. Vous ne vous préparez pas à une guerre d'hier mais à celle de demain. Or celle-ci se déroulera dans des conditions et des circonstances spécifiquement nouvelles.

La bonne doctrine est celle qui tient compte des conditions réelles actuelles et non de celles du passé. La mauvaise doctrine est celle qui n'est pas basée sur les réalités existentielles de l'heure.

Il y a encore une autre doctrine que j'appellerai volontiers tragique. Cette doctrine, quelque soit vos plans et vos préparations est condamnée à l'insuccès. Je n'hésite pas d'affirmer que ce fut le cas de la stratégie en Pologne dans les années 1930-39.

Vue la place que le Toutpuissant a assigné à la Pologne, entre 50 millions d'Allemands avec leur passion du Drang nach Osten et les 180 millions de Russes remplis d'ardeur pour porter la révolution en



Europe, le décor d'une tragédie grecque classique est posé, avec toutes ses implications, de trahisons, de situations inextricables et d'une fin tragique pour 30 millions de Polonais.

Il est bien facile, après 40 ans, de jeter la pierre à nos plans de défense, alors qu'au troisième jour de la guerre tous ces plans furent littéralement annihilés!

Il est facile de dire que la conception était mauvaise, que la préparation était insuffisante et les troupes mal entraînées..

Maintenant seulement, avec le recul, nous pouvons comprendre ce qui s'est passé. Tous les éléments d'une tragédie grecque apparaissent et notre jugement s'en trouve modifié.

Or, c'est cela précisément qui fait le sujet de mon exposé.

Une doctrine stratégique doit, au plus haut niveau, comporter un plan de la guerre.

Conformément à ce plan, on forge les instruments de l'Armée, de l'Economie, de l'industrie de guerre et des relations politiques.

Dans les années de 1935 le Maréchal Pilsudzki fut le responsable de cette tâche.

Après 1935 la responsabilité passa au Maréchal Rydz-Smigly.

Tous les deux n'envisageaient pour la Pologne, qu'une guerre défensive.

Avant 1935, il semblait que le danger ne pouvait venir que de l'Est.-Russie - Pourquoi? Parce que l'Allemagne, affaiblie par sa défaite de la guerre 14-18 ne paraissait pas alors un danger. Nous avions un traité d'alliance avec la France. Pour l'Allemagne, s'exposer à une guerre sur les deux fronts n'était guère enviable.

La Russie, par contre, aidée par le général allemand von Seekt, modernisait rapidement son armée et pouvait être tentée, d'aller, en passant sur le corps de la Pologne, répandre la Révolution à l'Ouest.

Le Maréchal Pilsudzki surveillait la Russie comme danger n° 1, tout en regardant vers l'Allemagne danger n° 2 semblait il.

Quand Hitler vint au pouvoir, quitta la Ligue des Nations Unies et ferma avec zèle une armée régulière-, la situation changea, et devint dangereuse.

La Pologne avait besoin de temps et de paix. En 1934 le Maréchal Pilsudzki a conclu des traités de non-agression, pour 10 ans, avec l'Allemagne et avec la Russie.



En 1935 le Maréchal Rydz SMIGLY succéda au Maréchal Pilsudski.

Il confia aussitôt au général STACHEWICZ l'organisation d'un plan [d'un plan] de mobilisation générale de toutes les armes disponibles. Il importait que l'Armée soit tout de suite à sa place, en cas de guerre. La Réserve serait mobilisée aussitôt après.

Il y a eu également un plan de modernisation de l'Armée, de son équipement ainsi qu'une impulsion énergique donnée à notre industrie de guerre.

Le général Stachewicz s'acquitta parfaitement de sa tâche. Le 1-er septembre 1939 les forces actives étaient à leurs postes.

La modernisation de l'armée constituait un vrai casse-tête.

Notre industrie n'était pas à même de produire l'armement nécessaire. L'achat de tanks, d'avions, même avec les crédits alloués par le France, à Rambouillet, en 1936 s'est révélé quasi impossible. Personne n'avait d'armes de surplus à vendre.

Le Général Stachewicz a dû abandonner le plan de former des divisions motorisées. En conséquence, les brigades de cavaleries existantes devaient, pour le moment suffire

Nous avons réussi à acheter 1150 Beauforts, en Suède. C'était de bons canons anti-tank et anti-bombardiers, ainsi que 40 tank modernes [modernes] en France. Ces derniers arrivèrent en Pologne au mois d'août 39 en ne servirent pratiquement jamais.

Notre propre industrie fit sortir environ 3.000 canons anti-tank Ils furent distribués à la troupe.

Que furent notre stratégie et notre tactique sur le front ? La tactique doit s'inspirer, non d'un "wishfull thinking" / du désir/ Mais elle doit tenir compte de la supériorité des armes ennemies. Nous avons toujours enseignés cela à l'Ecole de Guerre et dans nos centres d'entraînements et de formation. Nous mettions fortement l'accent sur la défense par anti-tank. Nous avons aussi commencé à former deux brigades motorisées, aptes à ralentir la progression des panzer's.

Le Maréchal Rydz Smigly voyait bien le danger venant de l'Allemagne Il chargea le colonel Lesniak de former une équipe pour étudier la préparation militaire allemande. Le Colonel Lesniak fit savoir qu'une attaque allemande ne pourrait se produire avant 1939 voire 1940.

Le Maréchal fortifia alors la région de Silesie et de Cracovi et ébaucha la disposition des troupes...

Pourquoi l'ébaucha-t-il simplement?

Parce qu'aucun plan ne devait être arrêté sans connaître les dispositions de nos alliés de l'Ouest- la France.



En 1936 l'occupation de la Rhéhanie, en 1938 celle des Sudètes rendirent le danger allemand imminent.

En 1939 l'Allemagne exigeait un passage libre, motorisé, à travers le corridor de Dantzig, de ce fait elle rompait notre traité de non-agression.

Le Maréchal Rydz Smigly abandonna momentanément le souci du danger de l'Est. L'Allemagne était manifestement le danger n° 1. Pour être à même d'organiser ce front de l'Ouest, Rydz Smigly envoya deux émissaires: le général Kasprzycki et le colonel Jaklicz à Paris, pour rencontrer le général Gamelin et demander quelle sera l'attitude de la France, en cas d'une attaque allemande, en Pologne.

Le général Gamelin dit sa confiance en la ligne Maginot. Il y placerait quelques divisions, donc presque face à la Ligne Siegfried. Ces divisions, trop faibles n'attaqueront pas, mais 15 jours plus tard la mobilisation générale accomplie, le "gros des troupes" s'y porterait et passerait à l'action.

Nous devons donc tenir fermes 15 jours, coûte que coûte, alors le deuxième front embarrasserait bien les Allemands ...

La situation semblait donc claire de ce côté.

Nous avions avec la Russie un traité de non-agression valable jusqu'en 1944; nous pouvions compter sur une neutralité bienveillante.

Notre traité avec la Roumanie nous assurait des renforts éventuels et des issues par la Mer Noire.

Dans cette conjoncture Rydz Smigly décida de rencontrer l'ennemi à l'Ouest de la Vistule. Toute concentration de troupes à l'Est fut abandonnée.

Nos 30 divisions d'infanterie et 10 de cavalerie furent disposées à l'Ouest. Les divisions de réserve interviendraient dans la suite. On fortifia la région de Silésie et de Cracovie. On concentra quelques divisions dans la région du Narew-Biebrza pour parer à l'attaque allemande venant de Poméranie et de Prusse Orientale.

On pouvait supputer aussi que l'Allemand ne fera pas immédiatement une guerre totale, mais se contenterait de forcer le corridor; plaçant les Occidentaux devant un fait accompli comme pour les Sudètes. Quelques divisions polonaises y attendaient pour attaquer les Allemands créant ainsi un "casus belli". Dantzig était en effet indispensable à la Pologne.

Nous savons maintenant qu'il y a eu un accord secret entre la France et l'Angleterre. Cette dernière, depuis mai 1939 était également notre Alliée.

Si Hitler attaquait la Pologne, ces deux pays "alliés" lui déclareraient la guerre, sur le champ, mais ne livreraient aucune bataille importante, immédiatement. L'Angleterre se déclarait non-préparée"



et la France, sans l'Angleterre ne voulait pas livrer bataille.  
 Les Anglais, mis au courant de la position du Gén. Gamelin, par notre émissaire le gen. Kasprzycki, cherchèrent à se renseigner au Ministère français de la Guerre. Le Gen. Gamelin expliqua que par l'expression "le gros des troupes", il désignait simplement les divisions qui couvraient la ligne Maginot.

Nos "alliés" n'ont pas informé le Maréchal Rydz Smigly de ces "malentendus", craignant que, si Rydz connaissait la vraie situation, il concluerait quelque accord avec l'Allemagne. Celle-ci, alors plus libre, attaquerait la France.

A ce moment survint une complication de l'Est.

La France et l'Angleterre essayèrent assez maladroitement, d'attirer les Russes dans une coalition anti-nazi. On envoya une mission militaire à Moscou.

Le Maréchal Woroszylow, ministre de la guerre, parut sympathiser avec ce projet? Il fit cependant remarquer que la Russie et l'Allemagne n'ont aucune frontière commune. Il faudrait donc que les Alliés suggèrent à la Pologne de laisser passer les Russes par le pays, au Nord, du côté de Wilno et au Sud, via Lwow, vers les Carpathes. Les Russes s'engageaient alors de combattre exclusivement les Allemands...

Or, nous savons actuellement, que Woroszylow n'a jamais dit cela. Le négociateur français l'avait inventé de toute pièce... En tout cas, l'idée de faire passer les troupes russes par la Pologne, fut rejetée absolument par les Polonais, - elle fut plus tard abandonnée.

En août 1939 la Russie signa un traité avec l'Allemagne, - une clause secrète partageait la Pologne parmi les deux signataires. entre

Au moment de l'attaque du 1er septembre 1939, le rapport des forces, se présentait comme suit:

Allemagne:	59 divisions, dont 7 blindées et 5 motorisées.
Pologne	30 divisions d'Infanterie et 11 brigades de cavalerie prêtes sur place. 10 divisions mobilisables ulter.

Allemagne:	3.000 avions	Allemagne:	4.000 tanks
Pologne	300 "	Pologne	40 neufs + 100 anciens

La Pologne n'avait pas de division blindée, mais 1<sup>re</sup> brigade motorisée et une 2<sup>me</sup> en formation.

Les Allemands avançaient à 30 km. heure  
 Les Polonais " à 3 km. hre.

La puissance de feu était 10 contre 1



Telle était la situation au 1-er sept. 1939

Nous connaissions cette énorme disproportion des forces et de la formation. Nous cherchions des moyens pour parer à ce handicap.

Pour soumettre notre tactique à un nouveau contrôle, le Maréchal R.S. organisa à l'Académie militaire de Varsovie, ce qu'on appelle un -Jeu de guerre-, au plus haut échelon. Les généraux les plus anciens des diverses armes y furent convoqués.

J'y participais en tant que professeur de stratégie à l'Académie militaire, au grade de lieutenant-colonel.

Notre tactique consistait à ne jamais accepter une bataille à champ ouvert. Nous essayâmes de ralentir la marche de l'ennemi par un minimum de nos forces, puis d'attaquer au flan ou aux arrières avec le gros des troupes. Ce jeu dura trois jours.

Pour mener l'opération à bonne fin, nous avions besoin de munitions. Le général en chef, responsable de l'armement, nous traita alors de peu réalistes. La quantité de munitions pour cette unique bataille, équivalait à trois mois de production de notre industrie de guerre. Par conséquent, notre plan s'écroulait, parfaitement vain.

Je me souviens du profond silence qui accueillit cette déclaration. Sentiment de la tragique réalité et du danger imminent.

Le Maréchal Rydz Smigly rompit le silence et dit:

Messieurs,  
Quelque soit la situation et quelle qu'elle devienne, nous combatterons néanmoins.

CECI FUT LA DOCTRINE STRATEGIQUE DES FORCES ARMÉES POLONAISES -  
LA STRATEGIE DE LA PAUVRETE.



# LA CAMPAGNE DE SEPTEMBRE 1939

## Les premiers jours de septembre

La guerre défensive de la Pologne a constitué la première phase de la seconde guerre mondiale. Le plan allemand de campagne contre la Pologne (Fall Weiss) prévoyait une maîtrise éclair du territoire polonais, la privation pour la Pologne de son indépendance, la destruction des forces armées polonaises et l'élimination de la Pologne comme acteur militaire. Malgré des appels dramatiques à ses alliés occidentaux, la Pologne s'est battue dans l'isolement. Les actions défensives étaient aggravées entre autres par la situation géographique qui permettait aux Allemands d'attaquer la Pologne par deux cités et qui facilitait la coupure des bases maritimes avec le reste du pays, ainsi que par un rapport de force défavorable en raison d'une supériorité écrasante en hommes, en blindés, en avions et en navires de guerre.

L'agression fut précédée par de nombreuses provocations aux frontières et par des actions de diversion à Gdansk et à Gliwice entre autres. L'attaque fut portée en même temps par les forces allemandes terrestres, maritimes et aériennes. Le plan d'attaque allemand consistait à porter des attaques concentrées

en direction de Varsovie, à partir de la Silésie, de la Poméranie occidentale et de la Prusse orientale. L'offensive à partir de la Silésie fut menée par le groupe d'armées le plus puissant, le groupe "Sud", qui stationnait en partie en Silésie et en partie en Moravie et en Slovaquie, et par la 4ème flotte aérienne. Le groupe d'armées "Nord" qui collaborait avec lui, portait ses attaques à partir de la Prusse orientale en s'appuyant sur les forces de la 3ème Armée.

Les 1er et 2 septembre, l'armée polonaise mena de dures combats sur l'avancée de la ligne principale de défense et se retira vers l'arrière en exécutant des manoeuvres de retardement. Le 3 septembre, les Allemands ouvrirent une profonde brèche dans la région de Czesochowa à la jonction des armées "Lodz" et "Cracovie" (bataille de

Mokra). Deux jours plus tard, ils délogèrent l'armée "Lodz" des bords de la Warta et écrasèrent l'armée de réserve "Prusse" à Piotrkow et Tomaszow. Les 6 et 7 septembre, ils franchirent la Narew au nord et le Dunajec au sud, et, le 8 septembre, ils arrivèrent aux portes de Varsovie.

## La bataille de la Bzura

Les tentatives pour contenir l'offensive allemande sur la partie centrale du front se soldèrent par un échec. L'armée "Prusse", après la bataille de Piotrkow Trybunalski,

polonaises, "Poméranie" et "Poznan", y participèrent. Le commandant de l'armée "Poméranie", le général Kutrzeba, proposa au commandement en chef une contre-attaque sur l'aile de la 8ème Armée allemande. Le commandement accepta ce projet et confia la direction de l'opération au général Kutrzeba. Au commencement, jusqu'au 16 septembre, la bataille avait un caractère offensif et défensif et était menée avec un certain succès par les armées polonaises. Mais par la suite, elle se transforma en une lutte des forces polonaises avec un adversaire plus puissant pour la rupture de l'encerclement et la retraite sur Varsovie. Seul un nombre restreint de divisions polonaises purent se frayer un passage vers Modlin et Varsovie.

## L'agression soviétique contre la Pologne

Au moment où se déroulaient d'après combats sur la Bzura, des unités de l'Armée rouge envahirent le 17 septembre le territoire oriental de la Pologne. Cette agression soviétique, non provoquée, viola plusieurs accords internationaux, ainsi que des ententes bipartites avec la Pologne comme le traité de Riga de 1921 et le pacte de non-agression de 1932. L'attaque des Soviétiques

désorienta les Polonais. Certaines divisions du Corps de défense des frontières entreprirent de se battre contre le nouvel agresseur, tandis que d'autres se rendaient. Le comportement de l'agresseur soviétique était proche des pratiques allemandes. Dans les environs de Wilno, les soldats de l'Armée rouge exécutaient les soldats de l'armée polonaise qu'ils avaient capturés. Les prisonniers polonais furent maltraités avec brutalité à Grodno, Nowogrodek, Sarny, Tarnopol et dans d'autres localités. A Rohatyn, les Soviétiques se livrèrent à un carnage sur les soldats et la population civile polonaise.

A l'annonce de l'avance des armées soviétiques, le président, le gouvernement et le commandant en chef, le maréchal Ryzd-Smigly, s'enfuirent en Roumanie où



de Tomaszow Mazowiecki et d'Ilza, fut encerclée et coupée du passage vers la Vistule. Les trois armées polonaises, "Poméranie", "Poznan" et "Lodz", dans la phase finale de leur retraite, furent obligées de passer à travers la ligne d'encerclement dans la région de Varsovie. Le commandement polonais créa deux nouvelles armées, "Lublin" et "Varsovie", destinées à défendre le front sur le cours central de la Vistule. Mais ces armées étaient improvisées et n'étaient pas en état d'assurer le maintien de la nouvelle position défensive. La bataille la plus sanglante et la plus acharnée, la bataille de la Bzura (du 9 au 20 septembre), débuta sur la partie centrale du front. Ce fut une des plus grandes batailles menées durant la guerre défensive de la Pologne en 1939. Deux armées



ils furent internés. Seules Varsovie, Modlin, Hel et quelques divisions dispersées se défendaient encore.

## La défense de Varsovie et de Modlin

Depuis le début de la seconde guerre mondiale, Varsovie était un des buts principaux des attaques de l'aviation allemande. Dès l'aube du 1er septembre, les attaques aériennes régulières commençaient sur la capitale. Les hitlériens bombardaient tout: les maisons d'habitation, les écoles, les lieux de culture, les hôpitaux. La défense antiaérienne active polonaise était assurée par la Brigade de chasse sous le commandement du lieutenant-colonel Stefan Pawlikowski. Jusqu'au 6 septembre, la Brigade aérienne de chasse abattit 43 avions allemands (plus probablement 9 autres et 20 endommagés). Toutefois, durant la période des combats pour la défense de Varsovie, elle perdit 38 avions soit environ 78% de son état initial. La défense antiaérienne de la ville était dirigée par le colonel T. Bogdanowicz, tandis que le vice-président de Varsovie, J. Kulski, en était le commandant civil.

A la demande du maréchal Rydz-Smigly, le ministre des armées, le général Tadeusz Kasprzycki, créa le 3 septembre le commandement de la défense de Varsovie à la tête duquel il nomma le commandant en chef des gardes-frontières, le général Walerian Czuma. Au commencement, le commandement disposait de forces et de moyens faibles qui furent renforcés petit à petit par des divisions arrivant à Varsovie en provenance de l'est de la Pologne. Le 8 septembre, la première colonne blindée allemande atteignit Varsovie et commença les tirs d'artillerie. Sur ordre du commandant en chef, l'armée "Varsovie" fut créée sous le commandement du général Juliusz Rômmel dont dépendaient le régiment de défense de la ville et les divisions défendant le Bug et la Narew de Modlin à Zegrze et la Vistule jusqu'à la Pilica. A la place des pouvoirs de l'Etat et de l'administration qui depuis le 4 septembre en même temps que le gouvernement avaient commencé à évacuer la ville, fut créé un conseil municipal avec à sa tête Stefan Starzynski qui fut nommé commissaire civil de la défense. Une Garde civile fut également créée pour veiller à la sécurité et à l'ordre dans la ville. Sur l'initiative du PPS, fut constitué un Comité ouvrier d'aide sociale qui s'occupa d'organiser des compagnies et des bataillons ouvriers employés à la construction de renforts et de fortifications. A partir du 9

septembre, débuta la formation de la Brigade des ouvriers volontaires de Varsovie qui par la suite prit part à la défense de la ville aux côtés des unités militaires. Après trois semaines de combats difficiles, ce qui restait des armées "Poznan" et "Lodz", défaits dans la bataille de la Bzura, arriva à Varsovie. Au total, on comptait 120.000 soldats dans la capitale encerclée. Le 24 septembre, toutes les armées allemandes encerclant Varsovie furent placées sous les ordres du commandant de la 8ème Armée, le général Blaskowitz. Pendant la préparation de l'assaut final, les hitlériens pilonnaient la ville nuit et jour sous le feu systématique de l'artillerie lourde et la bombardaient régulièrement avec des forces aériennes importantes. Le manque d'eau, de nourriture et de munitions, ainsi que la situation difficile de la population civile, obligèrent le commandement de la défense à cesser toute résistance. Varsovie capitula le 28 septembre 1939.

La forteresse de Modlin, repoussant les attaques violentes de l'infanterie allemande, se défendit jusqu'au 29 septembre. Au début, elle était défendue par un groupe dégagé de l'armée "Modlin". Le 13 septembre, le régiment de la forteresse fut renforcé par des unités de l'Armée "Lodz". Le commandant de la défense fut le général Victor Thommée. A partir du 18 septembre, les allemands portèrent des attaques d'encerclements systématiques en s'appuyant sur l'infanterie, le génie militaire, l'artillerie et l'aviation. Ici aussi c'est le manque de nourriture, de munitions et de médicaments qui obligea les Polonais à capituler.

## La défense du littoral polonais

Conformément au plan de guerre, le commandant de la marine de guerre, l'amiral Swirski, ordonna de ne laisser sur les eaux territoriales qu'une partie des forces, celles qui étaient indispensables à la défense des bases maritimes de Gdynia, Oksywie, Westerplatte et Hel. Les forces principales, représentées par la division des contre-torpilleurs, se rendirent en Angleterre encore avant le début de la guerre. En septembre 1939, les bases maritimes polonaises furent défendues d'une manière particulièrement héroïque dans des conditions d'isolement total. Westerplatte, sous le commandement du major Sucharski, ne capitula que le 7 septembre dans des conditions honorables malgré une supériorité écrasante de l'ennemi. Gdynia et Oksywie, sous le commandement du colonel Dabek, se

défendirent jusqu'au 17 septembre, tandis que Hel, sous le commandement du contre-amiral Unrug et du capitaine de vaisseau Steyer, ne capitula que le 2 octobre. Les sous-marins ORP "Sep", "Rys" et "Zbik" étaient en opération dans la Baltique, mais coupés de leurs bases et poursuivis par la Kriegsmarine ils furent obligés à la fin de la campagne de se réfugier en Suède où ils furent arraisonnés. Le sous-marin ORP "Wilk" parvint à se rendre en Angleterre tandis que l'ORP "Orzel" fut retenu illégalement à Tallin et en partie désarmé. Grâce à l'attitude déterminée de l'ensemble de l'équipage, le 17 septembre, l'ORP "Orzel" s'enfuit de Tallin, traversa sans cartes et sans instruments de navigation le détroit du Sund étroitement surveillé et rallia la flotte britannique.

## Les derniers combats de la guerre défensive de Pologne

La dernière unité polonaise à se battre fut le groupe opérationnel "Polesie" commandé par le général Franciszek Kleberg. Du 2 au 5 octobre, elle mena sa dernière bataille à Kock, couronnée par un succès tactique du côté polonais. Cependant, en raison de la situation difficile du pays et du manque de munitions, le général Kleberg prit la décision de cesser les combats. Le 6 octobre, les divisions polonaises rendirent les armes à Czarna.

\* \* \*

La campagne de septembre fut une défaite complète pour les armées polonaises. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où il fallait se battre en même temps contre deux puissances et que l'aide des alliés ne se limita qu'à des déclarations. Ce n'est qu'avec un certain recul que l'on peut apprécier l'acharnement de la résistance polonaise opposée aux Allemands. Ils subirent des pertes significatives et, malgré l'agression soviétique, ils se battirent contre les Allemands pendant plus d'un mois. La défaite ne signifia cependant pas pour la Pologne la fin des actions de guerre. Aussitôt, un mouvement de résistance politique et militaire commença à se former dans le pays. Dès le 27 septembre, le Service pour la victoire de la Pologne fut créé et quelques mois plus tard l'Union pour la lutte armée passa à l'action.

Włodzimierz HETMAN  
traduit par Richard ZIENKIEWICZ



# LES POLONAIS SUR LES DIFFERENTS FRONTS OCCIDENTAUX DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

## LA BATAILLE DE NARVIK

Une bataille navale eut lieu dans les premiers jours du mois d'avril 1940 sur le littoral norvégien. Dans le cadre de la flotte britanniques, on comptait entre autre l'ORP Orzeł (qui torpilla le bateau de transport allemand Rio de Janeiro) et le groupe des destroyers ORP Błyskawica, ORP Burza et ORP Grom. Trois grands bateaux de voyageurs, le Sobieski, le Batory et le Chrobry, participèrent à la campagne comme transporteurs. Des unités de combat anglaises, françaises et la Brigade autonome de chasseurs de Podhale débarquèrent le 8 mai dans le port d'Harstadt sur l'île d'Hinnoya. La bataille principale de Narvik débuta dans la nuit du 27 au 28 mai. Les sections polonaises s'emparèrent d'Ankenes et de Beisfjord puis attaquèrent Sildvikfj. Les succès des Polonais et surtout les valeurs morales et combattives dont ils firent preuve dans les conditions extraordinairement difficiles du terrain montagneux, rencontrèrent la plus haute appréciation de la part des commandants des troupes alliées. Pour les Polonais cette bataille eut une importance particulière car c'était la première confrontation armée des soldats polonais avec des troupes allemandes après septembre 1939.

## LES POLONAIS DANS LA DEFENSE DE LA FRANCE

Les unités de l'armée polonaise reconstituée en France participèrent à la campagne de France. A l'exception de la marine de guerre, de l'aviation et de quelques compagnies antichars, les Polonais furent engagés dans les combats seulement dans la deuxième phase de la campagne, après la rupture par les Allemands du front sur la Somme et l'Aisne en juin 1940. La 10<sup>ème</sup> Brigade de cavalerie blindée, sous le commandement du général Maczek, reçut pour mission de fermer la brèche en train de s'agrandir entre deux armées françaises qui se repliaient en désordre vers le sud. Les Polonais battirent à Champaubert et Montmirail. Grâce à une contre-attaque surprise, ils regagnèrent momentanément Montbard.

La Première Division de grenadiers, sous le commandement du général Duch, joua un rôle plus important. Elle constituait la colonne vertébrale du 20<sup>ème</sup> Corps français et en défendant le secteur fortifié de la Sarre, elle se retrouva sur la direction principale de l'attaque de la Première Armée allemande du général Witzleben. Cette division, qui défendait la section Altwiller-Lening a mené ensuite des

actions de retardement sur la ligne Dieuze-Lagarde, où elle se battit rageusement sur le canal de la Marne au Rhin à Lagarde et Baccarat.

La Deuxième Division de chasseurs du général Prugar-Ketling s'est battue dans le cadre du 42<sup>ème</sup> Corps français, au



commencement dans la région de Belfort, et ensuite sur les bords du Doubs à Maiche. Elle se battit sur la Saône pour protéger le 45<sup>ème</sup> Corps français contre les divisions blindées de Guderian qui l'entouraient. La tâche de défendre le réduit breton dans la région de Rennes fut confiée à la Brigade autonome de chasseurs de Podhale appelée de Norvège, placée sous le commandement du général Szyszko-Bohusz, et au groupe de combat, de la taille d'un régiment, formé sur le champ dans le camp de Coëtquidan. La Brigade autonome de chasseurs de Podhale fut écrasée dans les combats par les tanks allemands, tandis que le groupe de combat du camp de Coëtquidan parvint à reculer sur la Loire. Les unités polonaises ont constitué une part importante de l'armée française, mais elles n'ont pas toujours été utilisées à bon escient et les pertes en tués et en blessés se sont élevées à environ 6000 soldats. A l'exception de la 2<sup>ème</sup> Division de chasseurs à pied qui fut internée en Suisse, toutes les unités polonaises furent dissoutes. Environ 20000 soldats polonais réussirent à être évacués en Grande Bretagne. Des unités de la marine polonaise de guerre et de commerce participèrent également à cette action d'évacuation.

## LES POLONAIS DANS LA DEFENSE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Les aviateurs polonais se couvrirent d'une grande gloire dont on ne se souvient pas toujours, quand il a fallu défendre le Royaume Uni devant l'opération allemande d'invasion. Des pilotes polonais combattaient déjà en juillet 1940 dans les groupes d'aviation de combat britanniques. Dans la seconde moitié d'août, les premiers groupes d'aviation polonais: le 302 de Poznań et le 303 "T Kościuszko" de Varsovie entrèrent dans le combat. En octobre 1940 dans les groupes d'aviation de la RAF, on comptait environ 80 pilotes polonais. Ils fêtèrent leur plus grand triomphe le 15 septembre après avoir repoussé avec la RAF une des plus grandes attaques de l'ennemi. Le groupe 303 abattit 15 avions, les 302 en abattit 8, plus probablement 3. Dans les escadrilles britanniques les Polonais abattirent 3 avions et en touchèrent 3. Le roi Georges VI présenta au groupe 303 ses félicitations personnelles et Churchill déclara que "Jamais dans les conflits humains une si grande population n'avait contracté une si grande dette envers une si petite poignée d'hommes". Malheureusement la mémoire de Churchill (ou plutôt son hypocrisie) fut assez courte, ce dont il donna la preuve au cours de la conférence de Jahta.

Deux groupes polonais de bombardiers: le 300 de Mazovie et le 301 de Poméranie, participèrent également à la bataille aérienne de Grande Bretagne. Ils prirent part aux expéditions sur les ports d'invasion.

## TOBROUK

A la mi-août 1941, La Brigade autonome de chasseurs des Carpates fut transportée par voie maritime à la forteresse de Tobrouk assiégée par les armées allemandes et italiennes. La brigade prit la défense du secteur occidental de la forteresse et la défendit efficacement pendant 4 mois, jusqu'au moment où l'offensive britannique libéra Tobrouk. Au-dessus des positions polonaises défendant la trouée, dominait la colline Medauar occupée par les allemands, sur laquelle se trouvaient à demeure des fortifications et une artillerie nombreuse. Les difficultés de cette lutte défensive étaient encore aggravées par les conditions climatiques: la canicule, le manque d'eau et de nourriture. Les sorties et les patrouilles étaient exécutées la nuit et en cachette, ce qui amena les Allemands à appeler les Polonais "les rats de Tobrouk". Le 9 décembre, les Polonais, au cours



une attaque nocturne, s'emparèrent de la colline Medauar. Ils conquièrent ensuite la région d'Acroma, prenant beaucoup de matériel et faisant des prisonniers, et empêchèrent l'ennemi de se replier le long de la chaussée maritime.

### MONTE CASSINO

Le Monte Cassino - montagne dans la partie centrale de l'Italie avec une abbaye bénédictine, fut pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale un point très important dans la défense allemande, permettant de contrôler la route la plus courte entre Naples et Rome. Le Deuxième Corps polonais sous le commandement du général Anders, prit part à la quatrième attaque (11 au 29 mai 1944), après les trois consécutives des troupes alliées. La 3<sup>ème</sup> Division de chasseurs des Carpates, sous le commandement du général Duch, et la 5<sup>ème</sup> Division d'infanterie des Confins, commandée par le général Sulik, s'emparèrent des collines près des combats difficiles. Le 18 mai au matin, les soldats polonais

s'emparèrent du monastère sur lequel ils plantèrent le drapeau blanc et rouge. Le commandant de la 8<sup>ème</sup> Armée, le général Oliver Leese, affirma que le 2<sup>ème</sup> Corps polonais, par son action, contribua à gagner la bataille de Rome et que cette action entrera dans l'histoire comme un formidable fait d'armes polonais. Les pertes du 2<sup>ème</sup> Corps dans la bataille de Monte Cassino s'élevèrent en tout à 4199 soldats dont 924 tués. Le général Sulik, au cours des cérémonies funèbres au cimetière militaire en Italie, déclara: "...aujourd'hui nous prions Dieu pour la paix de ceux qui périrent ici, car nous laissons ici nos meilleurs collègues et des hommes de tous les grades, du colonel au simple soldat, de l'aumônier au médecin. Aujourd'hui, bien que la douleur nous serre le coeur, nous sommes fiers d'avoir accompli notre devoir jusqu'au bout. Votre mort, soldats disparus, est un exemple de ce que les mots 'amour de la Patrie' ne sont pas des mots vides pour une fête ou un discours creux. Tout ce que nous faisons, nous le faisons en pensant à la Pologne".



### ANCONA

Après la fin de la bataille de Rome, le 2<sup>ème</sup> Corps polonais reçut pour mission de briser la défense allemande entre la rivière Ansona et Esino sur l'Adriatique. A la suite de sanglants combats menés dans la région de Loreto, l'attaque fut lancée sur Ancona le 17 juillet. Le Monte della

Crescia et le Monte Torto furent conquis et le lendemain les Polonais occupèrent Ancona.

### DE FALAISE A WILHELMSHAVEN

Le 1 août 1944, la Première Division blindée, sous le commandement du général Maczek, débarqua sur les plages de Normandie et fut intégrée à la 1<sup>ère</sup> Armée canadienne. Du 7 au 23 août, elle participa à la bataille de Falaise qui se termina par une victoire grâce à la vaillance des soldats polonais. Les cotes 113 de Chambois et 262 du Mont Ormel furent conquises et maintenues. Dans ces combats les Polonais démontrèrent une extraordinaire force d'esprit, supportant les attaques des meilleures divisions allemandes dont la 1<sup>ère</sup> Division SS "Adolf Hitler" et la 12<sup>ème</sup> Division SS "Hitlerjugend". Une semaine après la bataille, la division polonaise, après avoir complété ses pertes,

se mit à la poursuite de l'ennemi, parcourant en 10 jours 470 kilomètres et s'emparant de Gand. Le même jour, elle franchit la frontière belgo-hollandaise. Sur son chemin de combat, de nombreuses villes belges et hollandaises durent leur libération aux soldats polonais. La libération de Breda fut un grand exploit. Les Belges et les Hollandais saluaient cordialement les soldats polonais qui les libéraient du joug allemand. Le Prince Bernard de Hollande, commandant des forces militaires hollandaises, envoya au général Maczek une lettre dans laquelle il déclarait: "J'exprime à vos soldats le remerciement du peuple hollandais et le mien également pour le rôle sérieux et important qu'ils jouèrent dans la libération de notre pays. Cela a créé un lien très fort entre nous et nous ne l'oublierons jamais. Vous avez gagné beaucoup d'amis dans notre pays et vous serez ici toujours les bienvenus".

Au début du mois d'avril 1945, la 1<sup>ère</sup> Division partit en direction de la frontière allemande et l'atteignit le 15 avril. Elle combattit rageusement jusqu'au 4 mai, couronnant sa glorieuse marche par l'accueil de la capitulation de la forteresse et de la base de la marine allemande de

Wilhelmshaven.

### ARNHEM

Au mois de septembre 1944, les armées alliées menèrent dans la région d'Arnhem des actions offensives qui avaient pour but l'unification de l'attaque des deux armées britanniques avec l'opération de débarquement de la 1<sup>ère</sup> Armée aéroportée incluant la 1<sup>ère</sup> Brigade autonome polonaise de parachutistes. Malgré des combats sévères, le but de l'opération, qui était d'ouvrir le chemin aux armées alliées en Allemagne du nord, ne fut pas atteint. Le poids principal de la lutte fut supporté par les Polonais malgré la coopération avec les unités britanniques. Au prix de grandes pertes, sans moyens de passage et sans appui suffisant du feu, ils formèrent un front et, quand son maintien devint impossible et que fut commandée l'évacuation, ce sont aussi les Polonais qui menèrent les actions de couverture.

### BOLOGNE

La rupture du front à Bologne et la libération par les Polonais de cette ville eurent une importance décisive pour la défaite finale des Allemands sur le front italien. Les sections du 2<sup>ème</sup> Corps polonais pénétrèrent dans Bologne, saluées par les ovations de la population. Le 9<sup>ème</sup> Bataillon de chasseurs des Carpates reçut solennellement le nom de "Bolonais" et 17 commandants reçurent le titre de citoyens d'honneur de la ville. Le sénat de Bologne remit aux soldats polonais 215 médailles commémoratives spécialement frappées à cet effet, portant l'inscription "Aux libérateurs qui entrèrent les premiers à Bologne le 21 avril 1945 - en témoignage de reconnaissance".

Andrzej ZWOLINSKI  
traduction Richard ZIENKIEWICZ

L'ARMÉE POLONAISE  
durant la 2<sup>ème</sup> guerre  
mondiale combattit  
environ 600.000 hommes  
sur les différents  
fronts. - Elle était  
la 4<sup>ème</sup> Armée en  
nombre de combattants  
parmi les Alliés!  
U.S.A. 14.304.000  
URSS, 11.305.000  
G.B. 5.456.000  
POL. 600.000



LITANIA ŚWIĘTOKRZYSKA.

„EMILIA”

NAJŚWIĘTSZA PANI W CZERWONEJ ZAPASCE  
IDĄCA POŚRÓD PÓL KWIETNYCH WONNYMI MIEDZAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

MATKO PRZEDZIWNNA, KTÓRA CO DNIA IDZIESZ  
POPRAZ PUSZCZE JODŁOWĄ POWSTANCÓW ŚLADAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

MATKO CHRYSYUSA ZADUMANA W OBOZIE LANGIEWICZA  
NAD TRAGICZNYMI POLSKI ŁOSAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

HUBALOWA PATRONKO PROWADZĄCA ULANÓW  
PO WOLNĄ POLSKĘ LEŚNYMI DUKTAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

GWIAZDO ZARANNA ŚWIECĄCA NADZIEJĄ  
NAD CHATĄ „PONUREGO” I JANOWICAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

KRÓLOWO MECZENNİKÓW POLSKICH  
SKROPIONYCH OCZU TWYCH ŁZAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

MATKO ŁASKI BOŻEJ Z OBOZU „PONUREGO”  
WSŁUCHANA W PIĘSN JODŁOWĄ, PEŁNĄCĄ BORAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

PANNO ŁASKAWA DLA TWYCH WIERNYCH SYNÓW  
Z ZIEMI KRWIA PRZESIAKNIĘTEJ I GORZKIMI ŁZAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

MATKO NAJSŁICZNIEJSZA POCHYLONA Z ŻAŁOŚCIĄ  
NAD „ZJAWY” ZWŁOKAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

MATKO BOLESNA ZAMYKAJĄCA OCZY „PONUREGO”  
W ŚMIERTELNEJ MECE POD JEWŁASZAMI,  
MÓDL SIĘ ZA NAMI...

POCIESZYCIELKO STRAPIONYCH, PRZENIEŚ PROCHY „PONUREGO”  
TOBIE TYLKO ZNANYMI BOSKIMI DROGAMI,  
NASZA NADZIEJO, MÓDL SIĘ ZA NAMI...

WIEŚZ MARYJO, JAK BYŁY SERCŪ JEGO BLISKIE,  
NAJPIĘKNIEJSZE ZE WSZYSTKICH GORY ŚWIĘTOKRZYSKIE.  
DZIŚ TU CIEBIE PROSIMY SERC NASZYCH GŁOSAMI,  
MATKO GÓR ŚWIĘTOKRZYSKICH, MÓDL SIĘ ZA NAMI...





43



Ed Wessely W. 1988n.



# 50 ROCZNICA POWSTANIA BRYGADY ŚWIĘTOKRZYSKIEJ

Historia tej jednostki partyzanckiej mało jest znana młodszemu pokoleniu Polaków. Dlatego dziś, w pięćdziesiątą rocznicę powstania tej jednostki partyzanckiej Narodowych Sił Zbrojnych, należy przypomnieć jej historię.

Brygada Świętokrzyska powstała z koncentracji oddziałów partyzanckich Narodowych Sił Zbrojnych w lasach Gór Świętokrzyskich na terenie V Okręgu Wojskowego Kielecko-Radomskiego NSZ. Na początek koncentracji oddziałów leśnych dowództwo okręgu wyznaczyło datę 8 sierpnia 1944 roku, w okolicach majątku Lasocin. Rozkazem Komendy Głównej NSZ na dowódcę zgrupowania został mianowany pułkownik Bohun-Dąbrowski. Objął on dowództwo w dniu 11 sierpnia 1944. Początkowy stan brygady wynosił około 850 partyzantów, a po paru tygodniach wzrósł do stanu 1400 ludzi, i przez cały okres działań partyzanckich w kraju utrzymywał się w granicach 1200-1500 żołnierzy. Oddziały liniowe brygady składały się z dwu pułków: 202 i 204 p.p., plus szwadron kawalerii i oddział artylerii. Ponadto brygada posiadała liczny tabor konny oraz oddziały łączności, saperów i żandarmerii.

Jako jeden z większych oddziałów leśnych na terenie Polski centralnej, Brygada Świętokrzyska stosowała taktykę partyzancką, która przez ponad pięć miesięcy umożliwiła jej operowanie w Górach Świętokrzyskich, nie ponosząc większych strat własnych, w sumie około 20 zabitych i 50 rannych. W tym samym czasie brygada wykonała ponad 4000 km marszu. Główne akcje bojowe brygady przeciwko okupantowi niemieckiemu na ziemiach polskich to: 20/08/1944 Kurzelów, 23/08/1944 Raszków, 28/08/1944 Zagłębice, 01/09/1944 Radoszyce, 20/09/1944 Caków, 12/11/1944 Kempa, 20/12/1944 Marcinowice i 14/01/1945 Pogwizdów. Ponadto brygada przeprowadziła kilka akcji przeciwko oddziałom komunistycznym. Ofensywa sowiecka, która rozpoczęła się 13 stycznia 1945 roku zaskoczyła brygadę w wioskach powiatu miechowskiego, około 40 km od frontu. Ostatni rozkaz - jaki kurier przywiózł tego dnia wczesnym rankiem z Komendy Głównej NSZ z Krakowa - brzmiał: "Wycofać się na Śląsk. Pomocy żadnej udzielić nie możemy. Należy liczyć na własne siły ..." I tak dowódca Brygady Świętokrzyskiej stanął przed bardzo trudnym zadaniem, dźwigając na swych barkach odpowiedzialność za życie ponad tysiąca żołnierzy.

Pierwotnym założeniem dowództwa NSZ była ochrona członków NSZ przed wyniszczeniem biologicznym przez polską "bezpiekę" i sowieckie NKWD, po zajęciu przez nich ziem polskich. Brygada miała przesunąć się na Śląsk i tam się rozwiązać. Wykonanie tego zadania stało się niewykonalne wobec tempa następujących wydarzeń. W powstałej sytuacji, płk. Bohun-Dąbrowski postanowił oderwać brygadę od zbliżającego się szybko frontu, wykorzystując powstałe zamieszanie i panikę na tyłach armii niemieckiej. Zadanie udało się. Jednakże po ustabilizowaniu się frontu, brygada znalazła się w bardzo delikatnej i trudnej sytuacji. Trzeba było zrezygnować na czas nieokreślony z prowadzenia dalszej walki z Niemcami. Zaczęły się naciski Niemców do zmuszenia brygady do wzięcia udziału w walkach na froncie sowieckim. Naciski te sztab brygady stale stanowczo odrzucał. Były nawet dwie próby rozbrojenia brygady. W całym tym arcytrudnym okresie nacisków, nie zaistniało jednak żadne taktyczne współdziałanie pomiędzy oddziałami Brygady a wojskami niemieckimi.

W ówczesnej sytuacji, Niemcy zaczęli już sobie zdawać sprawę z przybliżającą się klęską i dążyli w tajnych kontaktach do zawarcia odrębnej kapitulacji z aliancami zachodnimi, a brygada mogła być pewną przydatnością polityczną, ale to pozwalało jej zyskać ogromnie na drogocennym czasie. To co wydawało się jeszcze niedawno nieosiągalne, stawało się możliwe: ocalenie ludzi i dołączenie do armii alianckich na Zachodzie.

Patriotyzm, rozwaga i dojrzałość polityczna dowódcy Brygady Świętokrzyskiej sprawiły, że wyprowadził swych żołnierzy z ukochanej Ojczyzny w obliczu nowej niewoli, nie pozostawiając ich własnemu losowi na pastwę nowych prześladowań, tym razem w więzieniach Bezpieki i NKWD. To wyprowadzenie Brygady Świętokrzyskiej z kraju z bronią w rękę, było bezspornie jednym z niewielu udanych osiągnięć oręża polskiego w okresie drugiej wojny światowej. Warto w tym miejscu przypomnieć instrukcję Naczelnego Wodza gen. Sosnkowskiego z Londynu z dn. 25 lipca 1944 roku (o treści tej instrukcji d-ca brygady dowiedział się dopiero po zakończonej wojnie). Oto wyjątek: "... W obliczu szybkich postępów okupacji sowieckiej na terytorium Kraju trzeba dążyć do zaoszczędzenia substancji biologicznej Narodu wobec podwójnej eksterminacji.

Upoważniam was w razie koniecznej potrzeby do wycofania najbardziej zagrożonych elementów AK, a przede wszystkim młodzieży". Komentarz zbyteczny... 24 kwietnia Brygada Świętokrzyska, marszami ubezpieczonymi poprzez Czechy, osiągnęła wieś Vsekary, położoną w pobliżu szosy Pilzno-Bischofstentz. W tym czasie 3 Armia Amerykańska pod dowództwem gen. Pattona została wstrzymana przez silną obronę niemiecką z drugiej strony Pilzna.

Patrol brygady, wysłany wcześniej, nawiązuje bezpośredni kontakt z dowództwem amerykańskim, informując o zamierzonej przez brygadę akcji bojowej na znajdujący się w tym rejonie obóz koncentracyjny kobiet w miejscowości Holiszów. Akcję przeprowadzono w dniu 5 maja 1945. Zaskoczenie Niemców było całkowite. Wzięto do niewoli 200 SS-manów i 15 kobiet dozorczyń. Uwolniono około 1000 kobiet różnych narodowości, w tym ponad 400 Francuzek i około 280 Żydówek. Te ostatnie były zamknięte w dwóch odrutowanych barakach, obstawionych beczkami z benzyną, które miały być podpalone gdy wojska amerykańskie zbliżą się do obozu na odległość 20 km. Szybka i niespodziewana akcja oddziałów brygady uratowała te więźniarki od niechybnej śmierci. Po uwolnieniu obozu koncentracyjnego, oddziały brygady kontynuowały akcję likwidacji punktów oporu niemieckiego w kierunku Pilzna. Wreszcie w dniu 6 maja nastąpiło upragnione połączenie Brygady Świętokrzyskiej z Armią Amerykańską. Przed tym jednak spotkaniem, we wspólnej bojowej akcji z czołowymi elementami 2 dywizji pancernnej (Indian Heads), III Armii gen. Pattona, oddziały brygady wzięły do niewoli sztab XIII Armii Niemieckiej z 2 generałami, 70 oficerami wyższych stopni oraz załogą 500 żołnierzy w miejscowości Hradistovy.

Po zakończeniu działań wojennych, Brygada została przeorganizowana, a jej oddziały przyjęte do służby wartowniczej przy Armii Amerykańskiej na terenie okupowanej Bawarii.

Wobec niemożliwości rychłego powrotu do Ojczyzny, lata 1948-50 stały się okresem masowej dalszej emigracji i rozproszenia żołnierzy Brygady Świętokrzyskiej po wszystkich zakątkach świata.

H. WERNO  
(B. żołnierz Brygady Świętokrzyskiej)



# POLSKA W POLITYCE MOCARSTW: 1939 - 1945 (1)

W chwili napaści Niemiec hitlerowskich na Polskę - 1 września 1939 roku, Wielka Brytania była sojusznikiem Rzeczypospolitej, Związek Sowiecki szykującym się do ataku wrogiem, zaś Stany Zjednoczone mocarstwem zachowującym neutralność wobec rysującego się konfliktu światowego. Siłą rzeczy państwa te nie mogły prowadzić jakiegokolwiek skoordynowanej polityki wobec Polski w okresie poprzedzającym atak niemiecki na ZSRR 22 czerwca 1941 roku oraz wypowiedzenie przez Hitlera wojny Stanom Zjednoczonym 11 grudnia 1941 roku. Taka ewentualność zaistniała, gdy wszystkie trzy mocarstwa znalazły się w jednym bloku państw walczących z Trzecią Rzeszą i jej sprzymierzeńcami.

Wielka Brytania zawarła z Rzeczypospolitą układ sojuszniczy 25 sierpnia 1939 roku. Przewidywał on, że "jeśli jedna z układających się stron znajdzie się w stanie działań wojennych w stosunku do jednego z państw europejskich, wskutek napaści tego państwa, druga układająca się strona udzieli natychmiast stronie napadniętej wszelkiej pomocy, na jaką ją stać". Wypełniając swoje zobowiązanie rząd brytyjski wypowiedział Niemcom wojnę 3 września, a w ślad za nim podobnie postąpił tego samego dnia rząd francuski.

W tajnym protokole do polsko-brytyjskiego układu znalazło się również stwierdzenie, że "w wypadku akcji ze strony państwa europejskiego innego niż Niemcy", sygnatariusze będą wyłącznie konsultować się "wzajemnie co do kroków, jakie należy wspólnie przedsięwziąć". Wielka Brytania zastrzegła się więc, że nie udzieli pomocy Polsce napadniętej przez Związek Sowiecki. Gdy agresja sowiecka na Rzeczypospolitą stała się faktem 17 września 1939 roku, Brytyjczycy zdobyli się tylko na wydanie komunikatu 18 września oraz skierowanie 19 września noty do sowieckiego komisarza spraw zagranicznych Władysława Mołotowa. W dokumentach tych odrzucali tezę sowiecką, jakoby państwo polskie przestało istnieć, potwierdzali swoje zobowiązania sojusznicze oraz gotowość prowadzenia wojny do ostatecznego zwycięstwa. Nie wypowiadali jednak wojny sowieckiemu najeźdźcy.

Niechęć brytyjska do jakiegokolwiek zaangażowania się przeciwko Związkowi Sowieckiemu podyktowana była strachem, by formalnie nie przystąpił on do wojny przeciw państwom zachodnim po stronie Niemiec. Taka ewentualność w ogóle nie istniała, gdyż Stalin snując plany zaborcze w stosunku do Europy, pragnął je w dogodnej chwili zrealizować - nie wcześniej niż w roku 1941 - ale na własny rachunek, czyli między innymi wbrew i przeciwko Niemcom. Klęska Francji w czerwcu 1940 roku sprawiła, że rząd polski na uchodźstwie musiał szukać schronienia na wyspach brytyjskich. Władze brytyjskie udzieliły na swoim terytorium gościny rządowi gen. Władysława Sikorskiego. Wkrótce też 5 sierpnia 1940 roku Brytyjczycy zacieśnili współpracę z władzami polskimi, zawierając z nimi umowę wojskową, w której obie strony uznały "ważność w ich wspólnym interesie, utrzymania sił zbrojnych Polski". Do tego momentu obowiązywała tylko umowa z 18 listopada 1939 roku, dotycząca utworzenia oddziału polskiej marynarki wojennej w Zjednoczonym Królestwie oraz umowa lotnicza z 11 czerwca

1940 roku. Nowy układ nakładał na Brytyjczyków zobowiązania związane z uzbrojeniem i wyposażeniem polskich sił lądowych, morskich i powietrznych wyłącznie operacyjnie podporządkowanych naczelnemu dowództwu brytyjskiemu.

Napaść Związku Sowieckiego na Polskę 17 września 1939 roku była konsekwencją sowiecko-niemieckiego układu rozbiorowego z 23 sierpnia 1939 roku, zwanego paktem Ribbentrop-Mołotow, którego najistotniejszą część stanowił tajny protokół dodatkowy. Podpisanie tego dokumentu przesądziło o ataku niemieckim na Polskę i wybuchu drugiej wojny światowej. Hitler bez zabezpieczenia sobie współpracy sowieckiej nie zdecydowałby się na rozpoczęcie wojny. Stalin więc obok Hitlera był sprawcą niespotykanego w dziejach zbrojnego konfliktu międzynarodowego. Uderzenie ze wschodu Armii Czerwonej sprawiło, że Rzeczypospolita znalazła się *de facto* w stanie wojny ze Związkiem Sowieckim.

Głównym celem inwazji sowieckiej było - obok chęci zaboru części terytorium państwa polskiego - również przerwanie ciągłości prawnej najwyższych władz Rzeczypospolitej. Dlatego też w nocy, którą zastępca sowieckiego komisarza spraw zagranicznych Władimir Potiomkin usiłował wręczyć ambasadorowi RP Wacławowi Grzybowskiemu, znalazła się fałszywa teza, że państwo polskie i jego rząd faktycznie przestały istnieć (służyła ona również usprawiedliwieniu pogwałcenia przez Związek Sowiecki paktu o nieagresji z Polską z 1932 roku i protokołu prolongacyjnego do tego paktu z 1934 roku). Generalnie rzecz biorąc, dyplomatyczne dokumenty sowieckie odbijały nie tyle zastaną rzeczywistość, ile intencje władz Związku Sowieckiego. Aby wprowadzić w życie ideę "nieistnienia" państwa polskiego, najszybsze jednostki Armii Czerwonej zostały rzucone w kierunku Pokucia, w celu odcięcia drogi ewakuacji rządowi polskiemu i Naczelnemu Wodzowi do sojuszniczej Rumunii. Zamysł sowiecki nie powiódł się.

Stalin nie uznawał istnienia rządu polskiego na uchodźstwie, kierowanego przez gen. Sikorskiego. Propaganda sowiecka utrzymywała, że jest to rząd samozwańczy, nie akceptowany przez społeczeństwo polskie. W swoich dalekosiężnych planach Stalin nie przewidywał dla Polski nawet statusu państwa satelickiego. Od października 1940 roku zastanawiał się nad możliwością utworzenia polskich oddziałów przy Armii Czerwonej. Miała ona w odpowiednim momencie ruszyć w kierunku Europy Zachodniej, gdy siły dwóch walczących stron - Niemiec i Wielkiej Brytanii - wyczerpałyby się. Z ziem polskich, okupowanych przez Niemcy zostałyby utworzona kolejna republika sowiecka.

Klęskę Francji uznał Stalin za odpowiedni moment dla przeprowadzenia próby podważenia pozycji rządu polskiego na uchodźstwie. Agenci sowieccy podsunęli gen. Sikorskiemu 19 czerwca 1940 roku projekt memorandum, które władze polskie za pośrednictwem brytyjskim skierowały do rządu sowieckiego. Za cenę zgody na stworzenie armii polskiej na terenie ZSRR rząd polski musiałby zakwestionować swą ciągłość prawną, zgodzić się na korektę granicy wschodniej na

ciąg dalszy na str. 8



ciąg dalszy ze str. 7

niekorzyść Polski oraz zaakceptować możliwość przemarszu wojsk sowieckich przez terytorium Rzeczypospolitej okupowanej przez Niemcy. W Moskwie zapewne przypuszczano, że gen. Sikorski będzie postępował mniej ostrożnie pod wpływem doznań związanych z militarnym załamaniem francuskiego sojusznika. Polski premier, odrzucając sowiecki projekt memorandum, nie dał się złapać w zastawioną pułapkę.

Nie tylko państwo polskie znajdowało się w stanie wojny *de facto* ze Związkiem Sowieckim. Wydał on również wojnę społeczeństwu państwa polskiego.

NKWD rozpętało na wschodnich obszarach Rzeczypospolitej terror na niespotykaną skalę. Miał on charakter indywidualny, masowy i - rzekłbym - "elitarny", tzn. wymierzony w elitę narodu polskiego, między innymi w oficerów rezerwy oraz oficerów zawodowych Wojska Polskiego. Aresztowania poszczególnych osób o olbrzymim zresztą zasięgu, uzupełniono deportacjami o horendalnych wymiarach. W sumie ofiarą czterech deportacji (w lutym, kwietniu i czerwcu 1940 roku oraz w czerwcu 1941 roku) padło ponad milion osób. Dodając do liczby deportowanych inne kategorie ofiar systemu sowieckiego, a więc obok jeńców wojennych (250 tys.) również osoby wcielone przymusowo do wojska (150 tys.), a także aresztowane indywidualnie (250 tys.), otrzymujemy liczbę około 1 mln 700 tys. obywateli polskich skazanych na stopniową zagładę przez władze Związku Sowieckiego 5 marca 1940 roku Biuro Polityczne partii bolszewickiej na czele ze Stalinem podjęło na wniosek komisarza spraw

wewnętrznych Ławrentija Berii decyzję wymordowania 14.700 polskich jeńców wojennych oraz 11 tys. polskich osób cywilnych umieszczonych w więzieniach na obszarach wschodniej Rzeczypospolitej. Od końca marca do końca drugiej dekady maja 1940 roku wojskowych i policjantów w liczbie 15.131 osób uprzednio przetrzymywanych w obozach jenieckich, likwidowano fizycznie w Katyniu (tam spoczywają), w Charkowie i Piatichatkach (tam spoczywają) oraz w Twerze (spoczywają w Miednoje). Ludobójstwo na elicie narodu polskiego było więc niejako ukoronowaniem wojny wypowiedzianej przez Stalina społeczeństwu Rzeczypospolitej. NKWD realizowało intencje najwyższych czynników sowieckich, znajdujące odbicie w słynnej mowie Mołotowa z 31 października 1939 roku. Komisarz spraw zagranicznych usiłował wmówić światu, że na 13 mln ludności zamieszkującej zagrabione przez Związek Sowiecki obszary Rzeczypospolitej można doliczyć się jedynie jednego miliona Polaków. W rzeczywistości Polacy stanowili tam względną większość (5 mln 274 tys. tzn. 40% ogółu ludności), zaś działania sowieckiej policji politycznej zmierzały do urzeczywistnienia tezy Mołotowa. O ile przerwanie ciągłości prawnej państwa polskiego nie powiodło się władzom sowieckim, o tyle wyniszczenie żywiołu polskiego częściowo udało się, chociaż efekt byłby pełniejszy, gdyby niemiecki sojusznik nagle nie zaatakował Związku Sowieckiego 22 czerwca 1941 r., tym samym zresztą nieświadomie uprzedzając uderzenie Armii Czerwonej w kierunku zachodnim.

(CDN)

Doc. dr hab. M. K. KAMIŃSKI



# POLSKA W POLITYCE MOCARSTW: 1939-1945 (2)

5 września 1939 roku Stany Zjednoczone ogłosiły neutralność wobec toczącego się konfliktu światowego. Interesowały się bardziej rozrastającą się na Dalekim Wschodzie potęgą japońską, niż wojną na kontynencie europejskim. 22 czerwca 1941 roku, a więc w dniu napaści Niemiec na ZSRR, stan wojny *de facto* między Polską a Związkiem Sowieckim trwał nadal. Jaskrawym tego dowodem były masowe mordy w więzieniach NKWD oraz nieludzka, znaczona trupami, ewakuacja więźniów na wschód. Sytuacja uległa zmianie dopiero 30 lipca, gdy wszedł w życie układ Sikorski-Majski (od nazwiska ambasadora sowieckiego w Londynie Iwana Majskiego), na mocy którego obie strony nawiązały stosunki dyplomatyczne. W tym momencie zakończył się stan wojny *de facto* między Związkiem Sowieckim a Rzeczpospolitą. Stalin zrezygnował też z koncepcji powołania na ziemiach polskich, znajdujących się od początku wojny pod okupacją niemiecką, kolejnej republiki sowieckiej.

Nie oznaczało to jednak, iż sowiecki dyktator uznał aspiracje społeczeństwa polskiego do odbudowania po wojnie niepodległego państwa. W dalekosiężnych planach widział Polskę jako państwo satelickie w tzw. granicach etnograficznych, czyli okrojone na wschodzie o ziemie zabużańskie i bezwzględnie podporządkowane Moskwie. Frazeologia niepodległościowa, którą posługiwał się Stalin w stosunku do Polski, stanowiła wyłącznie zasłonę dymną dla ukrycia intencji dyktatora. Starał się on w ten sposób uspić czujność Brytyjczyków występujących w roli pośredników i dać im do ręki argumenty ułatwiające im "zmiękczenie" strony polskiej podczas rozmów poprzedzających podpisanie polsko-sowieckiego układu politycznego. Władze brytyjskie zaś, zainteresowane w jak najszybszym doprowadzeniu układu do skutku, przybywał im bowiem nowy - liczący się militarnie aliant, wywierały silny nacisk na rząd polski w kierunku pożądanym dla interesów Kremla. Groźba Stalina powołania

"komitetu narodowego", który stałby na czele polskich jednostek wojskowych utworzonych w ZSRR, była tylko próbą szantażu wobec rządu gen. Sikorskiego, ale również - dla uważnego analityka - odkryciem kart co do rzeczywistych zamiarów władz sowieckich na przyszłość.

30 lipca 1941 roku Polska i Związek Sowiecki stały się formalnie sojusznikami. Nawet jednak wówczas, gdy armie niemieckie parły szybko w kierunku Moskwy, zagrażając istnieniu państwa sowieckiego, Stalin nie myślał poważnie o współpracy z władzami Rzeczypospolitej. Liczne przykłady jego złej woli przy formowaniu armii polskiej w ZSRR były tego wymownym dowodem. Nastawienie Stalina do współpracy z polskimi władzami było wyłącznie funkcją stosunku ZSRR do Wielkiej Brytanii, na której pomoc materiałową bardzo liczył. Niepomyślna sytuacja militarna nie pozwalała jeszcze Stalinowi na doprowadzenie do poważnego zatargu z Polską na skalę międzynarodową, ale gdzie mógł, rzucał kłody pod nogi stronie polskiej. Rząd polski zaś dysponował słabymi atutami w grze ze Stalinem, gdyż zdołał wynegocjować tylko niedoskonały i niekorzystny dla siebie układ polityczny (brakowało w nim uznania przez Związek Sowiecki granicy z Polską, ustalonej w traktacie ryskim z marca 1921 roku) oraz nieprecyzyjny układ wojskowy (z 14 sierpnia 1941 roku). Toteż Stalin od samego początku uprawiał wobec władz polskich rodzaj sabotażu politycznego, stawiając pod znakiem zapytania możliwość rzeczywistej współpracy. Wizyta gen. Sikorskiego w Moskwie w grudniu 1941 roku była, jak się wkrótce okazało, zupełnie bezowocna z punktu widzenia interesów państwa polskiego i efektywnego współdziałania polsko-sowieckiego. Gen. Sikorski podczas pobytu na Kremlu uchylił się jednak od propozycji Stalina podjęcia dyskusji na temat zmiany polsko-sowieckiej granicy, stwierdzając stanowczo, że "granice z roku 1939 nie mogą być kwestionowane".



Dyplomacja sowiecka w roku 1942 próbowała uniemożliwić współpracę polsko-czechosłowacką na rzecz powołania po wojnie konfederacji, która miałaby chronić sygnatariuszy przed dążeniami sowieckimi do politycznego podporządkowania sobie Europy Środkowo-Wschodniej. W Moskwie zdawano sobie sprawę, że najlepszym sposobem prowadzącym do celu może być nacisk na stronę czechosłowacką. Po raz pierwszy Mołotow formalnie wyraził wątpliwość wobec planów konfederacyjnych podczas rozmowy z czechosłowackim prezydentem Edvardem Benešem 4 czerwca 1942 roku. 16 lipca tego roku ambasador sowiecki przy rządzie na uchodźstwie Aleksander Bogomołow poinformował czechosłowackiego ministra spraw zagranicznych Jana Masaryka, że rząd sowiecki ostatecznie sprzeciwia się polsko-czechosłowackim negocjacjiom, a na początku sierpnia to samo powtórzył Benešowi. W styczniu 1943 roku Bogomołow po powrocie z Moskwy oświadczył Masarykowi, że jego plan zastąpienia konfederacji układem sojuszniczym polsko-czechosłowackim również nie znajduje aprobaty na Kremlu. 2 lutego 1943 r. rząd czechosłowacki na wniosek sekretarza stanu w ministerstwie spraw zagranicznych Huberta Ripki postanowił zawiesić współpracę ze stroną polską w kwestii przyszłego powojennego porządku w Europie Środkowo-Wschodniej. Władze czechosłowackie na uchodźstwie uległy presji sowieckiej, co dla Polski oznaczało, iż w obliczu niebezpieczeństwa ze wschodu nie znajdzie wsparcia innych, również zagrożonych, małych i średnich państw regionu.

Stalin działał konsekwentnie na rzecz osłabienia pozycji rządu polskiego na uchodźstwie. Stwarzając warunki, które prowadziły do wyniszczenia fizycznego tworzącej się w ZSRR armii polskiej, zdołał się jej pozbyć z terenu Związku Sowieckiego praktycznie do końca sierpnia 1942 roku, jednocześnie zrzucając winę za niechęć do współpracy na stronę polską. Oczyszczał sobie w ten sposób przedpole do dalszego manewru, którego celem było powołanie dla Polski marionetkowych władz, zdominowanych przez komunistów. Warunkiem *sine qua non* tego planu działania musiałoby być zerwanie stosunków dyplomatycznych z legalnymi władzami Rzeczypospolitej pod jakimkolwiek pretekstem. Szczęście dopisało Stalinowi, gdy - co może brzmieć paradoksalnie - okazało się, że Niemcy odkryli zbrodnię dokonaną na oficerach polskich w Katyniu. Skorzystał z okazji, by nie tylko winę przerzucić na Niemcy, ale oskarżyć rząd polski o

kolaborację z hitlerowcami i zerwać z nim stosunki dyplomatyczne 25 kwietnia 1943 roku. Okazało się, że ostatnia wyprawa gen. Sikorskiego za ocean do Stanów Zjednoczonych trwająca od 30 listopada 1942 roku do 13 stycznia 1943 roku, mająca na celu "zabezpieczenie sprawy polskiej", nie przyniosła Polsce żadnego wsparcia amerykańskiego w jej stosunkach ze Związkiem Sowieckim. Brytyjczycy, którzy dobrze zdawali sobie sprawę, że Sowietom a nie Niemcy dokonali zbrodni katyńskiej, nie mieli zamiaru publicznie piętnować sowieckiego sprzymierzeńca, milcząco przyjmując jego wersję wydarzeń.

Rząd polski, na którego czele po tragicznej i tajemniczej śmierci gen. Sikorskiego podczas katastrofy lotniczej na Gibraltarze 4 lipca 1943 roku, stanął Stanisław Mikołajczyk, zdawał sobie sprawę z groźącego Rzeczypospolitej niebezpieczeństwa ze wschodu. Jedyńą na to radę upatrywał w niezwłocznym ponownym nawiązaniu stosunków dyplomatycznych ze Związkiem Sowieckim. Liczył w tym względzie na pośrednictwo Wielkiej Brytanii i Stanów Zjednoczonych. Nadzieje na pomoc mocarstw anglosaskich okazały się płonne mimo, iż Brytyjczykom rzeczywiście zależało na reaktywowaniu polsko-sowieckich stosunków dyplomatycznych ze względu na układ sojuszniczy z Polską z 25 sierpnia 1939 roku. Zdołali oni nawet skłonić Amerykanów do akcji pośredniczenia między rządem Rzeczypospolitej a Stalinem. W memorandum do rządu sowieckiego z 11 sierpnia 1943 roku strona amerykańska, zamiast domagać się zdecydowanie powrotu do sytuacji sprzed 25 kwietnia 1943 roku na płaszczyźnie stosunków dyplomatycznych między Sowietami a Polską, chciała skłonić Stalina do rozmów z rządem polskim na tematy sporne. Znakomicie ułatwiła w ten sposób dyktatorowi odpowiedź negatywną 27 września 1943 roku.

Rząd polski ponownie zabiegał o pośrednictwo przed przewidzianą na październik 1943 roku konferencją w Moskwie ministrów spraw zagranicznych trzech mocarstw. Podczas owej konferencji, odbytej w dniach od 19 do 30 października, brytyjski minister Eden nie potrafił zastosować odpowiedniej taktyki wobec Mołotowa, a amerykański sekretarz stanu, Cordell Hull, w ogóle nie wykazywał zainteresowania problemem stosunków polsko-sowieckich i nie potrafił wesprzeć swego brytyjskiego kolegi sensowną argumentacją. (C.D.N.)

M. Krzysztof KAMIŃSKI



# POLSKA W POLITYCE MOCARSTW: 1939-1945 (3)

Konferencja w Teheranie szefów rządów i ministrów spraw zagranicznych Związku Sowieckiego, Stanów Zjednoczonych i Wielkiej Brytanii - w dniach od 28 listopada do 1 grudnia 1943 roku - przyczyniała się jedynie do dalszego osłabienia Polski wobec ZSRR. 28 listopada, Churchill w rozmowie ze Stalinem uznał, bez żadnych warunków, pretensje sowieckie do wschodnich ziem Rzeczypospolitej, wbrew nie tylko oświadczeniu Edena z 30 lipca 1941 roku, ale przede wszystkim wbrew artykułowi 6, układu polsko-brytyjskiego z 25 sierpnia 1939 roku oraz artykułowi 3, tajnego protokołu do tego układu. Sygnatariusze zobowiązali się, iż gdyby jedna z układających się stron zaciągnęła wobec państwa trzeciego nowe zobowiązania, ich wykonanie nie może narażać na szwank "ani suwerenności, ani terytorialnej nienaruszalności drugiej układającej się strony". Churchill pragnął zawarcia w Teheranie porozumienia na temat granicy polsko-sowieckiej, które mogłoby być następnie przedłożone rządowi polskiemu w Londynie do akceptacji, oczywiście wymuszonej. W dwa dni później Roosevelt również zadeklarował wobec Stalina gotowość zgody na przesunięcie obszaru państwa polskiego ze wschodu na zachód. Zastrzegł się tylko, że ze względu na elektorat Amerykanów polskiego pochodzenia, nie może przystąpić w danej chwili do żadnego formalnego porozumienia. Propozycja Roosevelta z 1 grudnia, by rozpocząć rozmowy na temat nawiązania stosunków dyplomatycznych między rządami polskim i sowieckim miała charakter pozorny i jako taka została odrzucona przez Stalina.

Ciążar dalszej dyskusji ze Stalinem spoczął na Churchillu i Edenie. Obaj brytyjscy politycy skupili się zaś na kwestiach granicznych. I na tym polu sowiecki dyktator odniósł sukces. Udało mu się bowiem, w zamian za odstąpienie od żądania utrzymania po wojnie linii *Ribbentrop-Mołotow* na rzecz tzw. linii *Curzona*, która zostawiała po stronie polskiej Łomżę i Białystok, zagarnięte przez Sowiety we wrześniu 1939 roku, uzyskać zgodę przedstawicieli mocarstw anglosaskich na przyłączenie do Związku Sowieckiego północnej części Prus Wschodnich z Królewcem i Tyłżą. Natomiast Churchill nie tylko nie zdołał doprowadzić do podpisania formalnego porozumienia między mocarstwami w sprawie granic Polski, ale nie osiągnął nawet akceptacji Stalina dla ogólnego oświadczenia na temat zasady rekompensaty terytorialnej, które mógłby wręczyć po powrocie do Londynu, Mikołajczykowi. Brytyjskiemu premierowi zależało bowiem na uzyskaniu środka nacisku na rząd polski. Stalin natomiast nie przykładał do tego większej wagi, gdyż czas i tak pracował na jego korzyść.

Rok 1944 stał pod znakiem dalszych agresywnych poczynań Związku Sowieckiego wobec Polski, nie znajdującej oparcia w Wielkiej Brytanii i Stanach Zjednoczonych. Stalin, którego wojska, korzystając z pomocy materialowej i żywnościowej zachodnich aliantów, przejęły inicjatywę przystępując od 15 lipca 1943 roku do wypierania Wehrmachtu z zajętych obszarów i nieubłaganie zbliżając się do granic wschodnich Rzeczypospolitej (w nocy z 3 na 4 stycznia 1944 roku Armia Czerwona przekroczyła je), stawiał rządowi polskiemu coraz bardziej wygórowane warunki, zupełnie nie do przyjęcia. Żądał odeń już nie tylko większej części zaanektowanych przez Armię Czerwoną w 1939 roku obszarów Rzeczypospolitej, domagał się też samounicestwienia najwyższych władz polskich na uchodźstwie, pod pozorem ich reorganizacji.

Gdy 1 sierpnia 1944 roku doszło do wybuchu Powstania Warszawskiego, stanowiącego ostatnią desperacką próbę udowodnienia Wielkiej Brytanii i Stanom Zjednoczonym, kto jest rzeczywistym gospodarzem ziem polskich, by mogły one zdecydowanie przeciwstawić się aneksjonistycznym zapędom Stalina, odkrył on - 13 sierpnia - swój zamiar pozostawienia stolicy Polski jej własnemu losowi. Nie chciał bowiem dopuścić do ujawnienia się części legalnych władz Rzeczypospolitej, przebywających w kraju. Niemcy mieli za niego spacyfikować stolicę Polski, gdzie znajdowało się centrum polskiego państwa podziemnego. Marionetkowe władze dla Polski, pod nazwą *Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego (PKWN)*, sowiecki dyktator powołał w Moskwie 20 lipca 1944 roku. Stalin trzy dni później zgodził się, na prośbę Churchilla, przyjąć w Moskwie premiera Mikołajczyka. Postanowił bowiem wystąpić w roli gospodarza "ułatwiającego" porozumienie między "zwaśnionymi Polakami". Odrzucił w dniu 3 sierpnia propozycję polskiego premiera, przybyłego wieczorem 30 lipca do Moskwy, dokooptowania do nowego rządu polskiego - który zostałby powołany w Polsce po wyzwoleniu stolicy siłami powstańców z pomocą Armii Czerwonej - przedstawicieli partii komunistycznej, występującej pod nazwą *Polskiej Partii Robotniczej (PPR)*. Byliby oni reprezentantami piątej z kolei partii, obok czterech innych, tworzących dotychczas podstawę władz Rzeczypospolitej na uchodźstwie oraz organów państwa podziemnego w kraju: socjalistycznej, ludowej, chrześcijańsko-demokratycznej i narodowo-demokratycznej. Skłonił jednak polskiego premiera do spotkania z delegacją PKWN, kierowanego przez komunistów. Rozmówcy Mikołajczyka zaferowali mu stanowisko premiera w gabinecie, w którym czternaście tek ministerialnych znalazłoby się w rękach ludzi z PKWN, zaś trzy zostałyby powierzone politykom przebywającym w Londynie. Misja premiera Mikołajczyka, trwająca do 9 sierpnia, zakończyła się fiaskiem, gdyż odrzucił on ofertę komunistów, której ceną byłoby rozbitcie legalnych władz Rzeczypospolitej na uchodźstwie.

Ostatnia próba porozumienia się premiera Mikołajczyka ze Stalinem miała miejsce w Moskwie w połowie października 1944 roku. Przebywający z wizytą w stolicy Związku Sowieckiego Churchill skłonił Stalina do zgody na zaproszenie polskiego premiera. Przybył on do Moskwy 12 października. Mikołajczyk oczekiwał jasnego określenia stanowiska władz sowieckich w stosunku do polskiego memorandum z 29 sierpnia, zawierającego propozycję dokooptowania do rządu polskiego, jako piątej, partii komunistycznej. Wobec nieustępliwej postawy Stalina w kwestii granicy na tzw. linii *Curzona*, Mikołajczyk oświadczył stanowczo, że w tej sprawie "nie zgadza się ani z premierem Churchillem, ani z marszałkiem Stalinem" oraz, że nie może "powziąć decyzji w tej sprawie, bo decyzja taka należy do narodu polskiego". Stalin odrzucił natomiast koncepcję powiększenia rządu polskiego o przedstawicieli PPR twierdząc, że jego rozmówca ignoruje istnienie PKWN. Ostatecznie do konkretnych rokowań pomiędzy premierem Mikołajczykiem a PKWN nie doszło. (C.D.N.)

M. Krzysztof KAMIŃSKI



# POLSKA W POLITYCE MOCARSTW: 1939-1945 (4)

Po powrocie Mikołajczyka z Moskwy, w rządzie polskim zarysował się kryzys. Premier nie mógł przekonać swoich kolegów, że bez akceptacji dla żądanej przez Stalina granicy na tzw. linii Curzona, wszelkie rozmowy na temat utworzenia nowego rządu polskiego, uznawanego przez rząd sowiecki, nie mają żadnych szans powodzenia. W dniu 24 listopada premier Mikołajczyk podał się do dymisji. W sześć dni później, 29 listopada, został zaprzysiężony nowy gabinet, na którego czele stanął znany działacz socjalistyczny Tomasz Arciszewski. Rząd opuścili przedstawiciele Stronnictwa Ludowego.

Nowy rząd polski Tomasza Arciszewskiego był izolowany na arenie międzynarodowej nawet przez dotychczasowych sprzymierzeńców - Wielką Brytanię i Stany Zjednoczone. Sytuacja Polski stawała się wręcz tragiczna, jeśli nie zupełnie beznadziejna. Mimo to, rząd polski na uchodźstwie oraz podporządkowane mu kierownictwo polskiego państwa podziemnego w kraju podzieliły się rolami. Na decyzje przywódców Związku Sowieckiego, Stanów Zjednoczonych i Wielkiej Brytanii, podjęte w lutym 1945 roku w Jałcie (konferencja trwała od 4 do 11 lutego), ignorujące istnienie legalnych władz Rzeczypospolitej - w komunikacie końcowym z 11 lutego, nie wspomniano nawet o ich istnieniu - rząd premiera Arciszewskiego zareagował protestem. Rada Jedności Narodowej - podziemny polski parlament powstały pod okupacją niemiecką - nie rezygnując z pryncypiów wyznawanych zarówno w kraju jak i na emigracji, zdecydował się uczestniczyć w rozmowach nad powołaniem Tymczasowego Rządu Jedności Narodowej (TRJN), zapowiedzianego w uchwałach jałtańskich.

Istotę postępowania trzech mocarstw w Jałcie w stosunku do Polski oddają słowa wspomnianego protestu rządu premiera Arciszewskiego z 13 lutego. Znalazło się w nim twierdzenie, że decyzje jałtańskie "zostały przygotowane i powzięte nie tylko bez udziału i upoważnienia Rządu Polskiego, ale i bez jego wiedzy". Ustanowienie polskiej granicy wschodniej wzdłuż tzw. linii Curzona określano w oświadczeniu "jako nowy rozbiór Polski, tym razem dokonany przez sojuszników Polski" (notabene w Jałcie nie została ustanowiona nowa zachodnia granica Polski; sygnatariusze komunikatu ograniczyli się jedynie do enigmatycznej obietnicy "znacznego przyrostu terytorialnego na północy i zachodzie", który "powinno uzyskać" państwo polskie, po zasięgnięciu przez trzy mocarstwa "opinii" TRJN). Władze polskie odniosły się również sceptycznie do jałtańskiej zapowiedzi przeprowadzenia w Polsce "wolnych i nieskrępowanych wyborów". Wyrażały przekonanie, że ze względu na obecność na obszarze Polski wojsk sowieckich, przyszły TRJN, "nawet w obecności brytyjskich i amerykańskich dyplomatów, nie zabezpieczy społeczeństwu polskiemu nieskrępowanego prawa swobodnego wypowiedzania się". Rząd polski w nocy z 18 lutego przypomniał również między innymi, iż Wielka Brytania zobowiązując się do wzięcia udziału w tworzeniu rządu dla Polski oraz akceptując sowiecki zabór wschodnich ziem Rzeczypospolitej angażowała się w wykonanie aktu niezgodnego z uznawaniem Polski za państwo suwerenne i integralne, czyli łamała artykuł 6 układu sojuszniczego z 25 sierpnia 1939 roku oraz art. 3 tajnego protokołu do tego układu.

Decyzja Rady Jedności Narodowej, stanowiąca przykład woli porozumienia - mimo dotychczasowych tragicznych doświadczeń ze wschodnim sąsiadem - obliczona na ratowanie tego, co dałoby się

jeszcze uratować, poszła na marne.

Przedstawiciele polskiego państwa podziemnego, przybyli na rozmowę z wojskowymi władzami sowieckimi, zostali aresztowani przez NKWD 27 i 28 marca 1945 roku, a następnie wywiezieni do Moskwy, gdzie wytyczono im w czerwcu 1945 roku proces (przeszedł do historii pod nazwą Procesu Szesnastu) pod zarzutem rzekomej działalności antysowieckiej. Stalin pozbywał się w ten sposób autentycznych reprezentantów społeczeństwa polskiego, którzy mogliby zająć stanowiska w nowym rządzie polskim, akceptowanym nie tylko przez niego, ale również przez Wielką Brytanię i Stany Zjednoczone.

Tymczasowy Rząd Jedności Narodowej, powołany w Moskwie w czerwcu 1945 roku, po bezpośrednim porozumieniu się strony amerykańskiej z sowiecką, z pominięciem brytyjskiej (misja Harry'ego Hopkinsa i jego rozmowy ze Stalinem na przełomie maja i czerwca), niewiele różnił się od Rządu Tymczasowego, którą to nazwą na początku 1945 roku Stalin obdarzył, mianowany przez siebie w lipcu 1944 roku, PKWN. Komuniści we wszystkich tych ciałach zajmowali kluczowe pozycje. Uczestniczący w TRJN, na stanowisku wicepremiera były premier rządu polskiego na uchodźstwie i przywódca chłopski Stanisław Mikołajczyk nie stanowił, mimo iż cieszył się poparciem Wielkiej Brytanii i Stanów Zjednoczonych, wystarczającej gwarancji dla przeprowadzenia w Polsce wolnych i nieskrępowanych wyborów, przewidzianych w uchwałach jałtańskich. Z chwilą uznania 5 Lipca 1945 roku TRJN przez państwa anglosaskie, legalny rząd polski w Londynie został pozbawiony przez Brytyjczyków statusu dyplomatycznego. Stalin osiągnął swoje. Wprawdzie Polska nie została wcielona do Związku Sowieckiego jako kolejna republika, ale okrojona na wschodzie (choć otrzymała później częściową rekompensatę na zachodzie, kosztem pobitych Niemiec hitlerowskich) stała się państwem satelickim, do którego stopniowo dyktator sowiecki wprowadzał system komunistyczny na wzór istniejącego już w ZSRR.

Polska w polityce mocarstw była traktowana instrumentalnie. Zapłaciła za to bardzo wysoką cenę. Mimo, iż formalnie należała do państw zwycięskiej koalicji antyhitlerowskiej, nie odzyskała niepodległości, którą straciła we wrześniu 1939 roku. Związek Sowiecki przez cały okres wojny pozostawał jej śmiertelnym wrogiem. Jemu też udało się doprowadzić do wasalizacji państwa polskiego i narzucenia jego mieszkańcom destrukcyjnego systemu komunistycznego. Wielka Brytania nie wywiązała się ze swych zobowiązań sojuszniczych. Jej przywódcy, mimo, iż byli wybitnymi politykami o wymiarze światowym, naiwnie przypuszczali, że za cenę pozbawienia Rzeczypospolitej połowy terytorium na wschód od Bugu zdołają zachować jej niezależny byt państwowy. Churchill wywierał wręcz brutalny nacisk na premiera Mikołajczyka, by ten porozumiał się z Sowietami na ich warunkach. Stany Zjednoczone tradycyjnie nie interesowały się Polską w sensie pozytywnym i z uszczerbkiem dla własnych interesów mocarstwowych flirtowały ze Związkiem Sowieckim, zamiast starać się wspólnie z Wielką Brytanią nie dopuścić, by Sowiety stały się supermocarstwem. Wszystkie trzy państwa, choć w niejednakowym stopniu, odegrały wobec Polski podczas II wojny światowej rolę zdecydowanie negatywną.

M. Krzysztof KAMIŃSKI



## SPRAWA POLSKA NA KONFERENCJI W JAŁCIE (4-11.II.1945) KONSEKWENCJE PODJĘTYCH TAM DECYZJI

W świadomości społeczeństwa polskiego konferencja jałtańska, której pięćdziesięciolecie przypada w tym roku, ma przede wszystkim znaczenie symboliczne. Powszechnie uważa się, że przedstawiciele trzech najsilniejszych państw - uczestników koalicji antyhitlerowskiej, a więc ZSRR, Stanów Zjednoczonych i Wielkiej Brytanii, dokonali podczas spotkania na Krymie, w lutym 1945 roku, podziału Europy. Stworzyli, innymi słowy, na gruzach tzw. ładu wersalskiego, zniszczonego w trakcie wojny, nowy porządek - tzw. jałtański. Ów porządek, przez lata uważany przez komunistów, sprawujących władzę w Europie Środkowo-Wschodniej, za święty, uległ w ciągu ostatnich lat rozpadowi.

Prawda historyczna jest jednak dużo bardziej skomplikowana, niż utrwalone przez publicystykę stereotypy. Analiza dokumentów dyplomatycznych, między innymi zapisów z posiedzeń jałtańskich, a także przyjętych tam postanowień, skłania do ocen odmiennych od najczęściej spotykanych. Przede wszystkim - pragnę to podkreślić - podział Europy dokonywał się stopniowo, w miarę zajmowania co raz to nowych terytoriów przez Armię Czerwoną, za którą ciągnęła sowiecka policja polityczna z jasno postawionym przez Stalina celem: niszczenia wszystkich sił, które dążyłyby do odtworzenia niepodległych bytów państwowych, istniejących przed wojną. Sama konferencja jałtańska stanowiła natomiast, ze strony państw anglosaskich, nieudolną próbę zahamowania ekspansjonizmu sowieckiego, przy użyciu metod dyplomatycznych.

Zmagania wojenne w diametralnie różny sposób oddziaływały na Stany Zjednoczone i Wielką Brytanię. Pierwsze z tych państw wzmocniło swą potęgę, drugie zaś wychodziło z wojny poważnie osłabione, z zachwianą pozycją mocarstwową. Z punktu widzenia jedności Europy oraz interesów narodów, zamieszkujących środkowo-wschodnią część kontynentu, sytuacja taka była bardzo niekorzystna. Jedynie bowiem Brytyjczycy potrafili rozumować nie tylko kategoriami imperialnymi, ale również europejskimi. Ze względu na swe tradycyjne dążenie do utrzymania równowagi sił w Europie starali się nie ułatwiać Stalinowi działań, na rzecz całkowitego opanowania poważnej części kontynentu. Jeśli zaś chodzi o ich stosunki z Polską, to zaciągnięte zobowiązania sojusznicze, których nie miały Stany Zjednoczone, utrudniały Brytyjczykom całkowitą rezygnację z zainteresowania naszym krajem.

Niestety, w tandemie anglosaskim rolę pierwszoplanową odgrywali Amerykanie. Co gorsze zaś, głos decydujący przypadał prezydentowi Franklinowi D. Rooseveltowi, ignorującemu nawet rady własnego Departamentu Stanu. Ów przywódca amerykański, niewątpliwie zasłużony na polu polityki wewnętrznej Stanów Zjednoczonych, posiadał dosyć mgliste wyobrażenie o stosunkach międzynarodowych. Traktował całą Europę, nie mówiąc już o Polsce, z dużym dystansem. Wydawało mu się, że Stany Zjednoczone wyjdą z wojny jako jedyne supermocarstwo z ambicjami światowego przywództwa, zaś Europa będzie tylko lokalną płaszczyzną tarć między ZSRR a Wielką Brytanią. Stanom Zjednoczonym przypadłaby wówczas rola arbitra na obszarze drugoplanowym z punktu widzenia globalnej polityki amerykańskiej. Roosevelt nie mógł pojąć, że polityka ustępstw wobec Związku Sowieckiego pozwoli temu państwu stać się drugim supermocarstwem, i że z chwilą, gdy ZSRR osiągnie ten cel, cała wydumana konstrukcja myślowa prezydenta okaże się iluzją. Ostatecznie więc, w Jałcie, oba państwa anglosaskie nie potrafiły efektywnie ze sobą współdziałać w wypracowaniu



takiej linii postępowania, która doprowadziłaby do izolacji Stalina i wymuszenia na nim ustępstw w formie, utrudniającej na przyszłość sowieckiemu dyktatorowi wycofanie się z nich. Grzechem pierwotnym konferencji jałtańskiej, w jednakowym stopniu obciążającym zarówno Stany Zjednoczone, jak i Wielką Brytanię, było nie pytanie się o zdanie tych, nad których losem miano dyskutować. Anglosasi zgodnie zignorowali istnienie legalnych władz Rzeczypospolitej na uchodźstwie, którym podlegały Polskie Siły Zbrojne, walczące przy boku aliantów na Zachodzie, oraz polskie państwo podziemne w kraju. Za punkt wyjścia przyjęli w dyskusjach fakt powstania, na mocy decyzji Stalina, PKWN, który na początku 1945 roku zmienił swą nazwę na Rząd Tymczasowy. Z góry więc oddawali punkty Stalinowi. Propozycje polskiego rządu w Londynie, dotyczące powołania w Polsce międzysojuszniczej komisji, pod której kontrolą - do czasu objęcia władzy przez prawowity rząd - lokalna polska administracja spełniałaby swoje funkcje, Anglosasi lekceważąco odrzucili. Podobnie uczynili z, zasadniczym przecież, postulatem legalnych władz polskich, by nie podejmować żadnych decyzji, dotyczących sprzymierzonego państwa polskiego - bez udziału i zgody rządu polskiego.

Strona amerykańska i brytyjska przyjęły więc na siebie, całkowicie dobrowolnie, odpowiedzialność za decyzje, zapadłe na konferencji jałtańskiej i stały się - obok Związku Sowieckiego - gwarantami wolnych i nieskrępowanych wyborów w Polsce. W myśl postanowień sygnatariuszy, miano je przeprowadzić w czasie możliwie najkrótszym, przez specjalnie powołany dla tego celu, Tymczasowy Rząd Jedności (TRZJN). Obaj anglosascy negocjatorzy nie dopilnowali jednak, aby z komunikatu z konferencji krymskiej nie wynikało, że za podstawę dla utworzenia nowego rządu polskiego przyjęto, zdominowany przez komunistów, a więc realizujący politykę sprzeczną z niepodległościowymi aspiracjami społeczeństwa polskiego, Rząd Tymczasowy. Ani Churchill, ani Roosevelt nie wykorzystali w rozmowach ze Stalinem swej zgody na wschodnią granicę Polski wzdłuż tzw. linii Curzona, jako elementu przetargowego, dla uzyskania bardziej korzystnego, z punktu widzenia interesów społeczeństwa polskiego, tekstu deklaracji.

Następny cios sprawie polskiej zadał już wyłącznie Roosevelt. Nie zgodził się bowiem na postawienie na porządku dziennym kwestii powołania, proponowanej przez Departament Stanu - i popieranej przez brytyjskiego ministra spraw zagranicznych Anthony Edena - tzw. Emergency High Commission for Liberated Europe, której celem byłby, między innymi, nadzór nad wyborami w Polsce.



Ukonstytuowanie się na mocy decyzji w Jaltcie ciała wykonawczego, z udziałem nie tylko Stanów Zjednoczonych, Wielkiej Brytanii i ZSRR, ale również Francji, dla kontrolowania przyjętych tam zobowiązań, narzuciłoby Amerykanom efektywną odpowiedzialność za sprawę wewnętrzną Europy Środkowo-Wschodniej. Utrudniłoby także planowane przez Roosevelta wycofanie wojsk amerykańskich, gdyż decyzje komisji słyby prawdopodobnie w kierunku pozostawienia ich na kontynencie europejskim. Polityka ustępstw prezydenta USA wobec Stalina w sprawach polskich podyktowana była również błędną kalkulacją, z której miało wynikać, iż Stany Zjednoczone nie zdołają rozgromić Japonii, nie ponosząc olbrzymich strat w ludziach - bez sowieckiej pomocy wojskowej. Niezależnie od niedoskonałości stwierdzeń, zawartych w dokumentach jaltańskich (np. obelżywe dla Polaków i niebezpieczne dla nich było stwierdzenie o udziale w wyborach tylko partii, które można by określić mianem "demokratycznych i antynazistowskich"; pod okupacją hitlerowską nie istniała przecież żadna polska partia, która kolaborowałaby z najeźdźcą niemieckim; po drugie zaś takie sformułowanie zapowiadało możliwość ograniczania przez komunistów liczby stronnictw, dopuszczonych do życia politycznego), państwa anglosaskie stały się dobrowolnie gwarantami demokratycznego porządku w Polsce. Roosevelt i Churchill złożyli również swe podpisy pod deklaracją o wyzwolonej Europie; ta deklaracja przewidywała przeprowadzenie wolnych wyborów nie tylko w państwach koalicji antyhitlerowskiej, ale również w tych, które w czasie wojny znalazły się przy boku Niemiec. Obaj przywódcy dawali w ten sposób - przynajmniej werbalnie - wyraz intencjom ograniczenia wpływów sowieckich na obszarach opanowanych już przez siły zbrojne i policję polityczną ZSRR. O tym, że współcześni polscy działacze polityczni, dla których platforma niepodległościowa była wartością nadrzędną, widzieli w postanowieniach jaltańskich, dotyczących Polski, również szansę ratunku, świadczy podział ról, przyjęty przez polski rząd w Londynie i podziemny polski parlament Radę Jedności Narodowej. Z jednej strony rząd premiera Tomasza Arciszewskiego oświadczył publicznie, że w związku z narzuceniem Polsce wschodniej granicy wzdłuż tzw. linii Curzona, doszło do nowego rozbioru Polski, i że przyszły TRZJN ze względu na stacjonowanie Armii Czerwonej na terytorium państwa polskiego, nie zabezpieczy społeczeństwu nieskrępowanego prawa wypowiedzenia się, nawet w obecności brytyjskich i amerykańskich dyplomatów.

Z drugiej - Rada Jedności Narodowej,

protestując przeciwko jednostronności postanowień konferencji jaltańskiej, stwierdziła również w swej rezolucji, że pomimo to zmuszona jest zastosować się do tych postanowień, "pragnąc widzieć w nich, w dzisiejszej rzeczywistości, możliwość ratowania niepodległości Polski, uniknięcia dalszego niszczenia narodu oraz do stworzenia podstawy organizacji własnych sił i do prowadzenia przyszłej samodzielnej polityki polskiej". Premier Arciszewski zaś, w depeście do swego zastępcy - Delegata Rządu na Kraj i wicepremiera Jana Stanisława Jankowskiego - zachęcał przedstawicieli państwa podziemnego do prowadzenia rozmów z wyznaczoną w Jaltcie tzw. komisją trzech, reprezentującą wszystkich uczestników obrad na Krymie, na temat powołania TRZJN "niezależnie od naszego (rządu polskiego w Londynie) zasadniczego stanowiska w sprawie uchwał krymskich".

Polscy działacze polityczni nie obrażali się więc na swój zły los, lecz pragnęli wykorzystać wszelkie rysujące się możliwości. Komunikat jaltański mimo wszystko stwarzał je, gdyż choć nie pojawiła się w nim wzmianka o rządzie polskim w Londynie, znalazła się jednak zapowiedź udziału w konsultacjach i przyszłym rządzie "demokratycznych przywódców z samej Polski".

Dalszy bieg wypadków przybrał fatalny obrót dla sprawy polskiej i stał się dowodem na to, że Stany Zjednoczone i Wielka Brytania nie potrafią wywiązać się z przyjętych na siebie zobowiązań i przeciwstawić się skutecznie bezwzględnej polityce Stalina. Casus Polski miał charakter szczególny, gdyż sowiecki dyktator upatrzył ją sobie na pierwszą ofiarę swej ekspansjonistycznej polityki (nie licząc oczywiście siłą wcielonych do ZSRR państw bałtyckich). Postanowienia jaltańskie w stosunku do Polski zostały po raz pierwszy pogwałcone już wówczas, gdy sowiecka policja polityczna porwała szesnastu przywódców polskiego państwa podziemnego, aby uniemożliwić im udział w rokowaniach nad powołaniem TRZJN. Stawiając ich przed posłusznym mu trybunałem w Moskwie, Stalin dokonał jeszcze jednej z wielu zbrodni, tym razem wymierzonej swym ostrzem w usiłujące ukonstytuować się niepodległe i demokratyczne państwo polskie.

Po raz drugi wykonanie decyzji krymskich zostało przekreślone przez politykę komunistów, korzystających z poparcia Stalina. Polskie Stronnictwo Ludowe Stanisława Mikołajczyka, dążąc do przeprowadzenia wolnych i nieskrępowanych wyborów, w myśl już nie tylko postanowień jaltańskich, ale również potwierdzających je ustaleń poczdamskich, zostało poddane represjom policyjnym, łącznie z morderstwami na tle politycznym, a także nękającym ogranicze-

niom administracyjnym. Komuniści próbowali w ten sposób wymusić na ludowcach zgodę na przyłączenie się do tzw. bloku wyborczego, co miało na celu uczynienie z wyborów fikcji, gdyż z góry ustalono w ten sposób podział mandatów w przyszłym sejmie. Momentowi odwołania terminu wyborów służył też pomysł z referendum, przeprowadzonym 30 czerwca 1949 r., dla udowodnienia, że partia komunistyczna (Polska Partia Robotnicza), cieszy się zaufaniem społecznym. Wykonując wolę Stalina przy pomocy policji i wojska, dążono do sterroryzowania PSL, a wraz z nim całego polskiego społeczeństwa. Ukoronowaniem tych działań było sfalszowanie wyborów do sejmiku w styczniu 1947 roku. Protesty dyplomatyczne Amerykanów i Brytyjczyków nie dały żadnych pozytywnych rezultatów. Naród polski został zniewolony przez system totalitarny, którego wprowadzeniu nieudolnie przeciwstawiali się Anglosasi.

Jeszcze podczas konferencji poczdamskiej, w drugiej połowie lipca i na początku sierpnia 1945 roku, zarysowały się możliwości bardziej efektywnego współdziałania delegacji amerykańskiej i brytyjskiej. Niestety, zostały one zaprzepaszczone przez stronę amerykańską. Pomysł delegatów brytyjskich, premiera Clementa Attlee i ministra spraw zagranicznych Ernesta Bevana, by uzależnić akceptację Anglosasów w sprawie zachodniej granicy Polski na Odrze i Nysie Łużyckiej od klarownych zobowiązań wyborczych władz warszawskich, nie spotkał się ze zrozumieniem nowego prezydenta Stanów Zjednoczonych, Harry'ego Trumana, oraz amerykańskiego sekretarza stanu, Jamesa Byrnesa. Przywódcy amerykańscy, zainteresowani przede wszystkim problemem niemieckim, podjęli za plecami Brytyjczyków grę ze Stalinem i Mołotowem, godząc się na rozwiązanie kwestii polskiej granicy zachodniej łącznie ze sprawą reparacji niemieckich oraz przyjęciem formuły, zobowiązującej uczestników konferencji do poparcia wniosków Włoch i byłych satelitów Rzeszy o przyjęcie do ONZ. Konferencja w Poczdamie stanowiła więc wprawdzie potwierdzenie ustaleń jaltańskich w sprawie wyborów w Polsce, ale jej anglosascy uczestnicy nie zdołali wspólnie osiągnąć bardziej korzystnych, niż w Jaltcie, pozycji dla prowadzenia dalszej rozgrywki ze Stalinem. Sowiecki dyktator zdołał do roku 1948 całkowicie podporządkować sobie Europę Środkowo-Wschodnią.

Konferencja jaltańska stanowiła początek prawie czterdziestopięcioletniej dominacji Związku Sowieckiego na tym obszarze.

Marek Kazimierz KAMIŃSKI



Krzysztof A. KUCZYŃSKI

## UCHODŹCY POLSCY W RUMUNII

Ukazała się kolejna<sup>1</sup> książka autorstwa Tadeusza Dubickiego, mówiąca o wojennych losach uchodźstwa polskiego w Rumunii. Tym razem koncentruje on swoją uwagę na uchodźcach „cywilnych”, których około 26 tysięcy znalazło schronienie w Rumunii w 1939 r. We wstępie autor zastrzega się, że nie poruszył wszystkich możliwych wątków (nie informuje czy ze względu na braki materiałowe, ewentualnie ograniczenia wydawnicze), w tym: działalność ugrupowań pro lubelskich po sierpniu 1944 r., prasa i inne publikacje, duszpasterstwo, mienie polskie w Rumunii<sup>2</sup>. Tadeusz Dubicki zapowiada jednocześnie dalszą kontynuację tematu w pozycji poświęconej polskiej konspiracji w Rumunii w latach wojny. Brzmi to nadzwyczaj intrygująco, bowiem rzeczywiście niewiele wiemy na ten temat.

Omawiana praca oparta została na bogatej bazie źródłowej, widać z niej jak głęboko spenetrował autor zasoby krajowych i zagranicznych archiwów, w tym rumuńskich, do których dostęp nie jest łatwy. Cenne uzupełnienie stanowią relacje i prasa uchodźcza, ale także rumuńska. Całość zawiera się w 9 rozdziałach oraz epilogu, w którym, co rzadkie, autor będący w 1994 r. uczestnikiem polskiej delegacji na obchody 55 rocznicy uchodźstwa w Rumunii, ma możliwość dokonania rekapitulacji tematu z perspektywy historycznej i dnia dzisiejszego.

Ze wspomnianych rozdziałów trzy pierwsze mają charakter wprowadzający w temat, a zarazem stanowią już

1. T. Dubicki, „Polscy uchodźcy w Rumunii 1939-1945. Studia i materiały”, Warszawa Oficyna Wydawnicza „Gryf”, Warszawa 1995, s. 332; poprzednie publikacje: „Żołnierze polscy internowani w Rumunii w latach 1939-1941”, Warszawa 1994, ss. 360; „Sanatorzy kontra Sikorszczyzy czyli walka o władzę na uchodźstwie w Rumunii 1939-1940”, Warszawa 1993, ss. 156 (współautor S.J. Rostworowski).

2. W sprawie mienia polskiego pozostawionego w Rumunii kompetentną publikacją jest: A. Sowińska-Krupka, „Stosunki polsko-rumuńskie 1945-1949”, Warszawa 1985.

Z.H. 116 - PARYŻ - 1996



pewną syntezę, opartą na wcześniejszych licznych publikacjach autora. Są to: „Uchodźstwo polskie w Rumunii w latach 1939-1945”, „Przyjęcie przez władze i społeczeństwo rumuńskie uchodźców z Polski”, „Organizacje opiekuńcze: Amerykańska Komisja Pomocy Polakom i Komitet Obywatelski”. Podobny charakter ma również rozdział VII „Polskie szkolnictwo uchodźcze w Rumunii w latach 1939-1945”. Do ogromu faktów, nazwisk i zdarzeń, które autor wprowadził do naszej wiedzy o losach Polaków na uchodźstwie, należy odnieść się z uznaniem na to zasługującym. Szereg faktów jest rzeczywiście nie znana polskiemu czytelnikowi, przy czym dotyczy to tak zasadniczych, jak nadzwyczaj życzliwe przyjęcie przez Rumunów uciekinierów z Polski. Z niepamięci wydobyte zostały takie postacie jak prof. Nicolae Iorga – „wielki przyjaciel Polaków” czy księżna Ecaterian Caragea.

Z lektury książki wynikają też inne interesujące konstatacje: oto po raz kolejny okazało się, że w warunkach ekstremalnych Polacy potrafią się zmobilizować i rozsądnie zorganizować. Na gruncie rumuńskim świadczyła o tym działalność „Amerykańskiej Komisji Pomocy Polakom” (AKPP), która nawet w okresie politycznie niesprzyjającym – po wejściu Rumunii do „Osi”, potrafiła ochronić swój byt. W tym miejscu należy odnotować przynajmniej dwa nazwiska: Paula Supera i Kazimierza Świderskiego. Pierwszy dał pomysł i początki organizacyjne AKPP, opierając ją w dużym stopniu na strukturze organizacji YMCA, której przed wojną ten Amerykanin z pochodzenia był wieloletnim prezesem w Polsce. Z kolei Kazimierz Świderski (dodajmy – przed wojną kierujący wydziałem w Ministerstwie Rolnictwa) objął organizację po wyjeździe Supera na Zachód wiosną 1940 r. i pozostał jej dyrektorem praktycznie do końca, czyli przełomu lat 1944/1945. Godnym odnotowania szczególnego jest fakt, że Tadeusz Dubicki uzyskał jeszcze informacje z pierwszej ręki – od Kazimierza Świderskiego, zmarłego w końcu lat 80-tych w Londynie.

Z działalnością AKPP związane były ściśle losy polskiego szkolnictwa w Rumunii, swoistego fenomenu wówczas w skali świata, z którym porównywalny był tylko ośrodek węgierski. Świadczy o tym liczba 10 szkół stałych, w tym 4 gimnazjów i liceów z pełnymi prawami szkół państwowych (przyznanych przez władze w Angers w maju 1940 r.) włącznie z przeprowadzaniem matur (co najmniej 162



absolwentów). Jeśli dodamy do tego znacznie ponad 100 osób studiujących na rumuńskich uczelniach, którym również AKPP zabezpieczała w dużym stopniu warunki bytowe (bursy, stypendia), to okaże się, że był to czy nie najsilniejszy ośrodek uchodźczy pod tym względem. Z liczego grona osób pracujących na rzecz młodzieży wymieńmy choćby, tak niegdyś prominentne, jak płk Tadeusz Schaezel, Eugeniusz Kwiatkowski, Bolesław Nakoniecznikoff-Klukowski.

Osobny dział stanowią w książce „Dokumenty”, w którym zamieszczone materiały dobrane zostały pod względem tematycznym i merytorycznie dotyczą zagadnień nie omówionych w książce. Znajdują się tam informacje nt. składu zawodowo-socjalnego uchodźców, stanu zdrowia i funkcjonowania uchodźczej służby zdrowia – utrzymywanej przez AKPP. Jednak szczególną uwagę przyciągają dokumenty z okresu po wkroczeniu wojsk sowieckich do Rumunii i przewrocie 23 sierpnia 1944 r. Wynika z nich, iż polskie władze na uchodźstwie poważnie planowały przeprowadzenie akcji ewakuacji uchodźców (przynajmniej w odniesieniu do młodzieży męskiej), o czym informuje m.in. korespondencja gen. Andersa i płk. Gano. Inne, nieznanne dotychczas kwestie odsłania wyciąg z raportu Kazimierza Świderskiego, który ukazuje obraz zróżnicowania politycznego w 1944 r. W nowej koniunkturze powstały początkowo dwa ugrupowania „stojące na gruncie PKWN”: „Polski Związek Patriotyczny” i „Komitet Patriotów Polskich”, które po wielu perturbacjach utworzyły „Związek Patriotów Polskich”. Charakter tej organizacji i posunięcia czołowych działaczy: Michała Kobieli (właściwie Braun), Tadeusza Czygi-Karpińskiego i Zygmunta Młynarskiego, nosiły znamiona delatorskie. Jak wynika z dokumentu wystawionego przez rumuńskie służby specjalne, w środowisku polskim podejrzewano ich o spowodowanie uwięzienia ok. 50 „przeciwników politycznych”, których w większości przetransportowano do obozu w Caracal. Było to miejsce odosobnienia, z którego po 5 miesiącach zwolniono większość, jednak niektórzy jak np. płk Kostek-Biernacki czy mjr Bolesław Ziemiański (w Rumunii jako „Mościbrodzki”, pracujący na rzecz wywiadu polskiego i brytyjskiego) zostali przewiezieni do więzienia mokotowskiego. Ogółem takich osób miało być około 20<sup>3</sup>. W tym czasie

3. M. Browiński, Wspomnienia z Rumunii 1939-1945, Biblioteka Zakładu Naukowego im. Ossolińskich we Wrocławiu, Dział Rękopisów, sygn. 13341/2.

Z H. 116 - PARYŻ 1996



zaginał też w Bukareszcie rtm. Bogusław Horodyński, który „odnalazł” się na Kołymie, z której już nigdy nie wrócił. Jego winą było to, że w latach 1940-1943 kierował placówką łączności ZWZ AK ulokowaną w rejonie Bukaresztu i że działalność tę zamierzał kontynuować<sup>4</sup>. Z wątkiem tych aresztowań miała też być powiązana misja przybyłego w charakterze delegata władz w Warszawie Józefa Olszewskiego, pełniącego wówczas funkcję sekretarza ambasady w Moskwie, czemu on na spotkaniu z uchodźcami zaprzeczał.

Jest w tej książce wiele innych interesujących wątków. Np. o łączności ośrodka rumuńskiego z Węgry, sytuacji Żydów – obywateli polskich, których to obywatelstwo uratowało od Holocaustu, wreszcie wątek harcerski, zawierający relację niedawno zmarłego w Londynie Zygmunta Szadkowskiego.

Reasumując – należy polecić tę książkę czytelnikowi, podkreślając, że jej wydanie przez Oficynę „Gryf” możliwe było dzięki dotacji uzyskanej przez autora z londyńskiej „Polonia Aid Foundation Trust”. Staranne wydanie, zdjęcia i indeks nazwisk stanowią również o jej walorach. Dobrze więc, że znalazł się kompetentny autor, który, jak można mniemać, na stałe związał się z tematem „rumuńskim”, potencjalnie bardzo nam bliskim, ale jak dotąd jakby zapomnianym. Dedykowanie tej książki pamięci stryja autora, komendanta ZHP w Rumunii w latach 1925-1930, przynajmniej częściowo wyjaśnia związek autora z tą tematyką.

*Krzysztof A. KUCZYŃSKI*

4. T. Dubicki, „Baza wojskowej łączności z krajem w Bukareszcie w latach 1939-1945”, [w:] „Kultura-Oświata-Nauka”, Nr 7-8/109-110, 1989, s. 105-116.